L'unité

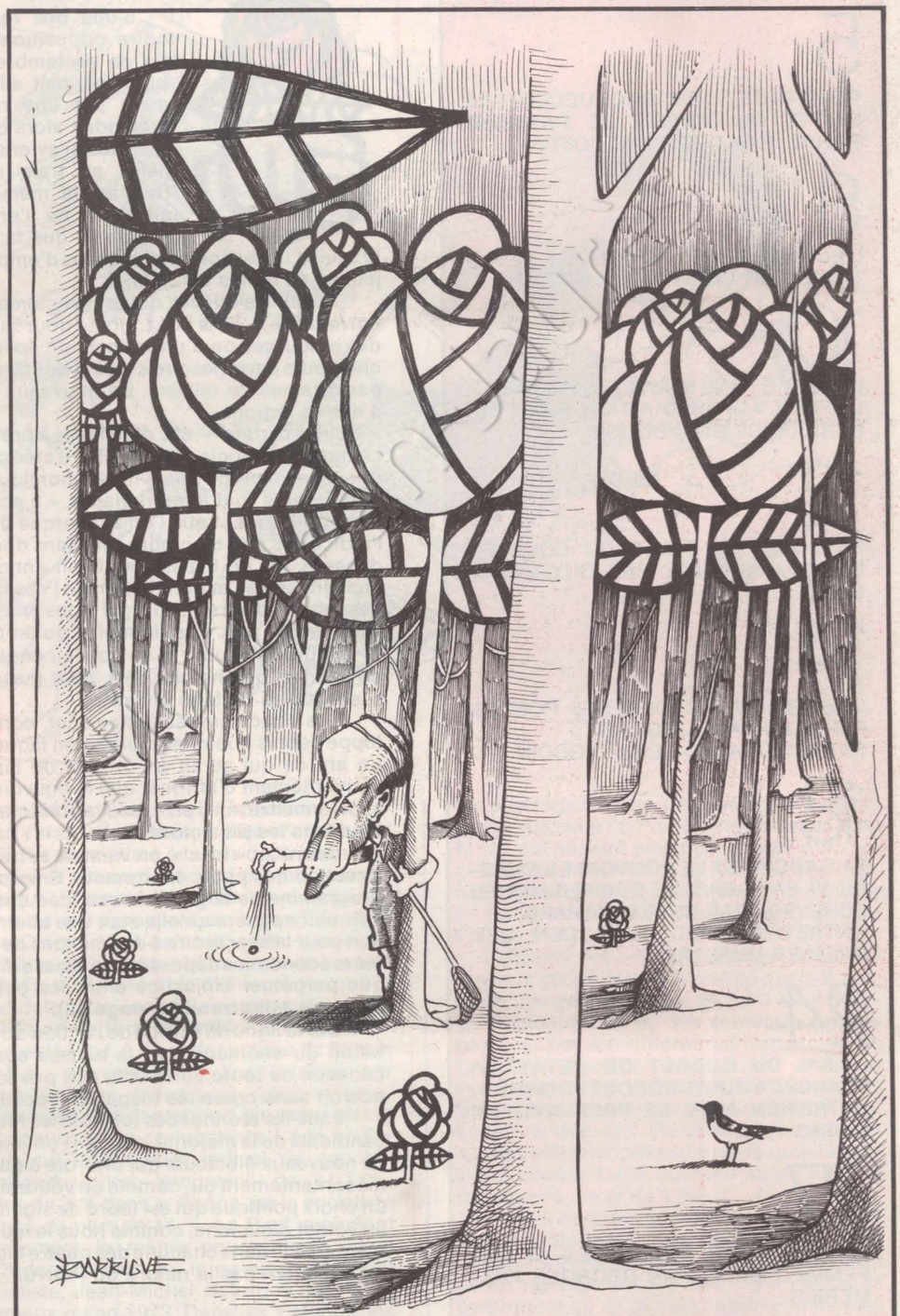
N° 226 - 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 19 au 25 novembre 1976

L'EPARGNE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Québec : la victoire des poètes

LA GAUCHE ET LE POUVOIR EN EUROPE

VI. PAYS-BAS : LE SOCIALISME DES ECHEVINS



LA POUSSÉE SOCIALISTE

Sommaire

4
DIPAPACÉQUOI, PAR PIEM

5
POLITIQUE CONTRACTUELLE : LE QUITTE OU DOUBLE DE RAYMOND BARRE, PAR CHRISTINE COTTIN.

9
L'ECOLOGIE EST UNE SCIENCE... POLITIQUE, PAR CHRISTIANE MORA.

10
USAGERS : UNE NOUVELLE FORME DE LUTTE, L'AUTOREDUCTION, PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE.

12
PETROLE : LE BLUFF DU COUP DE POING AMERICAIN, PAR GUY PERRIMOND

14
QUEBEC : LA VICTOIRE DES POETES, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS
ENTRETIEN AVEC GERALD GODIN

18
LA GAUCHE ET LE POUVOIR EN EUROPE. VI. PAYS-BAS : LE SOCIALISME DES ECHEVINS, PAR SERGE RICHARD
ENTRETIEN AVEC JOOP DEN UYL, PREMIER MINISTRE

24
« 0,5 % DU BUDGET DE L'ETAT, LA FRANCE TA CULTURE FOUT LE CAMP ». ENTRETIEN AVEC LE PRESIDENT DE L'ATAC

27
LIVRES : LES MEMOIRES D'UNE FEMME FIDELE, PAR GEORGES FRAMERIES

32
MA PART DE VERITE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (page 15) Barrigue (pages 1, 27, 29) Coureuil (pages 4, 13, 15, 18) Keystone (pages 20, 21) Pascal Lebrun (pages 12, 14, 24) Pym (page 11) Sipa (pages 23, 25) Solo (pages 3, 7) Viva (page 21).

Editorial

L'AVERTISSEMENT

L'une des raisons pour lesquelles nous avons fait connaître notre opposition au plan Barre dès qu'il a été rendu public à la fin de septembre était que, prétendant lutter contre l'inflation, ce plan sacrifiait allègrement l'emploi et allait se traduire nécessairement par une remontée du taux de chômage dont le Pouvoir prétendait alors qu'il était en régression.

Nous n'avions pas grand mérite à faire cette prévision qui est hélas en train de se vérifier. Le ministre du Travail Christian Beullac, le même qui affirmait il y a quelques semaines que la situation de l'emploi s'améliorait, vient d'avouer à l'Assemblée Nationale que la France a de nouveau, à la fin d'octobre, dépassé le seuil d'un million de demandes d'emploi non satisfaites, dont près de la moitié émanent de jeunes de moins de 25 ans.

Au chiffre officiel, qui est exactement de 1 025 300 et auquel elle applique le coefficient correctif de 1,28, la C.g.t. ajoute pour sa part les quelque 100 000 bénéficiaires de la garantie de ressources ou d'une allocation spéciale, ce qui porterait à 1 400 000 le nombre réel de chômeurs parmi lesquels moins de 600 000 sont, d'une façon ou d'une autre, indemnisés. Et, par dizaines de milliers, de nouveaux licenciements sont annoncés en Lorraine et dans d'autres régions.

Il est certain — et c'était facile à prévoir — que les premières mesures du plan Barre et le climat psychologique qu'elles ont créé dans le pays aboutissent dans plusieurs secteurs à un ralentissement de l'activité économique, laquelle, comme le souligne « Le Monde » dans une formule tout à fait parlante, « a accentué la dégradation de la situation de l'emploi ». Sans pour autant que l'on ait marqué beaucoup de progrès dans la lutte contre l'inflation : l'indice des prix d'octobre sera sans doute moins mauvais que celui de septembre, qui avait dépassé 1% de hausse, mais on annonce déjà le pire pour celui de novembre avec les incidences de l'augmentation de l'essence et des différents produits qui ont échappé, pour des raisons diverses, au « gel » des prix. Deux mois après sa mise en œuvre, le plan Barre, ne se présente pas, c'est le moins qu'on puisse dire, sous les meilleurs auspices.

Faute de vouloir et de pouvoir engager une politique s'attaquant aux véritables causes de la crise, on cherche déjà, pour masquer l'échec, des boucs émissaires et des « trucs » susceptibles de faire diversion.

Les boucs émissaires ce sont, comme toujours, les salariés. Une campagne se développe depuis quelques jours selon laquelle le taux de salaire horaire a trop progressé depuis un an, ce qui serait à l'origine de l'inflation persistante. Beau prétexte qui permet au gouvernement d'affirmer que le pouvoir d'achat des travailleurs doit être désormais bloqué et de remettre ainsi en cause la politique contractuelle, au risque de s'attirer les foudres des syndicats les plus modérés.

Quant au « truc », on vient de le trouver avec l'initiative de Valéry Giscard d'Estaing en direction des petits épargnants. Empruntant, si l'on peut dire, à François Mitterrand et au programme de la gauche, une idée dont l'ex-ministre des Finances Jean-Pierre Fourcade affirmait naguère qu'elle était une aberration, on la pratique dans la plus grande improvisation pour laisser croire à des millions de gens modestes qu'on va mettre fin au grignotage de leurs économies déposées à la Caisse d'épargne, alors même que le système proposé ne fera que perpétuer l'injustice entre les petits et les gros épargnants **(Voir la chronique de François Mitterrand en page 32).**

Car la ligne directrice de l'action du gouvernement est toujours la même : par l'augmentation du chômage, par la hausse continuelle des prix et des charges fiscales, par les cadeaux de toute sorte faits aux privilégiés, aux grosses entreprises, aux spéculateurs, il accroît sans cesse les inégalités sociales qui sont la plaie de notre pays.

Faut-il s'étonner dès lors que les Français marquent peu d'empressement à soutenir les candidats de la majorité, comme l'ont montré dimanche les élections partielles ? Les milliers de nouveaux électeurs qui ont voté à gauche ne l'ont pas seulement fait pour exprimer leur mécontentement ou, comme on voudrait nous le faire croire, pour « se défouler ». Ils ont fait un choix politique qui est lourd de signification. Et qui le sera encore plus s'ils le confirment en votant dimanche, comme nous le leur demandons, pour le candidat unique de la gauche resté en lice dans chacune des quatre circonscriptions en ballottage. Des élections partielles ne changent pas la nature du Pouvoir, mais elles sont pour lui un avertissement.

CLAUDE ESTIER

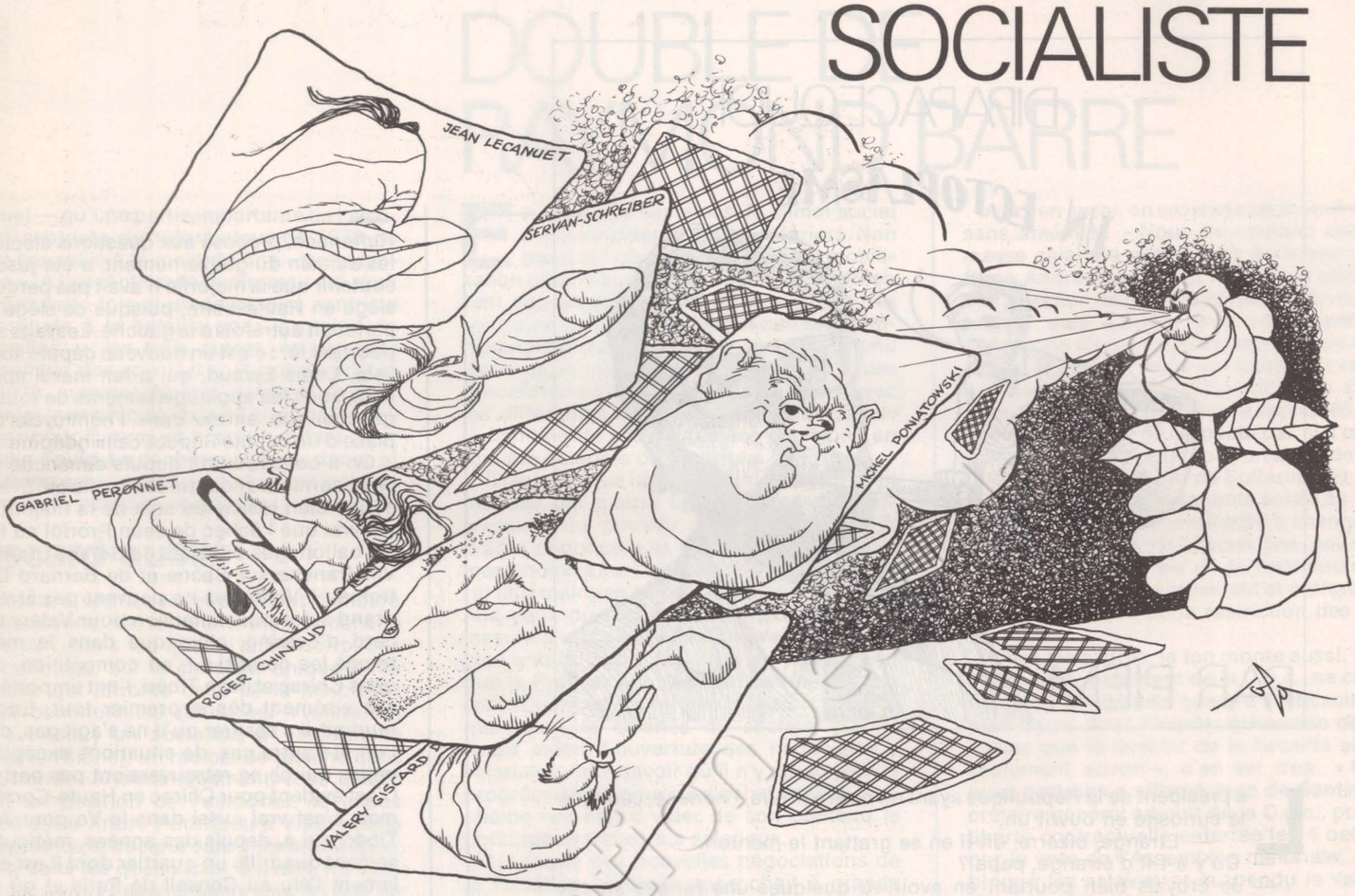
ABONNEZ-VOUS

Nous rappelons que, dans le cadre de la campagne que nous avons lancée le 15 octobre, tous ceux qui s'abonneront ou se réabonneront pour un an avant le 30 novembre recevront un cadeau spécialement choisi pour eux : le livre dans lequel notre ami Piem a réuni ses chroniques de « l'Unité », chacune assortie d'un dessin inédit et le tout préfacé par François Mitterrand.

N'attendez pas. Abonnez-vous, faites abonner les sympathisants que vous connaissez. Le bulletin d'abonnement est en page 26.

Elections partielles

LA POUSSEE SOCIALISTE



Au moins un point sur lequel, dès dimanche soir tous les commentateurs sont tombés d'accord : les sept élections partielles de ce 14 novembre 1976 ont confirmé la poussée du Parti socialiste déjà enregistrée aux cantonales de mars. Poussée générale, dans toutes les circonscriptions intéressées, allant d'un peu plus de 4 % en Corrèze et à Paris, à plus de 14 % dans le Rhône. C'est cette progression du Parti socialiste qui fait reculer la majorité en assurant d'une façon globale la progression de la gauche sauf à Versailles où le P.c.f. et le P.s. avancent ensemble.

Telle est la première réflexion d'ordre général sur les scrutins de dimanche dernier qui concernaient au total 420 000 électeurs, soit 1,26 % seulement du corps électoral français. Un aussi faible pourcentage serait suffisant pour servir de test national à condition qu'il s'agisse d'un échantillonnage correspondant à la sociologie de l'ensemble de ce corps électoral, ce qui n'était pas le cas. Mise à part la circonscription de Haute-Loire, elle-même à dominante rurale, les six circonscriptions où l'élection était provoquée par la démission du suppléant d'un ancien ministre sont, par définition, favorables à la majorité (plusieurs autres anciens ministres qui se trouvent dans la même situation se sont d'ailleurs bien gardés de tenter l'aventure). Sauf celle de Paris 5e, aucune d'entre elles n'est exclusivement urbaine, au niveau d'une grande ville.

Cette situation explique en partie au moins le recul enregistré par le Parti communiste, particulièrement en Corrèze, où fortement implanté jusqu'ici dans une population rurale déshéritée, à côté d'un P.s. affaibli, il a été victime à la fois de la remontée de celui-ci autour d'un candidat jeune et dynamique, Bernard Coutaud, et du phénomène de personnalisation autour de Jacques Chirac. Mais ce n'est guère que là, et peut-être un peu dans le Ve arrondissement de Paris, où il ne semble d'ailleurs pas que la candidature de Jean Elleinstein ait emporté l'adhésion de tous les militants communistes, que le P.c.f. a dû céder un peu de terrain au P.s., représenté en l'occurrence par Pierre Guidoni. Ailleurs, le recul communiste reste limité par rapport à la progression de la gauche non communiste : 4 % en Gironde où le candidat radical de gauche, Raymond Julien, progresse de 11,7 % ; moins de 3 % dans le Rhône, où le socialiste avance de plus de 14 %. Le P.c.f. maintient exactement le même pourcentage qu'en 1973 dans l'Allier, où le nouveau candidat socialiste, Jean-Michel Belorgey, fait 10 % de mieux qu'en 1973. Dans les Yvelines, les deux partis progressent parallèlement, les communistes de 4 %, les socialistes, avec Nicole Questiaux, de près de 6 %.

Il est donc clair que les nouveaux suffrages recueillis par le P.s. ne viennent que pour une très faible part d'électeurs ayant voté communiste il y a trois ans. Leur origine se situe essentiellement ailleurs, ce qui constitue bien, globalement, un gain pour la gauche.

En poussant un peu plus loin l'analyse, on doit constater que si le candidat radical de gauche de Gironde, soutenu par les socialistes,a enregistré une progression du même ordre que celle du P.s., les représentants du M.r.g. qui se sont présentés à côté d'un socialiste, dans le Rhône et dans les Yvelines, ont réalisé un score médiocre, ce qui plaide en faveur d'une étroite solidarité au sein de l'U.g.s.d.

A gauche encore, il faut noter pour mémoire le score dérisoire réalisé par le P.s.u., particulièrement à Paris 5e, où il avait pourtant délégué l'un de ses secrétaires nationaux, et par les différentes formations de l'extrême gauche. Lorsqu'elles sont en concurrence les unes avec les autres, ces formations ont bien du mal à dépasser chacune 1 % des voix. Ce n'est que lorsqu'une d'entre elles est présente seule qu'elle parvient, comme Lutte ouvrière dans l'Allier, à dépasser le seuil de 2 %.

Enfin, il faut dire un mot des deux candidats « écologistes » qui ont obtenu 6,57 % des voix à Paris 5e et 3,21 % à Versailles, soit beaucoup plus que le P.s.u. ; leurs résultats confirment qu'un certain nombre de thèmes « cadre de vie », également développés par le P.s., trouvent une certaine résonance au moins dans un électorat urbain.

Le déchet centriste

Vues de l'autre camp, ces sept élections confirment très nettement l'érosion de la majorité que seul Michel Poniatowski s'acharne à vouloir nier. Certes, dans un des débats radiophoniques de dimanche soir, Antoine

→

DIPAPACÉQUOI



PAR PIEM

Le président de la République ayant un nom à tiroirs, l'homme, cédant à la curiosité en ouvrit un.

— Etrange, bizarre, dit-il en se grattant le menton.

— Qu'y a-t-il d'étrange, papa ?

— Je croyais bien pourtant en avoir vu quelques-uns rangés en cet endroit.

— Quelle sorte de chose, papa ?

— Enfin, je ne suis pas fou ; rappelle-toi, mon garçon, lors des dernières élections, il en restait encore.

Le père, fouillant dans le tiroir, trouve un vieux bout de crayon, mâchouillé sans doute pendant une page d'écriture, quelques cartouches d'un prochain safari rangées entre des chaussettes en soie et une boîte de réformettes. Ses mains tâtonnent en vain.

— Ils ne se sont pas volatilisés.

Nerveusement, il tire le tiroir du dessous et le trouve, c'est normal, rempli de Républicains indépendants, bien étalés, frais repassés.

Le tiroir du bas est rempli de Chiracs disposés en piles régulières comme à la parade. Mais à part ça, rien d'autre.

— Enfin, petit, si c'est toi qui les a pris, il vaut mieux me le dire. Ce n'est pas grave après tout, car ils ne servaient plus à grand-chose.

— Papa, je te promets que je ne sais pas de quoi tu veux parler, dit le petit garçon dont les yeux commençaient à se remplir de larmes.

— Ne fais pas l'innocent, tu sais bien ce que je cherche. Ce n'est pas gros, ce n'est pas lourd, c'est inodore et incolore, c'est inconsistant, incompétent, inconséquent, mais c'est incontestable : ils ont disparu. Veux-tu vite les remettre à leur place ?

L'enfant cette fois versait toutes les larmes de son corps électoral ; c'était la première fois que son père était en colère contre lui.

— Si seulement je savais ce qui a disparu, dit-il entre deux sanglots.

Alors ils sortirent les tiroirs et en vidèrent le contenu sur le sol.

C'est triste, un nom à tiroirs sans tiroir, on dirait un Dupont ou un Durand.

A quatre pattes, ils cherchèrent parmi les objets épars.

— Mais enfin, tonna le père, où sont donc passés les centristes réformateurs ?

— Dis papa, c'est quoi un centriste réformateur ?

— Un ectoplasme.

L'enfant renifla, sécha ses larmes et sourit.

— Papa, je sais, ils ont fondu au soleil.

Le père, rassuré, embrassa son fils pour se faire pardonner son injustice, puis il remit les tiroirs à leurs places.

Le meuble ainsi reconstitué avait encore belle allure, bien qu'en fondant les centristes disparus aient taché d'un peu d'humidité la royale marqueterie.

→ Ruffenach, préposé aux questions électorales au sein du gouvernement, a été jusqu'à soutenir que la majorité n'avait pas perdu un siège en Haute-Loire, puisque ce siège appartenait autrefois à la gauche. Les faits sont pourtant là : c'est un nouveau député socialiste, Louis Eyraud, qui a fait mardi après-midi, sous les applaudissements de toute la gauche, son entrée dans l'hémicycle à la place d'un député Républicain indépendant.

On a beaucoup dit depuis dimanche que cette dernière étiquette était celle qui avait le moins bien résisté au sein de la majorité. Il est vrai que l'échec de Jean Proriol au Puy, les ballottages difficiles de Gérard Ducray à Villefranche-sur-Saône et de Bernard Destremau à Versailles ne peuvent pas être un grand sujet de satisfaction pour Valéry Giscard d'Estaing, alors que dans le même temps les deux U.d.r. en compétition, Jacques Chirac et Jean Tibéri, l'ont emporté assez aisément dès le premier tour. Encore faudrait-il s'assurer qu'il ne s'agit pas, dans l'un et l'autre cas, de situations exceptionnelles qui ne se retrouveraient pas partout. C'est évident pour Chirac en Haute-Corrèze, mais c'est vrai aussi dans le Ve pour Jean Tibéri qui a, depuis des années, méticuleusement quadrillé un quartier dont il est également l'élu au Conseil de Paris et où des milliers de gens lui sont redevables de petits services rendus. Ce n'est sans doute pas par hasard que d'autres anciens ministres U.d.r., par exemple Pierre Mazeaud dans les Hauts-de-Seine ou René Tomasini dans l'Eure, sans doute moins assurés de la reconnaissance de leurs électeurs, ont préféré ne pas demander à leurs suppléants de se retirer.

Quoi qu'il en soit, les ballottages difficiles de Ducray et de Destremau, comme ceux d'Aymar Achille-Fould en Gironde et de Gabriel Peronnet à Vichy, prouvent une fois de plus — quoi que prétende toujours Jean Le-

Une presse partisane

La presse régionale des circonscriptions intéressées par les élections partielles a mené ouvertement campagne pour les candidats de la majorité contre ceux de la gauche et particulièrement du P.s. A Villefranche, « le Progrès » et « le Dauphiné libéré » ont constamment mis en valeur la candidature de Ducray en négligeant celle de Poutissou. En Corrèze, « La Montagne » a nourri chaque jour ses pages de photographies de Chirac et d'articles sur les moindres de ses faits et gestes. Elle n'a même pas hésité à annoncer la tenue en présence de Chirac d'un conseil municipal que le maire avait précisément refusé de réunir. A Vichy, « la Montagne » encore a été jusqu'à publier un faux concernant le candidat socialiste Jean-Michel Belorgey en affirmant qu'il était membre d'un cabinet ministériel et en refusant de publier le démenti que celui-ci était en droit d'exiger.

Politique contractuelle

LE QUITTE OU DOUBLE DE RAYMOND BARRE

canuet — qu'une partie importante de l'électorat centriste ou réformateur de 1973 ne s'est pas rallié à la majorité dite « présidentielle ». A l'exception de Destremau qui avait encore cette fois-ci un adversaire centriste — prélude à la bataille pour la mairie de Versailles — les trois autres, en ajoutant l'ensemble des voix U.d.r., R.i. et centristes de 1973, auraient dû être aisément élus au premier tour avec plus de 60 % pour Peronnet et pour Ducray et presque autant pour Achille-Fould. Le déchet est d'importance et constitue sans aucun doute le principal élément de la poussée socialiste.

Giscard oublié

Il reste à vérifier si cet électorat demeuré oppositionnel se reportera bien dimanche prochain, dans les quatre circonscriptions en ballotage, sur le candidat unique de la gauche qui affronte celui de la majorité : deux communistes (dans les Yvelines et dans l'Allier) un socialiste à Villefranche (dans le Rhône), un radical de gauche dans la Gironde. Arithmétiquement, tous quatre sont en position de l'emporter, le mieux placé étant André Poutissou à Villefranche et, après lui, le docteur Julien dans le Médoc. Mais, dans les quatre cas, la droite n'a plus de réserve et l'expérience du second tour de la Haute-Loire confirme — comme nous l'avions laissé prévoir la semaine dernière — qu'elle ne peut guère compter sur les abstentionnistes du premier tour : dans cette circonscription il y a eu dimanche 7 000 votants de plus que le dimanche précédent ce qui avait faire dire, à 19 heures, à l'imprudent commentateur de France-Inter que l'indépendant Proriol était vraisemblablement élu. Or, ces nouveaux votants se sont à peu près partagés entre les deux candidats puisque Eyraud, qui partait avec un pourcentage de 50,42 % pour le total des voix de gauche, a terminé avec 50,23 % après avoir « décroché » — peut-être à la suite du second meeting de François Mitterrand — 400 voix nouvelles dans la ville même du Puy, qui paraissait acquise à son adversaire.

Le même phénomène peut se produire en Gironde — où le Premier secrétaire du P.s. est retourné mercredi — d'autant qu'il semble que l'on se soit particulièrement abstenu au premier tour dans les faubourgs de Bordeaux apparemment plus favorables au candidat de la gauche qu'à celui de la droite.

Une dernière constatation : à la seule exception de Proriol qui a été battu, aucun des candidats de la majorité n'avait estimé nécessaire de se réclamer de « Démocratie française » et encore moins de soutenir le plan Barre, que Peronnet est même allé jusqu'à critiquer assez sévèrement. Comme le disait l'autre jour, pensant sans doute à autre chose, le secrétaire général de l'U.d.r. Yves Guéna, « une majorité organisée de cette manière n'est pas en état de mener une bataille victorieuse contre la gauche ».

ANTOINE VIOLET

En quelques semaines, le climat social s'est considérablement détérioré. Non pas que l'on soit au bord d'une mobilisation générale. Mais des menaces se précisent, venues de tous les horizons, même des centrales syndicales réputées modérées. Indiscutablement, il faudra que Raymond Barre se montre fin stratège au cours des rencontres qu'il a eues — ou va avoir — avec les différentes confédérations pour calmer la flambée de colère que ses décisions en matière salariale ont suscitée.

Il faut dire que le Premier ministre n'y était pas allé par quatre chemins : pas de progression du pouvoir d'achat pour 1977, avait-il annoncé. Les salaires seront seulement indexés sur l'indice des prix pour assurer leur maintien au niveau du coût de la vie. Aux yeux du technicien, sans doute cette mesure s'inscrivait-elle à merveille dans un plan anti-inflation. Mais il n'est pas évident que le Premier ministre ait bien mesuré les conséquences d'une telle décision, notamment sur les salariés du secteur public. Avant même l'ouverture des négociations salariales, faire savoir qu'il n'y aurait pas de progression du pouvoir d'achat l'année prochaine revenait à vider de son contenu la politique des contrats salariaux.

L'époque des nouvelles négociations de la Fonction publique approchait à grands pas mais de quoi allait-on discuter puisqu'à l'avance le gouvernement avait fait savoir jusqu'où il n'irait pas ?

D'un coup, la politique contractuelle, acquis de 1968, mise en place pour permettre aux partenaires sociaux, à intervalles réguliers, de trouver un terrain d'entente sur les rémunérations et autres revendications de salaires se trouvait balayée. Autant déclarer directement la guerre aux syndicats qui en avaient fait leur cheval de bataille.

C'en est trop

En première ligne, Force ouvrière, syndicat bien implanté chez les fonctionnaires. Très vite, les solennelles mises en garde déjà adressées au Premier ministre laissaient la place à un ton plus catégorique. « Le moment est venu d'engager le fer avec le gouvernement », affirmait André Giauque, secrétaire général de la Fédération des fonctionnaires F.o. Au côté des 14 fédérations du secteur public et nationalisé, il résumait : « Si le gouvernement refuse la progression du pouvoir d'achat pour 1977, il prend une position qui est pour nous inacceptable. Des négociations avec un tel préalable ne sont pas de véritables négociations ». Si le gouvernement ne revenait pas sur sa décision, le secrétaire général de Force ouvrière, André Bergeron n'a pas caché que dans ce cas, « tout pouvait arriver » et que la centrale de l'avenue du Maine ne signerait pas les accords salariaux pour 1977. Coups de semonce répétés mardi au meeting F.o. de la Mutualité.

A la Fen aussi, on envisage les mois à venir sans aménité : « Nous ne voulons aucune masse salariale déterminée à l'avance, affirme André Henry, son secrétaire général. Pas question de gérer la pénurie ». Non seulement sont posées très clairement les conditions d'une nouvelle négociation « sérieuse et saine », mais on insiste sur le fait que tous les points du compromis signé pour 1976 ne sont pas encore appliqués. « Si le gouvernement ne respecte pas ses engagements, ça sera pour nous un motif de rupture », ajoute-t-on rue de Solférino. Et bien sûr la grève des enseignants serait au bout d'un refus du Premier ministre à changer sa politique. « Nous ne voyons pas pourquoi nous jouerions le jeu de la restriction des salaires quand gouvernement et patronat ne jouent pas le jeu de la restriction des profits ».

Chez les cadres, le ton monte aussi. Yvan Charpentié, président de la C.g.c., ne cache plus son inquiétude quant à l'efficacité du plan Barre. Avec l'impôt sécheresse décidé « sans que le dossier de la fiscalité ait été seulement ouvert », c'en est trop. « Nous nous battrons a affirmé Jean de Santis, secrétaire général adjoint de la C.g.c., pour la liberté contractuelle enterrée le 14 octobre par le vote de l'Assemblée nationale, qui a bloqué les salaires et suspendu la validité des contrats salariaux ».

Sur le thème de la politique contractuelle, la C.g.t. et la C.f.d.t. ont toujours eu des avis plus nuancés. « A notre avis, cette politique a toujours eu pour but d'inclure un engagement des syndicats renonçant à de nouvelles revendications pendant un temps donné, déclare René Bidouze, secrétaire de la Fédération des fonctionnaires C.g.t. Même son de cloche à la C.f.d.t. où Albert Mercier, responsable du secteur Action revendicative, précise que, s'il est possible d'avoir des entrevues avec le patronat ou les pouvoirs publics à présent, « c'est toujours pour discuter des sujets qu'ils ont déterminés au lieu de pouvoir parler des problèmes qui se posent aux salariés dans leur entreprise ».

Si le thème de la politique contractuelle n'est donc pas susceptible de motiver les troupes de ces deux confédérations, la liberté de négociation, en revanche, mobilise toutes les énergies. Raymond Barre se trouve donc bien face à un front uni de mécontents. Il faut même remonter loin en arrière pour trouver l'action d'un Premier ministre aussi unanimement et rapidement dénoncée. De là à dire que l'opposition syndicale est sans faille, il y a loin.

La politique contractuelle en elle-même avait été une cause de discorde profonde entre les syndicats. A cause d'elle, certains n'avaient pas hésité à en traiter d'autres de « collaborateurs de classe », les plus « durs » s'étant vus dénoncés comme « pousse au crime » et « irresponsables ». Chiffres en main, on s'est lancé des défis, les uns pour mettre en valeur les gains mirobo- →

→

lants obtenus par la signature des accords annuels, les autres pour prouver la vanité des augmentations concédées, comparées à celles du coût de la vie. Depuis longtemps, ce n'est un secret pour personne, il n'existait plus de relations entre les fédérations des fonctionnaires F.o. et C.g.t. Indiscutablement le mécontentement général suscité par le plan Barre vient bousculer un peu toutes ces divergences syndicales. Ici, un contact se renoue. Là, on décide de mener une action en commun. Ainsi, chez les cheminots, il y a plus de 4 ans que l'on n'avait pas vu un communiqué signé par 7 organisations syndicales différentes définissant une stratégie de riposte unitaire.

Il ne faut pas pour autant en conclure que l'unité syndicale est pour demain. Et Raymond Barre le sait bien. Dans le même temps, il ne lui faut pas sous-estimer les capacités de chaque confédération. Pour le moment, chacune à sa façon tâte le terrain. Mais pas une ne reste inactive : la C.g.t. multiplie les actions de popularisation. La C.g.c. préfère s'adresser aux préfets. La Fen a mis Raymond Barre en demeure de répondre à la lettre qu'elle lui a envoyée le 10 novembre. André Bergeron, jeudi dernier, devait rencontrer le Premier ministre et tentait d'obtenir des garanties que la C.f.t.c. n'a pas reçues lors de son passage à Matignon. Enfin, la C.f.d.t. s'est lancée dans une vaste campagne d'information. Toutes ces demandes ont pour thèmes l'emploi, le pouvoir d'achat, la fiscalité, la Sécurité sociale et, bien sûr, la liberté de négociation.

Trop cornélien pour être honnête

De toute évidence, on se met en place. Chacun le sait, la première bataille aura lieu dans le secteur public avant la fin de l'année. Le contrat de progrès qui lie le gouvernement aux salariés d'E.d.f. et G.d.f. contient une clause de progression annuelle de 2 % du pouvoir d'achat. Raymond Barre, fidèle à sa politique d'austérité, obligera-t-il le gouvernement à renier la parole donnée ? Si c'était le cas, les travailleurs E.d.f.-G.d.f. ont déjà fait savoir que leur riposte serait immédiate. Et puis, ça serait prendre le risque de voir une solidarité massive se manifester au sein de toute la Fonction publique.

D'un autre côté, accepter cette augmentation du pouvoir d'achat de 2 % à E.g.f. renforcerait les autres travailleurs du secteur public dans la volonté de voir leur salaire progresser. Et voilà le plan anti-inflation, aux dires de son auteur, menacé.

Le choix semble trop cornélien pour être honnête. Plusieurs fédérations de fonctionnaires pensent que pour Raymond Barre la solution est ailleurs. Déjà, le Premier ministre a laissé entendre qu'éventuellement en 1977, on pourrait discuter « au moment venu ». Est-ce que ce moment venu ne serait justement pas vers la fin de 1977, demandent certains syndicalistes. A ce moment-là, l'échéance électorale de 1978 serait proche. Une augmentation salariale ne serait-elle pas alors la bienvenue, histoire de mettre les fonctionnaires de bonne humeur avant l'heure du scrutin ? La manœuvre serait grossière. Et sans aucun doute, naïve. Car pour des travailleurs, une augmentation de salaire — si elle est bonne à prendre — ne suffit pas à faire oublier une année d'économies au jour le jour pour faire face au coût de la vie.

CHRISTINE COTTIN

Congrès de la Fédération Léo-Lagrange

UN REGAIN DE JEUNESSE ET DE MILITANTISME

De notre correspondant.

Pour la Fédération Léo-Lagrange, l'année 1976 marquera une date importante. Tout d'abord, elle correspond au 25e anniversaire de la création de ce mouvement de jeunesse et d'éducation populaire d'inspiration socialiste. Ensuite, les 12 et 13 novembre derniers, à Mérignac (Gironde), s'est tenu le 12e congrès national de la Fédération, qu'a confirmé Pierre Mauroy et Antoine Blanca à leurs postes de président et de secrétaire général.

Le travail accompli depuis 1974 a paru positif. Les clubs Léo-Lagrange ont développé leurs activités, ont multiplié leurs stages de longue durée et leurs opérations de tourisme social (création de villages vacances, organisation de séjours en Yougoslavie, par exemple). Dans son rapport d'activité, Blanca remarquait « l'augmentation du nombre des permanents et aussi celui des adhérents ». A l'issue du congrès, il expliquait cette tendance : « Nous constatons un regain de militantisme à la base. En une année, trente nouveaux clubs et foyers se sont créés, apportant au mouvement plusieurs milliers d'adhérents. De plus, l'opération « 36-76 », qui avait pour but d'étudier l'évolution du domaine social depuis le Front populaire jusqu'à nos jours et surtout... les progrès qui restent à accomplir, tout cela a passionné nos militants et suscité une véritable mobilisation des clubs ». Ce gonflement des effectifs et ce regain d'activités ont eu deux conséquences au congrès : une très forte participation — près de 600 délégués venus de toute la France, chiffre jamais atteint jusqu'à présent — et un rajeunissement important des instances de direction.

A quelques mois des élections municipales, il a été beaucoup question de l'animation et de la vie locale. Dans son discours d'ouverture, Michel Sainte-Marie, député maire de Mérignac, délégué du P.s. au Sport et membre de la Fédération Léo-Lagrange, donnait le ton : « Il faut veiller à ce que la liberté de l'animateur soit pleinement respectée... Car si tous sont et doivent être associés à la vie municipale, ils doivent conserver leur indépendance ». Le texte adopté explique que, face à la démission de l'Etat, « les municipalités, en dépit de conjonctures difficiles, ont poursuivi leur effort année après année » et conclut que « pour assurer valablement sa mission, un animateur doit bénéficier d'une réelle autonomie dans le cadre du fonctionnement démocratique de son association ». En ce sens, Mauroy déclarait à la presse que « le projet que nous allons définir et que nous défendrons aboutira à un projet de décret ou à un projet de loi après 1978 ». D'autre part, le congrès a affirmé sa volonté d'organiser et de développer une animation globale dans les cités face aux problèmes posés par l'urbanisation sauvage.

La Fédération va continuer d'approfondir son action sur le plan du tourisme social. En matière d'éducation permanente elle a rappelé son attachement à une application non restrictive de la loi de juillet 1971, à l'extension du champ d'application de la loi « congés cadres jeunesse », à l'institution d'un « congé civique » permettant aux élus bénévoles d'acquérir une formation indispensable à la poursuite de leur tâche. Dix propositions ont été adoptées pour faciliter l'accès à la formation permanente.

Le dernier thème de ce congrès concernait « l'Europe des peuples ». L'élection du Parlement européen au suffrage universel est apparue comme une mesure qui s'inscrit dans l'orientation du mouvement Léo-Lagrange en faveur de la construction de l'Europe.

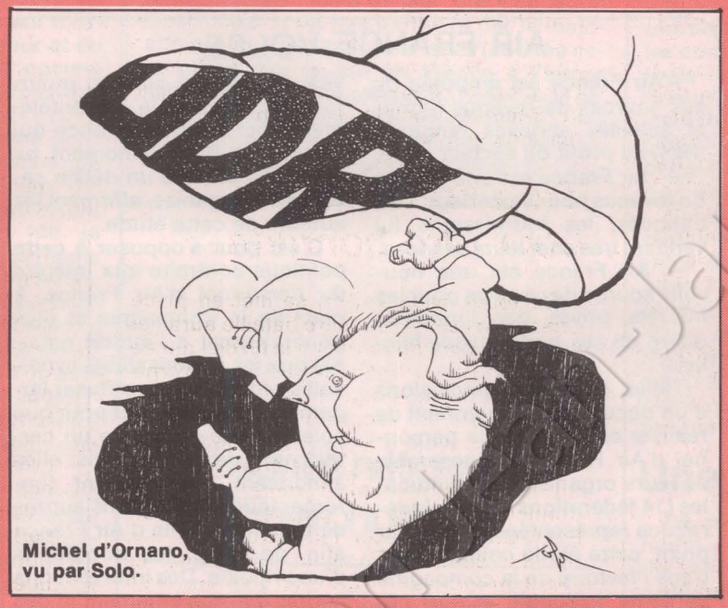
Le prochain congrès se déroulera en 1978. Pendant deux ans encore, la Fédération devra pallier les carences de l'Etat. Elle a réussi à faire mieux que survivre, grâce au militantisme de ses adhérents et aux modes de financement qu'elle a trouvés dans divers organismes. Mais tous les mouvements de jeunesse n'ont pas bénéficié du même soutien et certains en sont morts. Faut-il croire que cela arrange bien le Pouvoir ?

JEAN-PIERRE BEDEI

changer la vie politique

LA BATAILLE DE PARIS

Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, ami de Valéry Giscard d'Estaing et jusqu'ici député-maire de Deauville, sera-t-il le premier maire de Paris en mars 1977 ? Bien qu'il ait donné son accord, ce n'est pas encore fait. D'abord parce que l'U.d.r. a fort mal encaissé cette nouvelle intervention de l'Elysée dans les affaires de Paris et que, au lendemain de la réélection de l'un des siens dans le 5e arrondissement de Paris, elle ne voit pas pourquoi elle devrait céder a priori ce fauteuil si convoité à un Républicain indépendant. Ensuite, parce qu'il faudrait que l'ensemble des composantes de la majorité présidentielle se mettent d'accord sur des listes uniques dans chaque arrondissement — ce qui, dans certains d'entre eux du moins, est loin d'être acquis d'avance — et que les élus de ces listes soient effectivement majoritaires dans le prochain Conseil de Paris. C'est-à-dire qu'ils soient au moins 55 sur les 109 nouveaux conseillers qui doivent être élus les 13 et 20 mars. Or, si la gauche est actuellement minoritaire, elle est déjà quasiment assurée d'avoir 36 sièges dans les cinq arrondissements qu'elle détient et où elle a toutes chances d'être réélue. Trois autres arrondissements gagnés la porteraient à une cinquantaine de sièges et il suffirait d'un seul autre arrondissement pour tout faire basculer. En dépit des résultats du 5e arrondissement, l'un des plus mauvais secteurs de Paris pour la gauche, il ne s'agit pas d'une hypothèse absurde. En tout état de cause, face à la personnalisation de la bataille du côté de la majorité, la gauche a choisi une stratégie différente. Comme l'a souligné à Europe 1 Claude Estier — qui se représentera dans le 18e arrondissement — la gauche aura partout des listes d'union et, si elle est majoritaire, c'est au sein de l'équipe ainsi désignée démocratiquement par les électeurs que sera choisi le maire de Paris.



Michel d'Ornano, vu par Solo.

LE « CAS » DE LA CORSE

Tandis que la situation générale en Corse reste marquée par une certaine agitation ponctuée d'attentats, la Justice s'est décidée à libérer vendredi dernier les 4 autonomistes inculpés et détenus à Lyon à la suite du plasticage à Ajaccio, le 7 septembre, d'un Boeing d'Air France. Ils avaient fait 21 jours de grève de la faim et 8 jours de grève de la soif.

La Justice reconnaît ainsi que « les investigations entreprises n'ont pas permis de relever de charges nouvelles contre les inculpés ni d'apporter des indices complémentaires sur les auteurs du plasticage du Boeing ». Autrement dit, leur détention n'a servi à rien dans la perspective de la Justice et de la vérité. En revanche, la détention préventive aurait dû faciliter la démobilisation des militants corses. En fait, la manœuvre a lamentablement échoué. Au lieu de la démobilisation escomptée, on assiste à tout le contraire. Et les habitants de l'île n'oublieront pas qu'Olivier Guichard disait avec aplomb, dans son rapport sur « le développement des responsabilités locales » : « La Corse n'est pas une région, c'est un cas ».

HERSANT ET LE BAROMETRE

« Le Figaro » publiait depuis plusieurs années un « baromètre » mensuel réalisé par la Sofres et qui, compte tenu des réserves habituelles que l'on peut faire au sujet de tels sondages, permettait cependant, par comparaison, de mesurer chaque mois l'évolution de l'opinion et la cote d'avenir des personnalités de la majorité et de l'opposition.

Ainsi présenté, ce « baromètre », qui faisait apparaître une méfiance grandissante des Français à l'égard de la politique du Pouvoir, ne plaisait pas à Robert Hersant. Il en a fait modifier les questions et la présentation de manière qu'il en ressorte d'abord que les Français sont heureux de leur sort, qu'ils préfèrent vivre dans une société libérale plutôt que dans une société « collectiviste » et que, s'ils avaient à s'expatrier, ils iraient plus volontiers aux Etats-Unis qu'en U.r.s.s. C'est sur ces aspects « positifs » que « le Figaro » a titré, en négligeant complètement les anciennes questions qui n'en font pas moins toujours apparaître un scepticisme croissant des personnes interrogées sur la capacité du gouvernement à résoudre la crise économique et sociale.

Le journaliste Pierre Thibon, qui était régulièrement chargé de commenter ce baromètre mensuel, a été prié de ne plus s'en occuper et c'est un certain Charles Rebois, homme d'Hersant, qui a signé la semaine dernière le commentaire du sondage rédigé par Hersant lui-même. Il faut donc savoir que le baromètre du « Figaro » est désormais cassé.

Venant d'Hersant, cette manipulation n'est guère surprenante, mais il est triste que la Sofres s'y soit prêtée.

« MINUTE » AVEC CHIRAC !

Renfort peut-être un peu encombrant pour Jacques Chirac : le Parti des forces nouvelles, qui regroupe une partie de l'extrême droite, vient de décider de répondre favorablement à son appel. Ce même parti aura désormais à sa tête un Bureau politique de quatre membres dont deux journalistes de « Minute », François Brigneau et Roland Gaucher. Lors de la dernière campagne présidentielle, on avait vu Brigneau jouer un rôle actif dans le service d'ordre de Valéry Giscard d'Estaing ; on le retrouve maintenant derrière Chirac. Voilà au moins un lien significatif entre le président de la République et son ancien Premier ministre !

LES POLICIERS DEFILENT

Les policiers récidivent. Après le grand meeting qu'ils avaient tenu le 18 octobre à la porte de Pantin, ils devaient massivement défiler mercredi dernier, de 10 h 30 à 15 h, devant le ministère des Finances. Ce même jour, le budget du ministère de l'Intérieur devait être voté à l'Assemblée nationale. L'intersyndicale de la police a donc tenu a rappeler que les policiers souhaitent, entre autres, obtenir la parité indiciaire de leurs salaires avec les gendarmes, comme le leur a promis Michel Poniatowski. L'intersyndicale s'émeut à ce propos de la place privilégiée accordée progressivement à la gendarmerie, cette force de l'ordre militaire où l'exercice des droits syndicaux n'existe pas. Ce souci témoigne que l'action des policiers ne se limite pas uniquement au seul plan corporatif.



changer la vie sociale et économique

LA SIDERURGIE FORGE DES CHOMEURS

En septembre 1975, le patronat de la sidérurgie française annonçait la suppression de 30 000 emplois si... l'Etat n'accordait pas une aide financière importante. Cette aide a été accordée.

A qui a bénéficié cet argent ? De toute évidence, pas aux salariés. 25 000 chômeurs pour le mois de novembre dans la métallurgie, ont affirmé la C.g.t. et la C.f.d.t. à l'occasion de la « Journée nationale de lutte » organisée jeudi dernier dans cette branche d'activité. Au mois d'octobre, rappelle la Fédération générale de la métallurgie C.f.d t., ils étaient 8 000 métallos victimes du chômage. En décembre, ils seront 50 000.

Pourtant, le patronat de la métallurgie impose toujours aux salariés des horaires supérieurs à 40 heures par semaine, ainsi que le travail de nuit et du dimanche.

Qu'importent les conditions de travail ! La Chambre syndicale de la sidérurgie est satisfaite. Elle vient d'annoncer qu'en octobre la production française d'acier brut a atteint 2,16 millions de tonnes et celle de fonte brute 1,86 millions de tonnes. Soit une progression de 7,5 % pour l'acier et 5,2 % pour la fonte, au cours des dix mois de 1976 par rapport à la même période de l'année précédente. Dans le même temps, le nombre des chômeurs a été multiplié au moins par trois...

LE C.E.A. CONTRE LA FILIERE PRIVEE

S'ils avaient perdu la foi dans leur lutte contre la compagnie générale de matières nucléaires (Cogema), les grévistes du C.e.a. l'auraient retrouvée, simplement en regardant ce qui se passe à la Compagnie des services en informatique (Cisi) : 40 agents viennent d'y être licenciés. La Cogema, filiale privée qui doit prendre à son compte le traitement des matières nucléaires — très lucratif — est mise en place comme l'avait été la Cisi, quelques années auparavant. Obligés de passer du C.e.a. à cette filiale dont le seul but est le profit, les agents y avaient alors perdu la stabilité d'emploi et les avantages acquis. D'où ces 40 licenciements.

Contre la privatisation d'une partie supplémentaire du C.e.a., les salariés ont toutes les raisons de l'être. La C.f.d.t. et Force ouvrière ont, déjà, dénombré que le contrat de travail proposé à l'heure actuelle par la Cogema comporte au moins 200 points en retrait par rapport à la convention de travail spécifique au C.e.a. En plus, ils savent bien qu'une fois satisfaite, la Cogéma n'aura plus qu'un souci : faire des bénéfices. Et au diable les précautions indispensables — mais coûteuses — à prendre en matière de combustible nucléaire !

Voilà pourquoi, depuis le 25 octobre, l'usine de Marcoule a cessé toute activité tandis que le centre de la Hague a dépassé le cap du mois et demi de grève. Ces deux usines constituent les deux seules unités opérationnelles en Europe de retraitement du combustible nucléaire.

Conscients de la nécessité d'expliquer réellement les problèmes posés par ce type d'exploitation, les salariés du C.e.a. viennent d'annoncer l'organisation d'Assises du nucléaire qui se tiendront à Cherbourg les 27 et 28 novembre.

AIR FRANCE VOLEE

« Air France est amputée de ses sources de revenus (lignes et activités annexes rentabilisées) au profit du secteur privé.

— Air France est une source de revenus pour l'extérieur : les banques, les fournisseurs lui vendent très cher leurs services.

— Air France est une nouvelle source de revenus pour les intérêts privés par l'intermédiaire de ses nombreuses filiales ».

Telles sont les conclusions d'un document que viennent de réaliser en commun le personnel d'Air France et l'ensemble de leurs organisations syndicales (14 fédérations et 5 confédérations représentées). Point par point, cette étude collective retrace l'histoire de la compagnie aérienne nationale et son pillage systématique chaque fois que l'une de ses activités se révèle rentable. A plus ou moins long terme, c'est le démantèlement complet d'Air France qui se prépare. Pour le moment, on en est au stade d'un déclin savamment organisé, affirment les auteurs de cette étude.

C'est pour s'opposer à cette politique contraire aux intérêts du personnel d'Air France, à ceux de la Compagnie et plus généralement à l'intérêt national que les organisations syndicales ont décidé de diffuser largement cette étude. Et pour que soient mises en œuvre un certain nombre de solutions, elles annoncent qu'elles vont renforcer leurs explications auprès de tous les agents d'Air France afin de créer les conditions d'une riposte. Des interventions auprès du gouvernement et des groupes parlementaires sont également prévues.

REPRESSION CHEZ BROSSARD

Entre le 26 et le 27 septembre 1976, nuit au cours de laquelle la France est passée de l'heure d'été à l'heure d'hiver, le gardien de nuit de l'usine Brossard à Saint-Jean-d'Angély (Charente-Maritime) effectua neuf heures de travail au lieu de huit. Ce travailleur demanda que cette heure supplémentaire lui fût payée, puisque effectivement travaillée. Refus catégorique du directeur de l'usine.

Non seulement cet ouvrier n'obtint pas son dû, mais il fut l'objet de reproches et de menaces qui aboutirent à sa mise à pied immédiate à l'embauche de midi.

Au cours de l'entretien préalable en vue d'examiner son cas, le directeur et le chef de service ne purent évoquer le moindre grief. Malgré cela, le gardien a été licencié le 28 octobre sans motif réel.

Le 29 octobre au matin, il se présente à l'usine : il veut aller au local C.f.d.t. pour y rencontrer ses délégués. Son chef de service le prie de quitter l'entreprise, empêchant ainsi tout contact de sa part avec son syndicat. La section C.f.d.t. couvre la démarche du licencié. Devant cette insistance et sur les ordres écrits de la direction, le chef du gardiennage appelle la police pour expulser ce travailleur de l'usine.

La section du Parti socialiste de Saint-Jean-d'Angély, tout comme la Cf.d.t., a désapprouvé avec vigueur ce genre de répression, inadmissible dans une entreprise.

GUERRE D'USURE A LA CAISSE D'EPARGNE

A la Caisse d'épargne de la région parisienne, la guerre d'usure bat son plein. Depuis le 6 octobre qu'ils réclament le paiement intégral de leur prime de fin d'année (égale à 8 % du salaire), les grévistes se voient opposer un silence total de la direction. Là encore, Raymond Barre, leur ministre de tutelle, a donné ses consignes d'austérité. Et peu lui importe de supprimer ainsi de la façon la plus arbitraire un avantage acquis depuis plus de 25 ans !

Situation bloquée jusqu'à quand ? Jusqu'à ce que les caisses soient vides dit-on en riant du côté des grévistes. En effet, si plus aucun dépôt d'argent n'est possible, en revanche, les épargnants peuvent retirer de l'argent à leur guise dans les quelque 40 agences qui sont ouvertes en ce moment dans la région parisienne (sur 150).

Du côté des grévistes, on tient bon. Samedi dernier encore, et malgré le pont du 11 novembre, la grève a été votée par 823 voix contre 3 (et 3 bulletins blancs). Pour mieux expliquer les raisons de leur lutte, ces travailleurs ont organisé mardi soir un meeting à la Mutualité, à Paris. Georges Chelon et d'autres chanteurs sont venus leur apporter leur soutien. Pour la solidarité, adresser les collectes à la permanence intersyndicale Suacce-C.f.d.t., 19, rue du Louvre 75001 Paris.

L'ECOLOGIE EST UNE SCIENCE... POLITIQUE

Les socialistes revendiquent pour tous les citoyens le droit de disposer d'espaces verts, de jouir de l'air pur et du soleil pendant leur vie au travail comme pendant leurs loisirs et, ensuite, leur retraite. Mais l'amour de la nature n'est pas l'écologie. Les discours lyriques ne peuvent tenir lieu de politique en ce domaine pas plus que dans les autres. Combien parmi ceux qui détiennent le pouvoir dans notre pays disent faire leurs délices personnelles de la contemplation de la nature et, dans le même temps, détruisent ou laissent détruire forêts, espaces verts, lacs et étangs, rivières et fleuves, rivages maritimes — bref sacrifient la flore et la faune à la réalisation d'une politique d'équipements, d'aménagement du territoire et de développement touristique décidée en dehors de toute consultation démocratique et dont le profit n'est évident que pour quelques-uns !

Contrairement à ce que l'on voudrait nous faire croire — et en premier lieu le ministère de la Qualité de la vie — les responsabilités ne se partagent pas également entre tous les citoyens face aux atteintes de plus en plus graves portées à notre patrimoine naturel ; nous faisons, nous socialistes, une différence entre le citoyen qui agit en absence de toute formation et information sérieuses et les puissantes sociétés industrielles par exemple, implantées dans de nombreux départements, disposant de puissantes unités de production, qui se refusent à prendre les moyens d'une production « propre » à l'extérieur comme à l'intérieur de l'entreprise. Le chantage « pollution ou chômage » va bon train, alors que les mêmes productions, dans des pays étrangers proches de nous, respectent des normes sévères de protection de l'environnement, sans remettre en cause l'équilibre économique de l'entreprise.

La nécessité de mettre un terme à l'exploitation désordonnée et imprévoyante des richesses naturelles s'impose comme une urgence. Elle commande notre avenir proche.

Vrais et faux écologistes

Il y a toujours eu des esprits généreux et prophétiques pour faire entendre la voix de la raison contre celle de l'intérêt, et pour défendre des richesses naturelles dont la sauvegarde est la condition d'un développement harmonieux des sociétés humaines. Mais le temps n'est plus à ces minorités courageuses. Depuis plusieurs années, dans le monde entier, nous voyons se multiplier les associations, les groupements, les comités dont la raison sociale est la sauvegarde de l'environnement naturel. Selon les pays ils représentent des forces plus ou moins puissantes et une organisation plus ou moins efficace ; mais même s'ils restent « minorités actives », même si leur division disperse leurs efforts, même si leur préoccupation écologique n'est pas partagée par la majorité des responsables politiques (comme cela paraît être le cas en France à l'heure actuelle), ces groupements ont posé avec patience et conviction des questions qui ont fait et feront réfléchir. L'actualité de ces derniers mois (sécheresse et problèmes de l'eau

PAR CHRISTIANE MORA

déléguée nationale à l'Environnement

en général, catastrophe de Seveso, pollution répétée des rivages maritimes) a montré que les préoccupations des défenseurs de l'environnement peuvent devenir celles d'une grande partie, sinon d'une majorité de la population.

Sans doute cette même majorité ne sait-elle peut-être pas ce qu'est l'écologie. Et il n'est peut-être pas non plus inutile de rappeler ici sommairement qu'elle est une science, dont l'objet est l'étude des rapports entre les êtres vivants et leur milieu naturel ; l'écologie met en œuvre les recherches et les travaux de spécialistes appartenant à des disciplines extrêmement nombreuses : car ce qu'il s'agit d'analyser et de mettre en lumière, ce sont les relations entre les diverses formes de la vie sur notre planète ; ce qu'il s'agit de rendre compréhensible à l'ensemble de l'opinion, qui n'y a pas été préparée, c'est que l'on ne peut attenter à certains équilibres naturels sans mettre en péril les autres.

Aucun socialiste ne saurait rester indifférent à cet effort scientifique.

Mais n'est pas écologiste qui veut. Bien des groupements qui s'intitulent eux-mêmes « écologiques » expriment en réalité de tout autres préoccupations. Parfois, au niveau local et régional, ils traduisent simplement une forme d'égoïsme bien pensé : le désir de certains propriétaires de se réserver l'usage d'espaces naturels dont ils étaient jusqu'ici les seuls à bénéficier. C'est pourquoi, par exemple, lors de la discussion de la loi sur la protection de la nature en avril dernier, les socialistes ont dit que les demandes de classement de propriétés privées en réserves naturelles devraient s'accompagner de l'obligation d'ouvrir ces propriétés au public. Parfois, et peut-être plus souvent à l'échelon national, certains groupements dits « écologiques » traduisent avant tout une attitude de refus, de protestation contre les contraintes de la vie en société ; l'« écologie » devient alors le canal par lequel s'exprime une remise en cause globale de la société industrielle, réflexe le plus souvent individualiste qui rejoint une protestation présente à travers tous les âges des sociétés humaines.

Sans doute cette attitude retrouve-t-elle certaines préoccupations des socialistes : refus de la centralisation ; désir de rompre avec l'organisation bureaucratique où la technocratie de tous âges et de tous poils règne en maîtresse absolue, ou peu sans faut ; aspiration à une société où la responsabilité, notamment par le contrôle des décisions qui touchent à son cadre de vie, soit rendue à chaque citoyen.

Une « fatalité »

De ce point de vue, le Parti socialiste a rendu publiques des propositions concrètes. On peut les résumer ainsi : prise en compte de la protection des richesses naturelles au moment de la décision économique (aménagement du territoire, implantation d'équipements industriels, création d'équipements collectifs) ; reconnaissance du droit à l'information complète, au débat public et au choix entre plusieurs variantes pour les citoyens (1).

Cette prise de position claire du Parti socialiste a été illustrée par les interventions des députés socialistes au printemps dernier lors des débats autour de la loi sur la protection de la nature. Ces interventions ont montré, à propos en particulier des centrales nucléaires à eau pressurisée et de leur implantation en France, ce que signifierait réellement l'existence de variantes et l'information à leur sujet, le débat public, le choix démocratique à tous les niveaux et notamment au niveau national où nous ne pouvons accepter que des décisions technocratiques nous soient imposées.

Les responsables de la majorité gouvernementale actuelle savent que l'on peut faire d'autres choix. Or ils ne font rien et ne veulent rien faire pour que s'exprime une volonté démocratique.

Ce qui est vrai des équipements électronucléaires l'est de tous les grands projets d'aménagement et d'équipement. Le capitalisme ne propose jamais qu'une solution possible, présentée comme une « fatalité ». Cette attitude, qui ne correspond généralement à aucune réalité technologique, traduit la volonté de refuser tout débat, y compris scientifique, qui risquerait de remettre en cause les choix économiques qui sont ceux du pouvoir central et des intérêts qu'il représente.

(1) Propositions rendues publiques à Dijon en octobre 1975 par François Mitterrand.

UNE NOUVELLE FORME DE LUTTE : L'AUTOREDUCTION

A l'origine, ils ont tous exprimé le « ras-le-bol » de ceux qui ont bien du mal à boucler leur budget. Comme, après trop de fatigues, trop de vexations, l'ouvrier se met en grève, le locataire aussi peut faire grève, c'est-à-dire refuser de payer, tout simplement.

De l'avis de la Confédération nationale du logement, ils sont près de 100 000 en France à pratiquer cette nouvelle forme de lutte. Un mouvement non négligeable, donc, qui a toujours pour point de départ des hausses considérées comme injustifiées dans la mesure où la charge logement devient de plus en plus lourde pour les budgets familiaux déjà grignotés par l'inflation.

A Rosny-sous-Bois, dans une cité H.l.m. de 800 logements, les locataires se voient annoncer en décembre 1973 une augmentation de 38 % des acomptes de chauffage suivie, le 1er février, d'une nouvelle hausse de 45%. Provoquée par l'Association populaire familiale (A.p.f.) l'assemblée générale des locataires décide de bloquer les acomptes de chauffage du mois de février sur le C.c.p. de l'association. Les 125 familles qui suivent le mouvement demandent que cette hausse brutale leur soit justifiée alors que, de toute évidence, les augmentations ont été calculées empiriquement.

Les craintes des locataires se révèlent d'ailleurs justifiées puisqu'un trop perçu de 3,389 F par m2 est reversé en décembre et en janvier. L'année suivante, en octobre 1975, le mouvement redémarre après l'annonce d'un supplément à payer pour le chauffage de 2,61 F par m2. Cette fois, les locataires décident de bloquer toutes les charges jusqu'à satisfaction de leurs revendications : obtenir un décompte individuel des charges et leur justification, pouvoir surveiller l'exécution des contrats que l'Office de H.l.m. passe avec des sociétés privées pour le chauffage, l'entretien, les espaces verts, etc. Ils demandent aussi à comprendre comment sont calculées les hausses de loyers. En effet, ceux dont le bail mentionne la surface réelle et la surface corrigée de leur logement sont une minorité.

Parallèlement à leur grève, les locataires ont intenté une action en justice, en janvier 1976, puisque la présentation du décompte individuel des charges est prévue par la loi de 1948. Un expert a été nommé en septembre — « Ah ! les lenteurs de la justice » — et, en octobre, la grève a été interrompue. Depuis, les locataires ont reçu le décompte de leurs charges de chauffage et l'expert nommé par le tribunal a jugé justifiées toutes leurs revendications.

Le désir de comprendre

Au-delà du premier mouvement de refus de payer, les locataires de Rosny ont surtout manifesté leur désir de comprendre, leur volonté d'exercer leur droit de contrôle. « Nous savons bien que les H.l.m. ne cherchent pas à faire de l'argent, explique la présidente de l'A.p.f. de Rosny, mais, si c'est mal géré, c'est nous qui payons ». S'adressant à l'Office régional de la région parisienne, un organisme qui gère 55 000 logements, les habitants de la cité du Pré-Gentil se sont heurtés à un mur. « Nos délégations sont en général bien reçues, mais on les abreuve de paroles creuses alors qu'elles voudraient des explications claires et des comptes justes ».

Ce désir de comprendre, on le retrouve surtout dans les cités H.l.m., chez ceux qui découvrent leurs droits au cours de la lutte. Pour d'autres, plus « instruits », plus habitués à s'exprimer, la revendication vient plus tôt, comme pour ces habitants d'un ensemble géré par la S.c.i.c. (Société immobilière de la Caisse des dépôts et consignations) rue de Meaux, dans le 19e arrondissement de Paris.

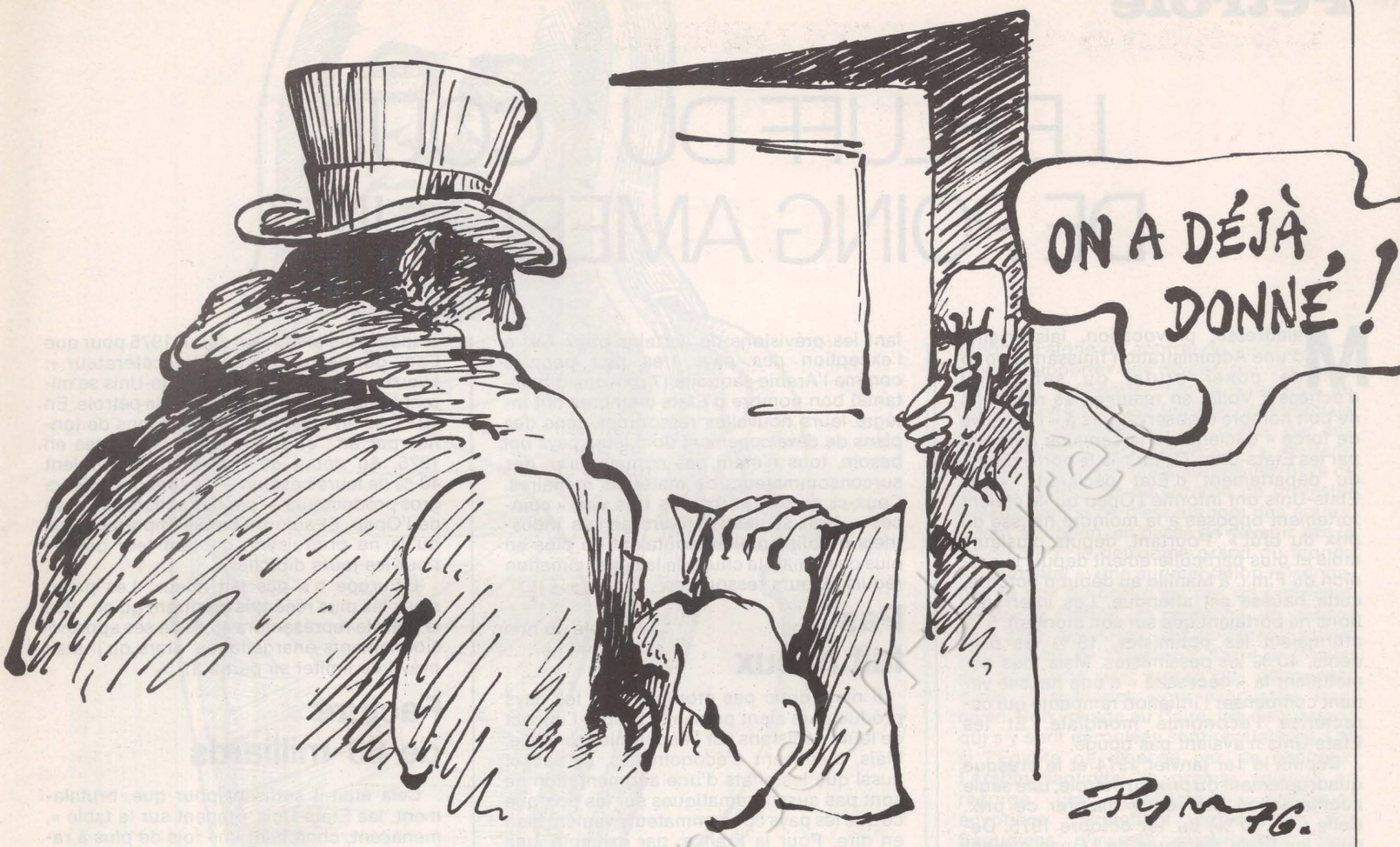
Bénéficiant d'une conscience aigüe de ses droits et de ses intérêts,

LE PUY : 180 FAMILLES EN GRÈVE DE LOYER DEPUIS UN AN

180 familles en grève depuis un an. En grève de loyer. L'histoire se passe au Puy, dans l'une de ces cités-dortoirs de banlieue où le soir venu pas une lumière ne vient interrompre l'alignement gris des maisons : pas un cinéma, pas un commerce, pas de transports en commun (le centre ville est à trois kilomètres). Pas non plus de crèche, ni de jardin, ni de services publics. Les quelque trois mille habitants du quartier doivent se contenter d'un seul taxiphone... L'isolement est total. Mais aussi l'inconfort. Les appartements de cette cité ne disposent d'aucune isolation thermique, pas même de volets... et l'hiver est toujours très rude dans la région. Pourtant les charges locatives grimpent, grimpent sans arrêt. A l'automne 1975 les locataires d'un F 5 constataient 133 % d'augmentation en cinq ans. Des hausses jugées abusives par l'ensemble des locataires car sans rapport avec les prestations reçues. « C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase », raconte Mme Bonneviale, l'une des locataires en colère. D'autant que la société H.l.m. gérante, Le Foyer Vellave (une société privée) se refusait à rendre publics ses comptes... et bien sûr à négocier avec les locataires. Devant cette intransigeance, les locataires, pour la plupart des ménages d'ouvriers, se sont groupés en Association populaire familiale (A.p.f.), ont ramassé eux-mêmes les loyers et les charges sur la base de 1974 et les ont versés sur un compte bloqué. En attendant que la société accepte de négocier. L'argent y est encore. Car depuis un an Le Foyer Vellave est resté sur ses positions. Non sans recourir à de multiples pressions... « Porte, le P.d.g. de la société, nous a d'abord tendu la carotte, explique l'un des animateurs de l'association, comme un bon père de famille qui demande à ses enfants d'être sages. Nous avons cru comprendre que sa maison était bien gérée, que les administrateurs étaient bénévoles : c'était digne d'un notable du dix-neuvième siècle ! » Mais très vite le bâton est venu remplacer la carotte. « Pas de loyers, donc pas d'allocations logement» a menacé le P.d.g. Rien de plus facile d'ailleurs puisque Porte est en même temps directeur de la caisse d'Allocations familiales et... maire du Puy ! Aussitôt dit, aussitôt fait. Et non seulement l'allocation logement fut supprimée mais encore, sur les ordres de Porte, la caisse entreprit de récupérer le prétendu « trop perçu » des mois précédents en prélevant 20 % des allocations familiales... Comme si cela ne suffisait pas le préfet en personne est intervenu. En expliquant à deux « grévistes » employés des services départementaux que leur qualité de fonctionnaires leur imposait « des obligations d'ordre moral incompatibles avec une dette de cette nature »... Les grévistes ont pourtant tenu bon : aujourd'hui 70 % des familles poursuivent l'action. « La société a cru à un feu de paille, affirme une mère de famille, mais nous sommes déterminés à aller jusqu'au bout. » Déjà rien n'est plus tout à fait comme avant dans le quartier. Avant, c'était chacun chez soi... « Le conflit nous a permis de nous réunir, on a pu réfléchir ensemble à tous les problèmes du quartier », explique un ouvrier. Et des résultats concrets ont été obtenus. Les locaux sociaux de la cité vont être occupés par l'association de quartier, des aires de jeux pour les enfants seront réalisés. Et les animateurs de l'A.p.f. n'entendent pas en rester là...

Ajoutons, pour la petite histoire, que l'affaire du Foyer Vellave se déroule sur le « territoire » de Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au Logement et député de cette première circonscription de la Haute-Loire.

MARIE-JOSE BERNARDOT



cette population d'employés et de cadres moyens a manifesté rapidement une forte combativité. En juillet dernier, la S.c.i.c. a annoncé une hausse des loyers de 12 %. D'après l'indice de la construction que les loyers sont censé suivre, la hausse aurait dû se limiter à 7,4 % mais la S.c.i.c. cherchait à rattraper un « manque à gagner » de l'année précédente puisqu'elle n'avait alors pas appliqué la totalité de l'augmentation, suivant en cela les recommandations du gouvernement. Les locataires ont répondu en refusant totalement la hausse, compte tenu d'un environnement très dégradé puisque certains vivent au milieu d'un chantier depuis 6 ans ; les ascenseurs marchent mal ; l'eau chaude manque souvent...

L'exemple italien

Les habitants ont décidé de suspendre leur grève en octobre. Leur amicale continue à centraliser les chèques et à faire de la rétention mais les locataires préfèrent aujourd'hui rester dans la légalité. Pour autant, leur analyse de la situation ne s'est pas affaiblie, au contraire. Ils demandent aujourd'hui que la révision des loyers ne suive pas totalement la hausse du coût de la construction puisqu'une partie des charges de la S.c.i.c., celles qui concernent le remboursement d'emprunts, reste fixe. Ils reprochent également à la S.c.i.c. de se comporter en promoteur privé puisqu'elle révise ses prix de location au m2 en fonction de l'évolution du foncier à Paris. Ainsi, celui qui est arrivé rue de Meaux en 1970 paie 1 600 F avec les charges un 4 pièces de 85 m2 alors que celui qui est entré en 1975 ou 1976 paie 200 à 300 F de plus... grâce à cette répercussion de la spéculation.

Pourtant, les locataires répugnent à un mode d'action non légal. Si bien que l'amicale envisage une action en justice. Elle préférerait l'éviter, en raison des frais qu'elle entraîne mais surtout à cause de son caractère démobilisateur. Ce problème de la légalité des actions se pose d'ailleurs pour l'ensemble des associations de consommateurs et des syndicats qui manifestent quelques réticences devant ces nouvelles formes de lutte.

Cependant, le mouvement d'autoréduction français reste encore très en retrait par rapport à son homologue italien. En Italie, avant 1969, il était avant tout conçu comme un moyen de pression dans le cadre d'une négociation. Ainsi, en France, l'argent que les locataires refusent de verser reste bloqué sur un compte, étant bien entendu qu'il ne sera pas récupéré après accord avec le propriétaire.

Depuis, le mouvement d'autoréduction italien est devenu beaucoup plus virulent (1). Les occupations d'appartements vides, les autoréductions en matière de transport, de téléphone, d'électricité y ont souvent l'allure d'une prise de possession violente, avec batailles de rue, posant le problème social de l'usage du patrimoine immobilier et réclamant le droit de ne plus rien payer du tout... En France, seules les grèves d'immigrés dans les foyer Sonacotra (voir « l'Unité » n° 204) ont atteint un niveau de revendication semblable.

Il est difficile de dire si la France suivra cette évolution. Les grèves d'usagers italiennes représentent un mouvement de masse très important grâce surtout à la force et à la permanence des luttes sociales. En quelque sorte, les conflits sont sortis de l'usine, en même temps que les organisations syndicales, les grèves d'usagers complétant les grèves des salariés.

Dans les entreprises, les luttes sont en effet parvenues à faire échec à la volonté patronale de laisser stagner les salaires. Mieux, elles ont souvent réussi à « grignoter » la part de la valeur ajoutée que se réserve le patronat. La stratégie patronale consiste donc, depuis plusieurs années, à pousser à la hausse des prix, pour gagner au niveau de la vente ce qu'il ne gagne plus au niveau de la production.

Les grèves d'usagers tentent de freiner ce facteur d'inflation. Mais au-delà, en ces périodes de crises économiques et politiques, elles ont un impact direct sur l'Etat. Car celui-ci va devoir prendre parti, soit en appliquant la loi, soit en acceptant de la faire évoluer. En Italie, le gouvernement a envoyé les C.r.s. En France, pour l'instant, l'Etat préfère « ne pas le savoir », le poids des machines bureaucratiques bloquant les négociations, dans l'attente du pourrissement des grèves. Mais, si le mouvement se développe, soutenu par les syndicats, l'Etat pourra-t-il encore longtemps faire le mort ?

FREDERIQUE DE GRAVELAINE

(1) Sur les grèves d'usagers en Italie et en France : un nouveau livre « Les autoréductions » (Christian Bourgois) et une étude de la revue « Autrement » : Contrepouvoirs dans la ville.

LE BLUFF DU " COUP DE POING AMÉRICAIN "

Maladresse, provocation, laisser-aller d'une Administration finissante, coup de poker brutal ou subtil jeu d'échecs ? Voilà, en résumé, les réactions de bon nombre d'observateurs à « l'épreuve de force » déclenchée la semaine dernière par les Etats-Unis. Ce jour-là le porte-parole du département d'Etat déclarait : « Les Etats-Unis ont informé l'Opep qu'ils étaient fortement opposés à la moindre hausse du prix du brut ». Pourtant, depuis plusieurs mois et plus particulièrement depuis la réunion du F.m.i. à Manille au début d'octobre, cette hausse est attendue. Les interrogations ne portaient que sur son montant. 5 % affirmaient les optimistes, 15 % les prudents, 40 % les pessimistes. Mais tous admettaient la « nécessité » d'une hausse venant compenser l'inflation rampante qui caractérise l'économie mondiale. Et les Etats-Unis n'avaient pas bougé.

Depuis le 1er janvier 1974 et le brusque quadruplement du prix du pétrole, une seule augmentation est venue majorer ce prix. Celle (+ 10 %) du 1er octobre 1975. Depuis, les Etats membres de l'Opep avaient décidé de « geler » les prix. Et ils ont tenu promesse. Certes, la baisse de la consommation due à la récession mondiale a conforté la volonté de certains de ces Etats de ne pas accroître les déséquilibres actuels et de ne pas, par des hausses « intempestives », détraquer davantage une machine déjà bien mal en point.

Mais si le prix de vente de leur principale ressource ne bougeait pas — ou même, parfois, baissait — le coût de leurs achats montait en flèche. Car si la hausse de janvier 1974 avait déclenché « la crise », elle n'en était pas le moteur. L'inflation, le chômage, les désordres du commerce international existaient avant que le prix du pétrole ne bouge. Et cette inflation s'est poursuivie, bouscu-lant les prévisions de certains pays. Car à l'exception des pays très peu peuplés comme l'Arabie saoudite (7 millions d'habitants) bon nombre d'Etats membres ont intégré leurs nouvelles ressources dans des plans de développement dont leurs pays ont besoin, tous n'étant pas comme l'Iran des surconsommateurs de matériels militaires. Ceux-ci se sont retrouvés très vite « coincés ». Non seulement leurs achats industriels ou alimentaires coûtaient de plus en plus cher, mais la chute de la consommation réduisait leurs ressources.

Pas fait mieux

Il n'est donc pas étonnant que les pays producteurs aient présent à l'esprit l'impact de leurs décisions sur l'économie mondiale. Mais, disposant d'économistes, ils savent aussi que les effets d'une augmentation ne sont pas aussi dramatiques sur les prix que ce que les pays consommateurs veulent bien en dire. Pour la France, par exemple, une augmentation de 10 % du prix du brut induira une hausse de 0,2 % de l'indice des prix. Ce qui est fort peu face à l'inflation intérieure qui tourne entre 0,7 et 1 % par mois.

Mais le décalage croissant entre le prix du pétrole et les autres prix n'est pas le seul facteur de hausse. Et là les Etats-Unis sont directement responsables. Alors que les hausses de 1974 avaient laissé penser que des « énergies de substitution » allaient être mises en place, que des mesures d'économie efficaces allaient être prises, rien n'est venu. Mieux, le « projet Independance » lancé par Nixon allait peu à peu être enterré. Officiellement pour des raisons de prix : « Il faudrait que le baril coûte 20 dollars disait un responsable américain début 1976 pour que l'on donne un coup d'accélérateur ». Mieux : au fil des mois, les Etats-Unis se mirent à importer de plus en plus de pétrole. En 1973, ils en achetaient 177 millions de tonnes par an ; et 300 millions de tonnes en 1975. Au début de l'année ils couvraient 40 % de leurs besoins — ils sont par ailleurs gros producteurs — par des achats aux pays de l'Opep. Et aujourd'hui ils importent plus qu'ils ne produisent, gardant leur pétrole pour les jours difficiles.

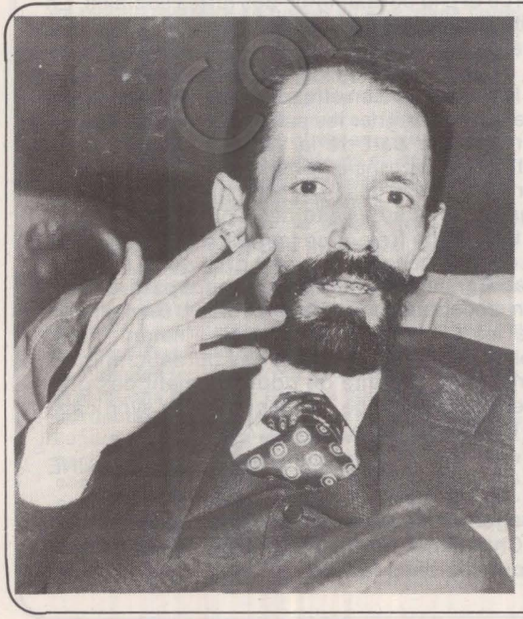
L'Europe n'a pas fait mieux. Les prévisions les plus récentes montrent qu'en 1985 le pétrole représentera 45 % de ses approvisionnements énergétiques, alors qu'il était prévu de limiter sa part à 37 %.

Facture de 60 milliards

Cela était-il suffisant pour que, brutalement, les Etats-Unis « tapent sur la table », menacent, cherchent une fois de plus à rameuter les pays consommateurs en versant au passage des larmes de crocodile sur les pays non développés ? En oubliant de signaler que, pour les 25 pays les plus défavorisés, ceux dont le produit national brut (P.n.b.) par tête est au plus bas — entre 300 et 800 F par an — l'aide des pays producteurs de pétrole est proportionnellement plus élevée que celle des pays développés ? Le plus absurde dans ce « coup de poing américain », c'est que les revenus pétroliers non investis vont aujourd'hui, en règle générale, se placer chez eux, renforcant la position du dollar et qu'une bonne partie des sommes « investies » le sont en achats réalisés également chez eux. Certes, la concurrence se fait chaque jour plus vive. et les aléas du commerce international sont tels qu'à New York on doit regarder à nouveau d'une manière étrange les succès commerciaux de l'Allemagne fédérale et du Japon. Car cette année la balance commerciale américaine sera à nouveau déficitaire, alors que celle de ses deux principaux concurrents sera largement excédentaire. Et la part de ces dernières dans le commerce international est déjà largement supérieure à celle des Etats-Unis.

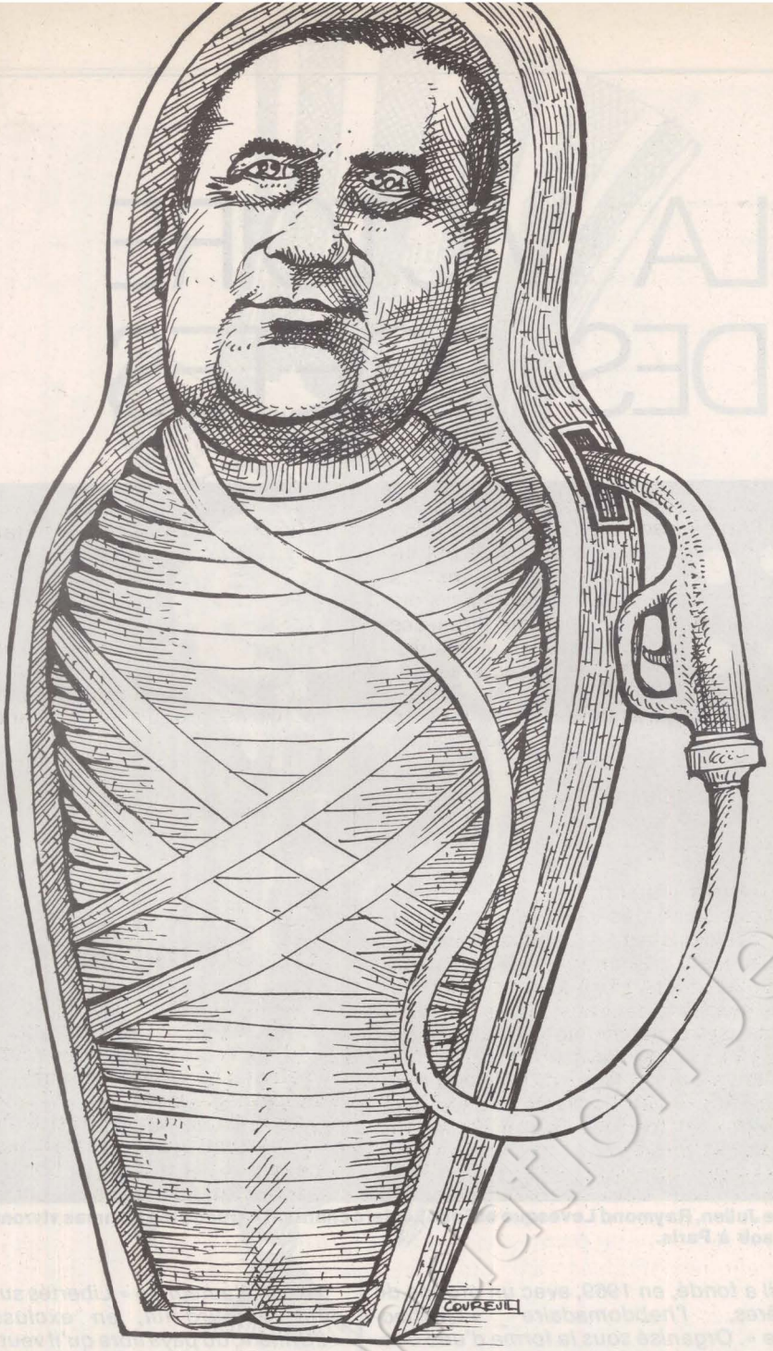
Mais la petite guerre producteurs-consommateurs se joue sur les balances commerciales. Car la multiplication du prix du pétrole par 5,3 en 3 ans a brutalement modifié les circuits financiers, a placé nombre d'Etats dans une situation délicate, certains en arrivant même à avoir des difficultés de trésorerie.

Si la France n'en est pas encore là, son exemple est frappant. Le plan Barre a limité pour 1977 la consommation pétrolière française à 55 milliards de francs. Or, sous la pression conjuguée de la sécheresse, de la perte de valeur du franc par rapport au dollar — le pétrole se paie en dollars — des « achats de précaution » des pétroliers —



LOPES CARDOSO N'EST PAS SEUL

Lundi a eu lieu à Lisbonne le premier attentat depuis le 25 Avril 1974. Il était dirigé contre Antonio Lopes Cardoso, membre du Parti socialiste et ancien ministre de l'Agriculture. La puissance de l'explosion, son lieu, l'heure à laquelle elle a eu lieu prouvent la volonté de tuer, de faire disparaître le militant qui symbolise la réforme agraire. Les députés socialistes et communistes ne s'y sont pas trompés mardi dernier en ovationnant debout l'intervention de Lopes Cardoso à l'Assemblée nationale à propos d'un projet de loi déposé par le C.d.s. et visant à bloquer la réforme agraire en arrêtant les expropriations. La réaction unanime de la gauche montre que ce projet sera repoussé. A l'appel des jeunesses socialistes et des sections d'entreprises du P.s., un meeting de solidarité avec Lopes Cardoso et contre le terrorisme a eu lieu jeudi dernier. Les militants du P.s.p., les députés socialistes et jusqu'au président de la République, qui a longuement reçu Lopes Cardoso, montrent que celui-ci est loin d'être isolé malgré sa démission.



c'est une clause de style pour ne pas écrire spéculation — la facture pétrolière pour 1976 sera de 54 milliards de francs au lieu des 50 prévus. Sans croissance de la consommation — ce qui sera difficile car en 1976 la consommation d'essence s'est accrue de 6,8 % — et si le franc « colle » au dollar durant toute l'année, la facture de 1977 tournerait autour de 60 milliards. Il faudra que les mesures d'économie d'énergie que le Premier ministre veut renforcer soient drastiques pour que les objectifs du Plan ne soient pas bouleversés. Quant au déficit du commerce extérieur, mieux vaut n'en point parler. Au total il s'élévera pour 1976 à près de 40 milliards de francs. Et pour 1977...

Ce déséquilibre on le retrouve partout. A l'exception de la R.f.a., du Japon et des pays de l'Opep, depuis 1974, les cartes ont été redistribuées. Qu'il s'agisse des autres pays industrialisés, des pays socialistes ou des pays en voie de développement, les déficits sont la règle avec comme conséquence une contraction du commerce international. Car chaque pays comptant sur les mesures prises par les autres pour accroître ses exportations, tout en limitant ses importations, on aboutit directement au gel de la production. Et les firmes voulant conserver une masse suffisante de profit augmentent leur prix et accroissent l'inflation.

Ce déséquilibre, même s'il est au bout du compte profitable aux Etats-Unis ne l'est que relativement. Car en chiffres cumulés les excédents, depuis 1974, sont de l'ordre de 140 milliards de dollars pour les pays de l'Opep et de 20 milliards pour les pays développés. Et le « recyclage » n'est pas, aux yeux des dirigeants américains, la meilleure des solutions. Car si la partie non « utilisée » est placée aux Etats-Unis, elle l'est avec intérêt.

Un fantôme présent

Or si pour certains pays, comme l'Algérie, un supplément de recettes peut permettre des achats supplémentaires, faisant ainsi fonctionner les industries du « centre », pour l'essentiel, le supplément ne serait ni dépensé ni investi à long terme mais à court terme : c'est le plus sûr, à cause de l'inflation. Pour une augmentation de 15 %, ce supplément a été estimé à 20 milliards de dollars qui sortiront du circuit commercial. Ce qui, pour les dirigeants des grandes firmes et des gouvernements est proprement inadmissible. Pourtant dans le concert des pays industrialisés l'unanimité n'est pas totale. La R.f.a, et le Japon dont les balances commerciales sont excédentaires, dont les politiques commerciales sont pour le moins « agressives » — il ne se passe pas de jour sans que le Japon ne signe un contrat de vente — sont prêts à supporter une hausse qui, sans trop les gêner, comporte comme avantages de masquer en partie leur réussite commerciale et d'éviter les mises en accusation par des concurrents moins heureux. La réussite commerciale de la R.f.a. auprès des pays de l'Opep lui interdit de surcroît de protester violemment, si ce n'est au nom des autres. Quant au Japon, en passe de devenir dès la fin de 1977 le deuxième grand du monde « occidental », une augmentation raisonnable du prix du brut n'est pas un problème.

Pour la France, en revanche, les choses sont plus sérieuses. On comprend mieux l'insistance de Raymond Barre à trouver par n'importe quel moyen des débouchés civils et militaires pour l'industrie française. Son voyage au Caire, les discussions qui s'y sont déroulées sont révélateurs. Car si l'Egypte ne dispose pas de capitaux, l'Arabie saoudite, la grande voisine, en regorge. Les « glissements » politiques égyptiens permettent aujourd'hui aux Saoudiens d'investir massivement dans un pays qui dispose de cadres de haut niveau, d'une main-d'œuvre qualifiée et qui fait figure de marché potentiel important. La volonté de « percer » dans le monde arabe explique, mieux que la fidélité à une politique gaulliste oubliée depuis longtemps, la relative tolérance du gouvernement français vis-à-vis des augmentations à venir du pétrole. Car lorsque l'on ne dispose pas de la force matérielle et politique des Etats Unis et lorsque l'on veut gagner des clients, autant faire preuve de « compréhension ». D'autant que « le coup de poing » américain arrive au moment où la conférence Nord-Sud, d'inspiration française, est totalement bloquée, à la veille de l'échec.

Car sur le fond, le gouvernement français est proche des positions américaines qui, mises à part les péripéties de forme, peuvent se résumer ainsi : stabiliser le prix des matières premières dont ils ne sont pas maîtres,en particulier les matières premières énergétiques, pétrole et uranium. Pour cela relever le défi de l'Opep, limiter encore plus sa marge de manœuvre, éviter que son exemple fasse tache d'huile. Puis limiter la lente érosion du dollar, restreindre le déficit de la balance commerciale, en un mot rétablir tous les attributs de la puissance impériale. Afin que personne ne soit tenté, ici ou là, à l'Est ou du côté des producteurs de pétrole, de se fier à un fantôme toujours présent : l'or. Les Etats-Unis ont tout fait pour le démonétiser. Il fut un temps où ils auraient réussi. La remontée du métal précieux montre que ce temps est passé. Ce n'est qu'un signe de plus du déclin. Un signe inacceptable pour Washington. Et, peut-être, une raison supplémentaire pour que « les boys de Kissinger » tapent une fois de plus sur la table. Avant de passer la main...

GUY PERRIMOND

LA VICTOIRE DES POETES

En ce matin du 16 novembre 1976, toutes les radios ont annoncé l'incroyable nouvelle que personne n'attendait : le Parti québécois, le parti des indépendantistes, a gagné les élections et raflé 70 des 110 sièges à l'Assemblée provinciale du Québec. Une heure auparavant, une voix chaude venue de Montréal m'avait asséné une bonne gifle en guise de réveil : « Ça y est, on les a eus ! » Le temps de réaliser et, déjà une chanson me trottait dans la tête, modulée par la voix de Pauline Julien : « Comme des millions de gens fragiles /à des promesses d'élections /je suis Québec mort ou vivant ! » Ce matin-là, le Québec était bien vivant : les élections avaient tenu leurs promesses. Un peuple chantait debout.

Et, ô stupeur, j'apprenais bientôt que le très « libéral » Premier ministre du Québec, Robert Bourassa, était battu de près de 4 000 voix — sur 30 000 votants — dans sa circonscription, le comté de Mercier, par le poète Gérald Godin. Quelques heures plus tard, la voix de Godin, une voix folle de joie, exultait au téléphone : « Tu vois, frère, la poésie a gagné contre la piastre ». C'étaient bien en effet les poètes québécois qui venaient de battre le fric, le dollar américain si cher à Bourassa. Car la victoire du Parti québécois, c'est aussi la victoire de ceux qui ont amplifié sa parole : les Raymond Levesque et Félix Leclerc, les Gilles Vigneault et Claude Léveillée, les Pauline Julien et Louise Forestier. Ce sont eux qui ont tonné pendant les deux dernières décennies, à leurs compatriotes : « Je vous entends grandir. » Le peuple québécois est grand aujourd'hui.

Et la victoire de Gérald Godin est le symbole parfait de cette entrée des Québécois dans l'âge adulte. Godin a 38 ans. Poète, il a écrit des textes qui sont devenus autant de drapeaux pour le Québec. Editeur, il est le cofondateur des éditions du Parti-Pris qui ont diffusé tous les grands écrivains du Québec. Journaliste, professeur de journalisme aux universités de Québec et de Montréal, il a fondé, en 1969, avec un groupe de confrères, l'hebdomadaire « Québec-Presse ». Organisé sous la forme d'une coopérative, le journal, pendant 5 ans, a tenu bon sur le front de l'indépendance et de toutes les luttes progressistes au Québec. Et c'est par « Québec-Presse » que les Québécois ont peu à peu appris comment le « grand voisin » américain les avait colonisés et comment, quotidiennement, il les pillait, prenant les matières premières et laissant des chômeurs à la place.



Pauline Julien, Raymond Levesque et Félix Leclerc chantant « Quand les hommes vivront d'amour », mardi soir à Paris.

Godin, l'auteur de « Libertés surveillées », parle aujourd'hui, en exclusivité pour « l'Unité », du pays libre qu'il veut construire avec tous les Québécois. Godin, le vainqueur de Bourassa, dit clairement à quelles tâches il faut s'atteler maintenant. Godin qui confiait hier : « J'ai mal à mon pays ». Godin qui s'étonne aujourd'hui : « Depuis le 15 novembre 1976, nous avons enfin un pays ».

J.-P.L.

« L'UNITE » : Comment un poète vient-il à la politique ?

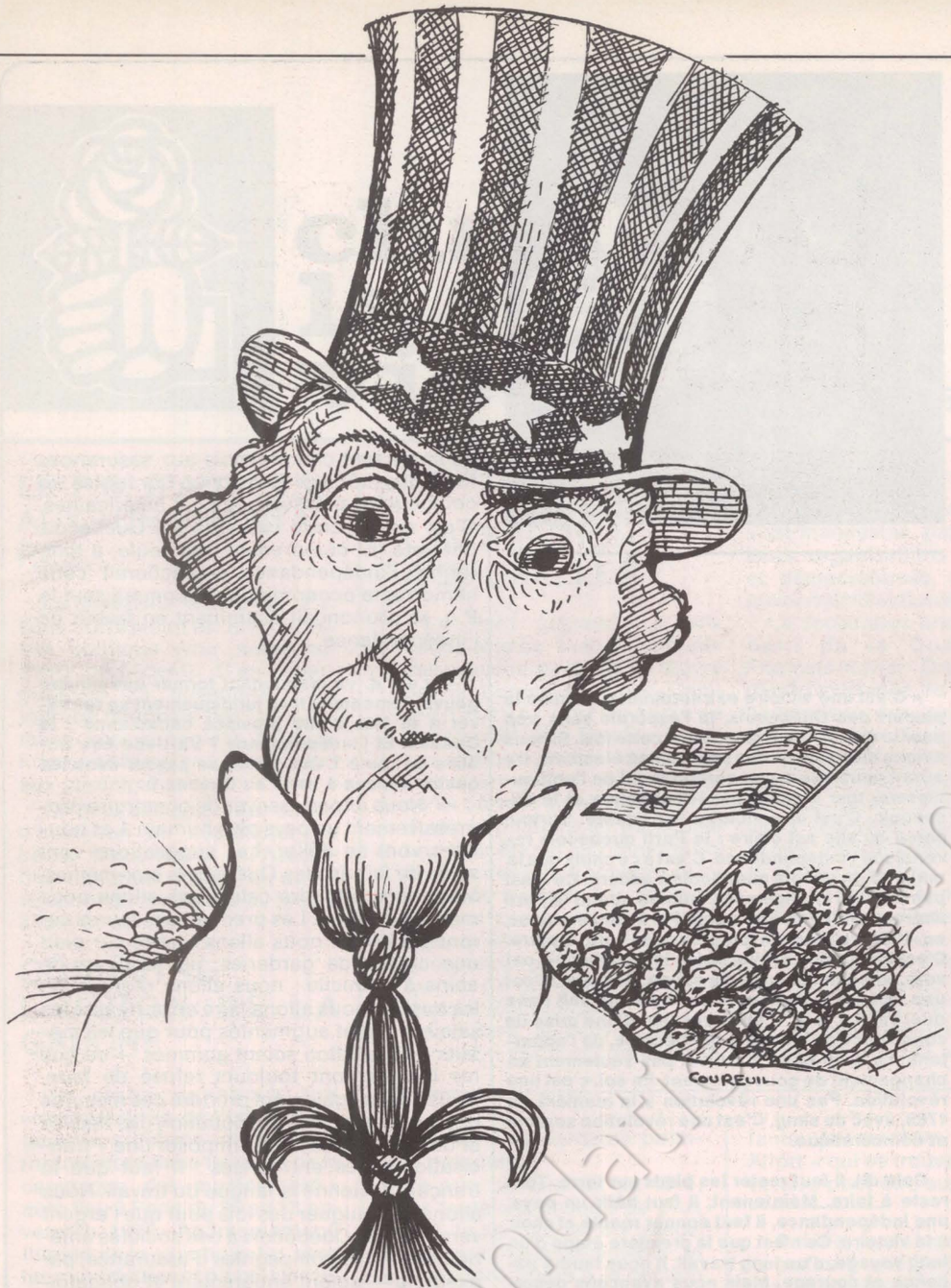
GERALD GODIN : Je suis entré en politique dès mes 20 ans : en devenant membre de l'équipe de « Parti-Pris » où tout le monde était marxiste. Je me suis alors plongé dans le marxisme au point d'en être sourd et aveugle : j'ai été sectaire un certain temps. Mais, par la suite, mon travail de journaliste à « Québec-Presse », mes contacts avec les syndicats et avec la réalité quotidienne des Québécois m'a débloqué : j'ai peu à peu compris que ces présupposés théoriques marxistes ne pouvaient pas s'appliquer mécaniquement à la situation du Québec. J'ai vite saisi que, chez nous, il fallait partir du niveau de conscience des gens, de ce que j'appelle « le seuil de leur douleur ». Ce n'est qu'à partir de ce point qu'on peut travailler et progresser. La grande force du Parti québécois est de l'avoir vu. Le P.q. a été créé en 1966. J'y suis entré en 1967. Le P.q. incarne l'essentiel de mes choix politi-

FELIX LECLERC : « NOUS SOMMES MAITRES CHEZ NOUS »

Chaque soir, depuis un an, Félix Leclerc chantait : « Les fruits sont mûrs dans les vergers de mon pays /L'heure est venue si t'as compris. » Maintenant Félix contemple la récolte : « On existait Mais on avait peur. J'en connais qui disaient : peut-être bien que l'indépendance ça n'arrivera jamais, que c'est un mirage. J'en connais d'autres, si ce n'était pas arrivé cette fois, qui auraient tiré la porte et mis le verrou. Des jeunes me disaient : mais qu'est-ce qu'on peut faire ? Je leur répondais : surtout ne vous trompez pas le 15 novembre. Maintenant on n'a plus peur. On est sorti du bois, on est dans la plaine, il y a du beau à l'horizon. On s'est secoué d'un vieux cauchemar. On se lève, on marche, on parle. C'est ce qui est important pour l'avenir : tout le monde chez nous, va enfin oser vider son sac, se déballer en pleine lumière, s'exposer. Il y a du pain sur la planche. Mais, au moins, cette fois, on part gagnant. Depuis le temps qu'on attendait ça !... Je me sens bien. Je suis bien assis. J'aime mieux être assis sur une bonne chaise boiteuse mais québécoise que dans un maudit fauteuil anglais.

Il y a quelques heures encore nous habitions un pays à vendre. Maintenant nous sommes maîtres chez nous. »

EXCLUSIF





Robert Bourassa, Premier ministre du Québec, battu par Gérald Godin.

ques : l'indépendance et la prise du contrôle de l'économie québécoise par les Québécois eux-mêmes. Mais, je l'avoue, on n'y parle guère d'autogestion. C'est pourquoi je fais partie, pour employer une formule commode, de l'aile gauche du Parti québécois.

Cela dit, le P.q. n'est pas le seul lieu de mon militantisme. Je me bats un peu partout où je peux être utile et efficace. Par exemple en devenant vice-président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, une vieille institution qui existe depuis 140 ans ; la Société jouissait d'une réputation conservatrice ; pourtant, déjà un certain nombre de choses sont en train d'y changer. Autre exemple : je viens de participer au lancement d'une nouvelle revue, « Possible», où il est beaucoup question d'autogestion ; et où il est démontré — le cas d'une usine de textile à l'appui — que l'autogestion aide à transformer les mentalités et à améliorer la qualité de la vie des travailleurs.

En résumé, je me bats partout où je peux le faire sans me rogner ni me renier.

— Que représente quantitativement le Parti québécois ? Il vient d'obtenir près d'un million et demi de suffrages. Mais combien a-t-il de militants ? Y a-t-il des liens, comme certains l'ont prétendu, entre lui et le Front de libération du Québec ?

— Le Québec compte cinq millions d'habitants, soit environ un million de familles. Le P.q. rassemble plus de 60 000 militants. Dans mon comté, celui de Mercier, il y a près de 650 membres du Parti. Pour ce qui est des relations entre P.q. et F.l.q., c'est une vieille légende... fausse. Dans ses meilleures années, le Front de libération du Québec a rassemblé au maximum une vingtaine de desperados. Ils ont kidnappé un ministre et un diplomate, ils ont posé des bombes. Toutes ces actions terroristes ont été clairement désapprouvées par René Levesque, le président du P.q. Une seule chose est vraie : parmi les « paumés» du F.l.q., on pouvait trouver d'anciens membres du P.q., des impatients qui ne croyaient plus à la victoire possible d'un processus démocratique. Mais avouez que ce n'est pas là un lien organique.

— A quoi sont dues, selon vous, votre victoire sur Bourassa et, au-delà, le raz de marée du P.q. ?

— Nous avons simplement récolté les fruits d'un travail, clair et précis, fourni depuis 10 ans. Depuis une décennie, nous disons tout bêtement qu'il nous faut construire un pays adapté aux besoins réels des gens, un pays qui soit libre de sa destinée et dont les richesses ne soient plus pillées par les sociétés multinationales. Depuis une décennie, nous répétons aux Québécois que, s'ils veulent vraiment changer leur vie, ils n'y parviendront que par l'indépendance. C'est cette voie que le peuple québécois a choisi par son vote. Notre victoire est celle de la clarté.

— Comment avez-vous mené votre campagne ? Sur quels mots d'ordre ? Sur quelles explications ?

— J'ai fait uniquement une campagne de porte à porte. Nous avons procédé rue par

→

RAYMOND LEVESQUE : « LA PLUS BELLE CHOSE ... »

L'auteur de « Bozo les culottes » et de « Quand les hommes vivront d'amour » n'en est pas encore revenu :

« J'avais mésestimé les Québécois. Je nous avais mésestimés. Dimanche soir encore, la veille des élections, je pensais : ce serait étonnant qu'on prenne plus de 30 députés ; et puis, de toute manière, jamais un peuple n'a gagné l'indépendance par la voie démocratique : il a toujours fallu la violence. Je pensais sacrément faux. On a gagné par les urnes. C'est la plus belle chose qui pouvait nous arriver. Maintenant les cartes sont sur la table. On est sauvé. Mais, du coup, peut-être bien que ça ne va pas sauver que le Québec, que ça va aussi sauver le Canada. Parce que, dorénavant, l'hypocrisie c'est fini. Il va falloir que tout le monde se situe clairement par rapport à l'Angleterre et aux Etats-Unis. Nous, c'est fait. »

LA VICTOIRE DES POETES

rue. Les militants du P.q. passaient avant moi, ils faisaient un pointage ; par exemple « dans cette rue 22 personnes disent qu'ils voteront pour le P.q., 47 pour les libéraux et 50 sont indécises ». Je passais après eux. Je n'allais voir que les indécis. J'ai ainsi rencontré 6 000 personnes. Nous discutions de leurs problèmes et je leur citais les solutions que le P.q. préconisait pour chacun de ces problèmes. Le comté de Mercier est essentiellement un quartier de travailleurs et de personnes âgées. Je leur expliquais que, pour les personnes âgées justement, le P.q. a des intentions bien précises : mettre en place un système de soins à domicile pour remplacer les foyers d'hébergement préconisés par les libéraux. Je leur disais pourquoi : une équipe mobile de médecins, d'auxiliaires de santé, de personnel d'entretien de maisons coûte moins cher à la collectivité qu'un bel édifice en béton qui peut au mieux accueillir 80 personnes. Sans compter que le foyer exile les vieux loin de chez eux alors que les soins, par définition, les laissent à leur domicile. Et j'ajoutais les liens étroits qui lient des architectes, des ingénieurs et des promoteurs au Parti libéral de Bourassa. Ces gens-là financent la campagne des libéraux. Quand les libéraux sont élus, ils renvoient l'ascenseur : les rois du béton ont alors les coudées franches. Etait-ce un hasard si l'organisateur de la campagne de Bourassa était un ingénieur qui vit précisément de contrats gouvernementaux ?

— Et vous n'évoquiez jamais l'indépendance ? Vous ne parliez que des problèmes quotidiens ?

— Les grands problèmes — l'indépendance, le pillage économique du Québec — venaient naturellement dans la conversation. Et je crois que c'est parce qu'ils ont compris, que les Québécois ont voté pour le P.q. Ils ont compris que le Québec est le principal fournisseur d'amiante du monde occidental, mais que l'amiante du Québec est entièrement entre les mains de sociétés américaines. Ils ont compris que l'amiante est expédiée vers les centres de transformation des Etats-Unis et que cela fait autant d'emplois en moins pour les Québécois. Ils ont compris que le fer québécois est vendu aux Japonais... par les Américains. Ils ont compris que le « New York Times » et le « Chicago Tribune » sont imprimés grâce à la pâte à papier du Québec, mais que les bénéfices de sa vente vont dans la poche des multinationales. Ils ont compris que la plupart des 5 000 mineurs québécois qui souffrent d'amiantose s'abîment la santé pour le plus grand profit du capitalisme américain. Ils ont compris l'intérêt qu'il y aurait à garder nos matières premières pour nous et à les transformer nous-mêmes sur place. Il y a 300 000 chômeurs au Québec, soit 10 % de la population active. Ils ont compris que des industries de transformation québécoises aideraient à résorber ce chômage. Ils ont compris aussi qu'il n'y avait aucune raison pour que nous laissions les Américains polluer nos lacs et nos rivières, nous imposer leur langue...



PAULINE JULIEN : «C'EST IRREVERSIBLE»

« C'est une victoire extraordinaire. Comme la plupart des Québécois, je l'espérais sans trop oser le dire. Il fallait que ce soit cette fois. Si nous avions dû attendre des prochaines élections, il y aurait peut-être eu un certain recul de l'enthousiasme, une érosion par l'impatience et le désespoir. C'est une victoire importante. Surtout parce qu'elle est claire : le Parti québécois revendique l'indépendance. C'est à ce choix que la majorité du peuple québécois à adhéré. Ce n'est pas un petit changement, comme quand le Parti libéral l'avait emporté sur le Parti conservateur, en 1960 : c'était un progrès, pas une rupture. C'est une option irréversible : les Québécois ont voté en connaissance de cause. Ensuite,, c'est une victoire forte et solide : le peuple sait dans quel but il a voté. C'est le résultat d'une prise de conscience de l'identité québécoise, de l'appartenance à un pays. Ce n'est pas seulement un changement de gouvernement. En soi, c'est une révolution. Pas une révolution à la manière de 1789, avec du sang. C'est une révolution sereine et démocratique.

Cela dit, il faut rester les pieds sur terre. Tout reste à faire. Maintenant, il faut bâtir un pays, une indépendance, il faut donner réalité et chair à la victoire. Ce n'est que la première étape d'un long voyage, d'un long travail. Il nous faudra patience et courage. Mais nous avançons désormais sur un terrain solide. »

— Ah ! la fameuse question linguistique ! N'est-elle pas un peu dépassée ?

— Pas du tout. La « blessure » linguistique est aussi durement ressentie que le pillage économique. Car l'anglais est vécu comme une langue oppressive : une langue imposée par les patrons américains. Les émigrés le savent bien, qui apprennent l'anglais parce que c'est « la lingua del pane », la langue du pain, c'est-à-dire la langue qu'il faut parler si l'on veut trouver un travail. Cela, les Québécois ne l'acceptent plus. Pas plus qu'ils n'accepteront désormais de verser 50 % de leurs impôts à Ottawa, au gouvernement fédéral qui dispose de cet argent à sa guise : en un siècle il est prouvé que nous avons beaucoup plus versé à Ottawa qu'il ne nous a été rendu. Les Québécois sont, par ailleurs, les gens les mieux assurés du monde : les millions de dollars qu'ils versent chaque mois aux assurances filent aussitôt aux Etats-Unis. Car toutes les compagnies d'assurance sont américaines. C'est aussi contre cela que les Québécois ont voté. Et comprenant que seule, à long terme, l'indépendance empêcherait cette hémorragie économique. Et comme seul le P.q. se prononçait clairement en faveur de l'indépendance...

— Le P.q. va maintenant former une équipe gouvernementale. Il va juridiquement se retrouver à la tête d'une province canadienne : le Québec. Et l'indépendance ? Va-t-elle être oubliée en route ? Que va-t-il se passer dans les quatre années à venir au Québec ?

— Nous allons essayer de construire progressivement un pays plus humain. Les bouches vont se délier. Les suggestions vont venir de la part des Québécois eux-mêmes. Mais, sans attendre cela, nous allons nous mettre au travail. Les premières mesures seront sociales : nous allons mettre sur pied une chaîne de garderies, des équipes de soins à domicile ; nous allons réorganiser les loisirs ; nous allons faire en sorte que les salaires soient augmentés pour que les méfaits de l'inflation soient gommés — ce que les libéraux ont toujours refusé de faire. Nous allons également prendre des mesures draconiennes contre la pollution des fleuves et des lacs. Nous allons imposer une « francisation » des entreprises : il faut que le français devienne la langue du travail. Nous allons promulguer des lois pour que l'argent versé par les Québécois à des sociétés américaines — les compagnies d'assurance, par exemple — soient entièrement et obligatoirement réinvesti au Québec. Nous allons aussi nous préoccuper de la santé et des conditions de travail des ouvriers : par exemple, en obligeant les sociétés exploitantes à réduire la quantité des fibres d'amiante en suspension dans l'air. Nous allons faire respecter notre peuple et sa langue. Et, pour consolider tout cela, nous savons qu'il nous faudra passer par l'indépendance ; sur ce point, dans un an ou deux, les Québécois décideront par référendum. Et puis, il nous faut songer à récupérer nos matières premières, à mettre fin au pillage de notre pays, à donner du travail aux Québécois en chômage. Tout cela, je l'avoue, risque de nous prendre beaucoup plus de quatre ans.

Mais notre force, la force du Parti québécois, c'est qu'il ne doit rien aux capitalistes canadiens et américains. Il ne doit que des comptes, et le bonheur, au peuple qui l'a élu. A ce peuple, nous demanderons seulement qu'il reste vigilant, qu'il empêche le P.q. de s'installer au pouvoir et de devenir un vieux parti coupé de la vie et des problèmes du Québec. S'il y parvient, si nous répondons à ses exigences, l'aventure du Québec ne fait que commencer.

Propos recueillis par JEAN-PAUL LIEGEOIS

changer la vie avec le Parti socialiste

LE P.S. S'ADRESSE AUX UNIVERSITAIRES.

La présence active du P.s. dans l'Université est une nécessité politique (voir notre numéro précédent). C'est pourquoi, le 23 novembre, une journée nationale des universitaires sera organisée à Paris. François Mitterrand s'adressera aux participants.

On peut demander des cartes d'invitation au secrétariat de Louis Mexandeau, à l'Assemblée nationale (Paris, 7e), ou en téléphonant au 260.60.00 (poste 3700, 01 ou 03).

CONNAITRE L'UNION DE LA GAUCHE

Un stage consacré aux « composantes de l'union de la gauche : théorie et pratique (notamment dans le cadre de la campagne des municipales) » aura lieu à Paris du 26 au 28 novembre 1976. Au moment où l'union de la gauche entre, avec les municipales et bientôt les législatives, dans une phase nouvelle, il est indispensable de mieux connaître les différentes composantes de cette union de façon très approfondie. On peut encore s'inscrire au secrétariat national à la Formation, 12, cité Malesherbes 75009 Paris (878.40.73).

POUR UNE ANNEE SOCIALISTE

La section de Maisons-Alfort a édité pour 1977 un calendrier socialiste. Conçu et réalisé par des militants, ce calendrier est consacré aux municipales. Clair et gaiement illustré, il reprend les six thèmes suivants :

— pour une autonomie locale,
— pour changer la ville,
— pour une démocratie locale,
— pour de véritables moyens financiers,
— pour de nouveaux rapports humains,
— pour une véritable politique culturelle.

Le prix unitaire est de 10 F, pour toute commande de plus de 10, le prix est de 8 F pièce. Pour tous renseignements et commandes écrire à la section de Maisons-Alfort du P.S. 34, rue Pierre-Semard 94700 Maisons-Alfort (Joindre à chaque commande un chèque libellé à l'ordre de Dominique Peyret C.c.p. 6696 - 45 Lyon).

En cas de commande importante, la mention « Maisons-Alfort » qui se trouve sur la couverture peut être supprimée.



L'INQUISITION A BRUXELLES

Le Parti socialiste a pris connaissance avec inquiétude des procédures mises en œuvre par la Commission des Communautés européennes concernant les fonctionnaires susceptibles d'être habilités au secret en raison des dossiers qu'ils doivent traiter. Ces procédures impliquant en particulier une enquête sur les opinions politiques des fonctionnaires et invitant de surcroît à la délation, sont en contradiction formelle avec la liberté d'opinion politique, philosophique et religieuse qui est un droit imprescriptible de tout fonctionnaire.

Le Parti socialiste partage l'émotion des fonctionnaires de la Commission, émotion qui s'est manifestée, par la voix de leurs organisations syndicales et démocratiques, et soutient pleinement l'action de celles-ci.

La déclaration orale du président de la Commission, François-Xavier Ortoli, confirmant l'existence, le maintien et l'extension des pratiques en question, montre que celles-ci s'inscrivent dans le contexte inquiétant d'une montée de l'autoritarisme dans nos sociétés et de la restriction insidieuse des droits démocratiques, individuels et collectifs.

Dans le cas d'espèce, le P.s. s'étonne de la démission de fait de la Commission. Cette dernière accepte en effet que — en contradiction avec la lettre et l'esprit du statut de la Fonction publique européenne — ces enquêtes de sécurité soient effectuées de manière différenciée suivant la nationalité du fonctionnaire. De plus, le résultat de ces enquêtes étant soumis à l'Etat membre dont relève le fonctionnaire, la Commission se déclare, a priori, liée par un avis négatif éventuel.

Le Parti socialiste estime qu'il est possible de répondre aux impératifs normaux de sécurité de toute administration publique par des moyens qui ne portent pas atteinte aux libertés démocratiques fondamentales. Face à ce qui constitue l'instrument d'une « chasse aux sorcières» — aujourd'hui déguisée, demain peut-être ouverte — le Parti socialiste exige fermement l'abandon des procédures incriminées.

(Communiqué du Bureau exécutif du 10 novembre)

● Lille : un stage fédéral de formation (« méthode d'analyse des sondages et des résultats électoraux ») aura lieu les 20 et 27 novembre de 14 à 17 h, 2, rue Watteau. S'inscrire à l'avance.

● Cambrai : Réunion fédérale de sensibilisation aux problèmes de formation ouverte à tous les militants (20 novembre, 14 h 30, mairie de Cambrai).

● Une soirée culturelle et politique aura lieu le mercredi 24 novembre prochain à 20 h 30 au Centre culturel Jacques-Kahn à Châtillon-sous-Bagneux (7 bis, rue de la Mairie) avec en première partie la pièce de Guy Foissy « Cœur à deux » interprétée par la Compagnie de la Picarde. Après le spectacle, Dominique Taddei parlera de la politique culturelle du Parti socialiste.

● La Fédération de la Seine-Saint-Denis du P.s. vient de publier le premier numéro de « 93 demain » mensuel d'information socialiste dont nous saluons la naissance.

● Un colloque « Jaurès et la classe ouvrière » est organisé les 26, 27 et 28 novembre, 101 rue de l'Université, Paris 7ème, avec le soutien du C.n.r.s., par la Société d'études jaurésiennes, le Centre d'Histoire du syndicalisme et l'Ecole des Hautes Etudes en sciences sociales.

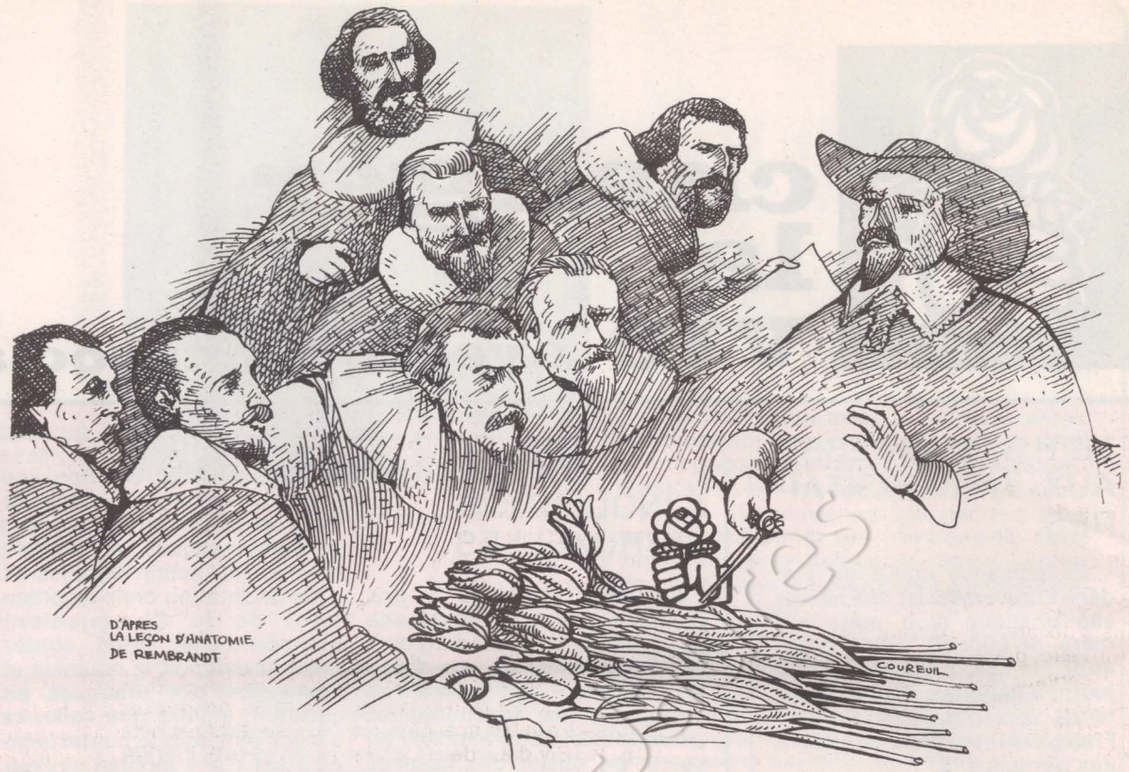
Participeront à la présidence des séances : MM. Agulhon, Brunat, Droz, Godechot, Labrousse, Le Goff, Rabaut, Mme Reberioux, MM. Bravo, Cahm, Engelberg, Groh, Papayanis, Stengers, Vuilleumier ainsi que des représentants des centrales syndicales.

● Les prochains animateurs des entretiens du jeudi seront
— le 25 novembre : Pierre Joxe et Claude Estier
— le 2 décembre : Jacques Delors et Yvette Roudy
— le 9 décembre : Michel Rocard et Christian Goux

Les entretiens du jeudi ont toujours lieu le jeudi de 19 à 21 heures, au siège du P.s., 7 bis, place du Palais-Bourbon.

● Tous les soirs de 20 heures à 9 heures le lendemain matin, vous pouvez écouter les informations téléphonées du Parti socialiste, en appelant le 555.91.92.

La gauche et le pouvoir en Europe



Nous publions aujourd'hui le sixième chapitre de notre grande enquête « La gauche et le pouvoir en Europe ». Après l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne, le Portugal, la Suède (voir les cinq précédents numéros de « l'Unité ») c'est le tour des Pays-Bas où Serge Richard est allé voir de près ce qu'est la réalité du pouvoir communal propre à ce pays. Il a également rencontré le Premier ministre socialiste Joop Den Uyl qui lui a expliqué ce qu'est la « voie de gauche » hollandaise. Nous parlerons la semaine prochaine de la Belgique et un peu plus tard de l'Espagne.

VI. - PAYS-BAS : LE SOCIALISME DES ECHEVINS

De notre envoyé spécial.

Les jeunes barbus longchevelus qu'on rencontre à Amsterdam à la Fondation Wiardi-Beckman (W.b.s.), bouillonnant bureau d'études et de recherches où s'alimente le Parti du travail (P.v.d.a.), se font affirmatifs en vous tendant leurs brochures sur le pouvoir communal, ornées du poing à la rose : « Le pouvoir socialiste, ici, il est partout. Mais son modèle, nulle part ».

De fait, la gauche a beau sembler ne pas constituer pour le Premier ministre Joop Den Uyl, membre du P.v.d.a., une entité fixe — au Parlement, il s'est allié à deux petits groupes d'extrême gauche en délaissant les 7 communistes et les 2 pacifistes — n'empêche qu'il a réussi à gouverner à peu près à sa guise depuis trois ans et demi **(voir en page 20 l'interview de Joop Den Uyl)** ; cela malgré des tempêtes aussi fortes que la crise économique, le blocus pétrolier, la compromission de la famille royale dans les magouilles Lockheed... C'est plus vrai encore dans ces hauts lieux du pouvoir politique que sont aux Pays-Bas les municipalités. Dans toutes les grandes villes, les socialistes gouvernent. Mais multiples sont leurs tactiques politiques — large coalition à Amsterdam, municipalité d'union de la gauche à Groningue, municipalité P.v.d.a. homogène à Rotterdam — multiples les stratégies de développement de leur ville, multiples les programmes, multiples les personnalités des maires...

Voyez Rotterdam. Quand pour rencontrer son premier magistrat on pénètre dans cette énorme pièce montée de brique qu'est l'hôtel de ville, on croit savoir déjà qui va vous recevoir : probablement un de ces personnages rondouillards qui lèvent leur chope au « Cordon bleu », juste de l'autre côté du boulevard Coolsingel, et tirent sur un énorme cigare en causant affaires comme on peut le faire dans une cité qui, entre autres, a rang de premier port du monde. Et voilà que, surprise, apparaît André van der Louw, l'homme qui préside aux destinées de cette agglomération géante : tout juste la quarantaine, moustache noire et œil malicieux qui le situent entre Georges Brassens et Jacques Chérèque, décontraction chaleureuse et anticonformisme qui a dû faire beaucoup jaser chez les bourgeois hollandais. Ceux-là, ils ont probablement eu du mal à devoir appeler « Monsieur le bourgmestre » quelqu'un qui avait beaucoup fait parler de lui en fondant, dans les années 60, une célèbre revue pop (musique



Coll. Fondation Jaurès

pop, pop art, etc.) ! Et qui, pis encore peut-être, a été juste après élu comme président du Parti du travail lorsque le courant baptisé « Nouvelle Gauche » y accéda à la plupart des leviers de commande.

Le nom de van der Louw est en effet indissociable du bouleversement politique que les Pays-Bas connurent il y a tout juste dix ans : l'explosion d'une nouvelle génération lasse des conservatismes de tous ordres et de tous horizons. Sa fraction anarchisante, celle des « provos », se développa spectaculairement avant de retomber et d'aller grossir les rangs des « kabouters » (les Lutins) aujourd'hui retranchés dans leurs boutiques d'aliments macrobiotiques. Une autre partie des contestataires créa des organisations directement politiques, comme Démocrates 66 ou comme les chrétiens de gauche du Parti des radicaux — tous sont alliés aujourd'hui au P.v.d.a. dans la coalition qui soutient le gouvernement Joop Den Uyl et y ont même des ministres... Une troisième composante, enfin, du mouvement de 1966 fit un choix à la fois plus aléatoire et plus prometteur : essayer de changer de l'intérieur les deux grandes formations en place. Au Parti catholique, ce fut l'échec, et l'aile gauche n'y eut plus d'autre choix que de faire scission pour fonder le Parti des radicaux. Mais au P.v.d.a. il en fut tout autrement et sans cette considération rien de ce qui s'est passé aux Pays-Bas ces dernières années n'est compréhensible.

Bien qu'ayant adhéré tout jeune au Parti, van der Louw n'avait jamais été un militant actif. Est-ce sa profession de journaliste à l'office de télévision socialisant, Vara (1), qui lui redonna pleine ardeur ? Toujours est-il qu'il fut de ceux qui, en 1966, protestèrent contre ce qu'ils estimaient être le paternalisme du P.v.d.a., l'insuffisance de netteté de ses choix, son « intégration » de fait, son parlementarisme, son anticommunisme figé, son atlantisme, etc.

« Tien over rood », « Retour au rouge », ainsi s'intitulait, plutôt provocateur, le manifeste qu'ils publièrent alors. Le sous-titre n'était pas moins explicite : « défi de la Nouvelle Gauche au Parti du travail ». On imagine les remous. Mais le renfort de nombre d'autres membres du P.v.d.a. alarmés par les défaites électorales des huit années précédentes, le soin mis par la Nouvelle Gauche à faire valoir qu'elle se contentait là de revenir aux sources du Parti, enfin son militantisme inlassable permirent à ce courant d'entrer à l'exécutif du P.v.d.a. puis, en 1970, de faire élire van der Louw à la présidence du Parti. C'est alors que le jeune président prévoyait de se retirer de cette fonction, quatre ans plus tard, que le P.v.d.a. de Rotterdam lui fit savoir qu'il aimerait le proposer comme maire.

« Il faut savoir une chose, explique van der Louw : dans nos municipalités, tout le monde est élu, au suffrage universel. Tout le monde... sauf les maires. Eux sont nommés — pour six ans — « par la reine », en fait par le gouvernement, naturellement par référence au parti le plus important dans le conseil municipal. Or, il y eut pas mal de tensions à La Haye avant que le ministre de l'Intérieur, un Démocrate-chrétien, accepte enfin, au bout de six mois, l'idée de me voir bourgmestre ».

Dans les 912 communes des Pays-Bas, le conseil municipal (élu tous les quatre ans, à la proportionnelle) désigne en son sein un collège exécutif d'échevins (adjoints au maire) qui mettra en pratique ses décisions et contrôlera revenus et dépenses ; c'est ce collège que le bourgmestre préside. C'est la chance de van der Louw de s'entendre d'autant mieux avec ses échevins que tous appartiennent au même parti que lui : « Donc un parfait collège exécutif de programme et non un « exécutif-miroir » reflétant dans sa diversité la composition de l'ensemble du conseil municipal », commente-t-il en reprenant la distinction traditionnelle dans les débats sur le pouvoir municipal.

C'était, pour lui, une autre chance que de pouvoir s'appuyer sur un programme de quatre ans où le P.v.d.a. marquait nettement sa volonté de renouveler complètement le visage de Rotterdam.

L'ascenseur transparent qui vous monte, en tournant sur lui-même, le long de la tour Euromast, permet — à 180 m de haut — de découvrir le plus évident de ce visage : la mer des toits abritant 620 000 habitants, mais surtout l'immense zone de 10 000 hectares de ce fameux port où chaque année plusieurs dizaines de milliers de bateaux arrivent de haute mer sous surveillance radar et environ 300 000 des fleuves et canaux. Avec, tout autour, les chantiers qui construisent navires, pétroliers, îles de forage en mer... Mais aussi l'énorme agglomérat industriel : la métallurgie, les raffineries de pétrole (le brut représentant les deux tiers du trafic du port), l'industrie chimique installée au sud de la cité. « Toutes choses qui font peut-être vivre notre ville, mais qui peuvent aussi l'asphyxier ! », s'exclame une habitante de Rotterdam.

La protection du milieu, bien que confiée en principe à un conseil régional, c'est devenu une des préoccupations majeures de van der Louw. Malgré un chômage de 5 % (« Ce n'est jamais que la moyenne nationale, mais dans une ville industrielle, voilà qui est beaucoup trop », commente le bourgmestre), il en a discuté avec les syndicalistes. Est-ce, pour certains d'entre eux, d'avoir été agréablement surpris que van der Louw ait, geste sans précédent, fait hisser le drapeau rouge au sommet du beffroi pour le Premier Mai ? Toujours est-il que les militants syndicaux s'entendent bien avec lui et sont tombés d'accord qu'« il faut parfois savoir prendre quelques risques sur le développement et l'emploi lorsqu'il s'agit de sauvegarder le cadre de vie des travailleurs eux-mêmes ».

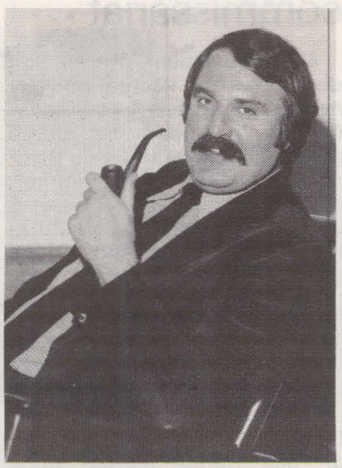
Car la municipalité de Rotterdam s'insurge contre la solution de facilité qui accentuerait encore la division des tâches existant de fait entre les trois grandes cités hollandaises : Amsterdam étant la métropole de la culture et La Haye la capitale politique, que Rotterdam se contente donc d'être la ville travailleuse !

Pure injustice : « Rotterdam où y'a pas que des marins », →

(1) Dans le système néerlandais, l'Institut national de télévision (Nos) n'est responsable que des journaux radio et télé (avec commentaires réservés aux groupes politiques), des films et des sports. Hors de quoi tout le reste appartient à de grandes associations de téléspectateurs, proches l'une du Parti du travail, l'autre des catholiques, etc. Temps d'antenne et subventions, leur étant attribués selon leur nombre d'adhérents.



Amsterdam.



André van der Louw, bourgmestre socialiste de Rotterdam.



Ivo Samkalden, bourgmestre socialiste d'Amsterdam.



La gauche et le pouvoir en Europe

→

pour parler comme Léo Ferré, possède de nombreux musées, un fameux orchestre philharmonique. En sortant du métro, on croise dans les rues et dans les parcs des œuvres de Rodin, d'Appel, de Zadkine. Ajoutez un Festival international de poésie, un autre de cinéma... Il n'y a que le gouvernement à ne pas s'apercevoir de tout cela, budgétairement s'entend.

Fresque au commissariat

« Heureusement, précise van der Louw, que l'actuel gouvernement progressiste nous satisfait sur la plupart des autres points. Notamment lorsqu'il accorde des aides, proportionnelles au revenu de l'intéressé, à ceux qui rénovent leur habitation ». De fait, ces subventions ont facilité la réussite d'un projet capital du programme du P.v.d.a. en 1974 : le remodelage de Rotterdam.

Mais c'est quand même la municipalité qui a fait l'effort le plus énorme (160 millions de florins, à peu près 320 millions de nos francs lourds) pour carrément municipaliser 25 000 habitations anciennes afin d'en assurer l'assainissement et la restauration dans les 8 à 10 prochaines années. Ce n'est pas trop quand on se rappelle que le sol de la Hollande est un marécage et que les fondations de toutes les maisons reposent sur une multitude d'interminables pieux enfoncés dans ce sol loin jusqu'aux couches souterraines solides. On ne dit pas « poser la première pierre », on dit « enfoncer le premier pilotis »...

D'un malheur atroce — les bombardements nazis qui ont rasé le centre de Rotterdam en 1940 — a découlé un élément favorable : de l'espace disponible en plein milieu de la cité. On y bâtira 2 000 logements, afin de faire juste l'opposé du Paris de la Ve République immobilière. Presque plus de nouveaux immeubles de bureaux dans le centre, donc, mais au contraire toujours plus de gens qui y vivent. « Pas seulement une ville avec un centre, mais une ville avec un cœur, dit-on au P.v.d.a. Qu'y a-t-il de plus véritablement socialiste ? »

A Rotterdam, qui avait enregistré en dix ans près de 130 000 départs d'habitants, on n'aime guère le système des villes-dortoirs périphériques. Pourquoi ne pas plutôt rendre la cité plus accueillante, l'arracher à la folie automobile — outre les

JOOP DEN UYL : " EN MAI PROCHAIN, NOTRE VOIE DE GAUCHE SERA JUGEE PAR LES ELECTEURS "

« L'UNITE » : Peut-on dire qu'avec votre gouvernement c'est la gauche qui est au pouvoir aux Pays-Bas ?

JOOP DEN UYL : Ce gouvernement est le premier gouvernement des Pays-Bas à avoir une majorité de progrès. Dans notre Histoire, le socialisme démocratique a été très longtemps dans l'opposition. Avant 1939, les socialistes n'ont jamais fait partie d'un gouvernement. Certes, après la guerre, et durant 15 ans, ils ont participé au gouvernement, mais ce fut toujours en position minoritaire. Cette fois, enfin, les progressistes détiennent la majorité du gouvernement faute de l'avoir au Parlement, puisque nous n'y avons que 43 sièges sur 150 — ou plutôt 56 sur 150 lorsqu'on ajoute nos alliés démocrates de progrès et radicaux.

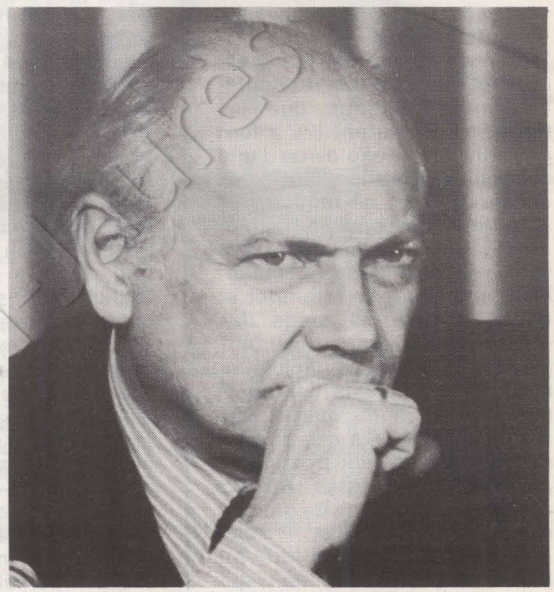
C'est une construction exceptionnelle : le Parti du travail y est minoritaire, mais, avec ses alliés démocrates et radicaux, il est associé à deux partis chrétiens-démocrates. Contrairement aux prévisions selon lesquelles une telle formule n'aurait qu'une existence des plus courtes, on a gouverné pendant trois ans et demi. Dans toute l'Europe occidentale, on reconnaît que ce gouvernement a déjà imprimé à la vie sociale et politique de notre pays une empreinte fondamentale. En réalité, ce gouvernement de centre gauche est plus à gauche que bien des gouvernements auxquels des socialistes participent et l'an prochain on jugera si cette voie de gauche aboutit au succès.

— Concrètement, qu'est-ce que cette « voie de gauche » ?

— Je me contenterai de prendre l'exemple de la politique étrangère : mon gouvernement a pris des positions nouvelles et assez radicales sur tout ce qui concerne, en particulier, l'aide et la coopération avec les pays en voie de développement. C'est un ministre socialiste qui en est chargé et qui mène très avant cette nouvelle ligne. C'est lui qui a dirigé la commission spéciale à la 7e Assemblée générale de l'Onu. Dans le tiers monde, les Pays-Bas ont aujourd'hui la réputation d'être un pays tout à fait convaincu qu'un changement fondamental est nécessaire pour aboutir à un nouvel ordre économique et politique dans le monde. Un même accueil a été fait à la politique du ministre des Affaires étrangères. Un homme qui, entre autres, a joué un grand rôle dans la libération de la Grèce asservie aux colonels, et qui a formulé avec force notre politique en faveur des droits de l'Homme dans des pays comme le Chili, l'Espagne, l'Europe de l'Est, etc.

Au sein des Nations-unies, les Pays-Bas ont pu également constater l'attention que recueillait leur attitude en faveur du mouvement de libération en Afrique du Sud.

En somme, notre gouvernement a essayé d'établir le principe d'une véritable politique de coopération avec les pays en voie de développement et s'efforce



de stimuler la Communauté européenne pour la recherche d'une politique internationale de progrès.

— Quelle appréciation avez-vous des chances actuelles du socialisme en Europe ?

— Ces temps-ci, on ne parle de tous côtés que d'une tendance qu'aurait l'Europe entière à basculer à droite. Ce qui est vrai, c'est qu'une phase différente a succédé à la révolution culturelle des années 60, dont la révolte de 1968 en France a été le symptôme le plus visible. Les années 70, elles, sont marquées par un grand besoin de calme. Et nous devons prendre cela très au sérieux. Il est nécessaire que les partis socialistes européens demeurent persuadés d'une chose : la classe ouvrière a toujours quelque chose à défendre, c'est-à-dire les acquis des luttes socialistes du passé. Mais en même temps les partis socialistes doivent bien comprendre qu'il leur reste, en outre, quelque chose à gagner : le renouveau de la société, celui des structures sociales, grâce à la confiance que leur apportera la jeunesse européenne. Les socialistes sont particulièrement conscients qu'il faut donner une marque spécifique au développement économique, social et politique dans les pays d'Europe du Sud. Pour ce qui concerne enfin mon pays, qui votera dans six mois, je crois que les socialistes ont toutes leurs chances de poursuivre la tâche qu'ils mènent aux Pays-Bas depuis ces dernières années.

(Propos recueillis par SERGE RICHARD)

changer la vie culturelle

voies piétonnières, on est allé jusqu'à rétrécir d'un tiers certains boulevards... — et l'égayer ? D'où la floraison de « peintures dans la ville », ces fresques de rue multicolores qui consacrent le triomphe public de l'amateurisme pictural jusque sur les murs du commissariat de police ou sur les parois des tramways...

Que des citoyens de la cité aient ainsi pris le pinceau, c'est déjà, d'une certaine façon, une avancée vers un autre objectif clé de van der Louw : la participation des Rotterdamois à la vie de leur ville. Dans l'immeuble de la grande poste, on a créé un centre d'information qui répond chaque semaine à 2 000 personnes. Rotterdamois ou immigrés (10 % de la population). Mais il est prévu aussi quelque chose d'audacieux : le mois prochain va être présenté au conseil municipal un rapport explosif sur la décentralisation du pouvoir communal vers la population. Il s'agit de mettre en place, dans les cinq années à venir, des conseils de quartier (élus) dans chacune des 18 circonscriptions de Rotterdam. De leur déléguer un certain type de pouvoir, par exemple sur les équipements collectifs propres au quartier. Avec un budget propre. Dans le même temps, l'administration de la Ville déconcentrera ses tâches et abandonnera de ses compétences au quartier, par exemple en lui fournissant à demande des spécialistes et techniciens municipaux.

Un programme commun

Faute peut-être que fonctionnent déjà de ces comités de quartier représentatifs, la situation a failli mal tourner l'hiver dernier à Amsterdam lorsque s'est posé à chaud, trop à chaud, un problème d'aménagement urbain : la construction d'un métro dans la principale ville du pays.

C'était un plan déjà ancien, qui avait amené en 1968 à ouvrir dans les nouveaux quartiers de l'est d'Amsterdam le premier chantier du futur « tube ». Or à mesure que les travaux de cette première ligne progressaient vers le centre, on vit se multiplier les comités et grandir de divers côtés une sérieuse opposition contre « l'envoi sous terre des piétons pour laisser place à la bagnole ». Au débat politique — par exemple à l'intérieur même du P.v.d.a. — s'ajoutèrent vite des affrontements plus expéditifs. Le mouvement de squatters — très actif encore aujourd'hui — se fixa particulièrement dans la zone concernée, érigeant des basses-cours sur les terrains des futurs chantiers et se logeant dans les maisons menacées du quartier de Nieuwmarkt. En mars 1975, il y eut de durs incidents avec la police (cocktails Molotov contre grenades lacrymogènes) et les évacuations d'immeubles se firent par la force.

Aujourd'hui, c'est un peu de l'Histoire ancienne : le premier tronçon sera terminé en juillet ; mais peut-être que le réseau prévu se ramènera à une ligne unique... N'empêche que cette affaire a eu un effet important : elle a pulvérisé la coalition municipale de gauche que s'étaient donnée les Amstellodamois.

« Aux élections municipales de 1974, nous avions formé une coalition du Parti du travail avec le Parti des radicaux et celui des pacifistes, raconte Ivo Samkalden, maire socialiste d'Amsterdam. Une vraie coalition fondée sur un programme. Bien que majoritaires absolus (23 sièges sur les 45 du conseil municipal, dont 17 socialistes), nous avons préféré négocier avec le P.c. notre programme de coalition et lui assurer deux places au collège exécutif aux côtés de quatre P.v.d.a., d'un radical et d'un pacifiste. »

Ce dernier se retira d'ailleurs assez vite, mais c'est la démission du radical en janvier dernier, par protestation contre le maintien des travaux du métro, qui fit publiquement éclater l'alliance gauche - extrême gauche. Aux socialistes et communistes restés en place vinrent en revanche s'ajouter dans le collège un des 8 conservateurs (dits « libéraux ») et un des 7 chrétiens-démocrates du conseil municipal. Le gouvernement d'Amsterdam par la seule gauche avait vécu.

Samkalden, certes, a connu d'autres tempêtes. Professeur de droit, ancien ministre de la Justice, c'est peut-être, à 64 ans, la perspective de sa prochaine retraite — la loi la lui imposera l'an prochain — qui, autant que son expérience politique, maintient ce calme souriant. Ce qui ne veut pas dire que le maire aborde avec froideur les problèmes qu'il doit affronter quotidiennement. Parlez-lui plutôt de ceux du logement et de la rénovation urbaine, surtout en lui demandant de quelle façon ça peut être une politique de socialiste, et vous verrez...

« C'est une énorme entreprise, dit-il, quand on songe qu'à la ville historique du XVIIe siècle s'est ajoutée au XIXe une zone d'extension en fer à cheval et que, pour finir, l'ère de l'industrialisation a entassé des constructions souvent défectueuses ! Tout cela sur de la tourbe... » Des experts estiment que, dans les cinquante années à venir, il faudra rénover ou rebâtir 40 % des maisons d'Amsterdam. A plus modeste échelle, c'est ce qui est en train de se faire un peu partout dans la ville, maison par maison.

Pas de ville-musée

Il suffit, pour s'en rendre compte, de se promener dans le quartier du Jordaan, à l'ouest du Dam central : ce fut au XVIIe siècle le quartier d'exil des persécutés de France — d'où le nom Jordaan, déformation de « jardin » — ou d'ailleurs, quartier devenu plus récemment celui de mini-entreprises. Ce petit peuple râleur et frondeur refusa à l'époque toute planification de sa zone en liaison avec l'admirable plan d'urbanisme d'Amsterdam, si bien qu'elle demeure un fouillis de petites rues hachées d'innombrables ponts sur les canaux où des familles entières se serrent dans de vieilles péniches débordantes de plantes vertes.

A notre époque, de même, l'attitude résolue des habitants avait empêché qu'on donne suite à un premier projet de rénovation qui recommandait la chirurgie brutale et prévoyait de grands immeubles. Le plan finalement adopté par le conseil municipal il y a cinq ans a déjà →



Les « squatters » du quartier de Nieuwmarkt affrontant la police en mars 1975.



Manifestation contre la construction du métro d'Amsterdam, l'hiver dernier.





Manifestation d'enfants pour la propreté des rues, à Amsterdam.



La gauche et le pouvoir en Europe

abouti à plusieurs centaines de restaurations. Cela pour le meilleur et pour le pire : telle façade scandaleusement laide sur le quai Egelantiersgracht, mais plus souvent des réussites comme cet « enclos » (ancien groupe de maisons de bienfaisance pour vieillards, autour d'un jardinet intérieur) parfaitement restauré, dans la Tuin straat.

Le plus regrettable, c'est qu'évidemment la modernisation d'un logement coûte cher (l'équivalent de 120 000 à 600 000 francs) et que le nouveau loyer après rénovation s'en ressent. « Quand les maisons restaurées étaient prêtes, les loyers réclamés se situaient souvent au-delà des possibilités financières des gens du Jordaan », raconte Engel, président du « Groupe de projet » à qui la Ville a confié cette rénovation.

Car la question fondamentale est bien celle-ci : bâtir et restaurer, soit, mais au profit de qui ? « Parce que socialiste, affirme Samkalden, je dis que tout cela doit bénéficier aux petits et moyens revenus : grâce à des subventions au moins temporaires, nous devons empêcher qu'ils continuent à vivre parfois dans des taudis, les faire participer au processus de renouvellement pour mieux les retenir sur place dans des appartements plus spacieux et plus confortables. Tout au moins une bonne partie d'entre eux. Cependant que pour les autres il faut utiliser un territoire plus étendu que celui d'Amsterdam, sous réserve que sera mise en place et en commun avec les communes concernées une infrastructure, de transports notamment, dans un rayon de 15 km autour de la cité ».

Rénover les belles façades avec leurs faux airs de décor de théâtre, ça ne veut en aucun cas dire qu'il faut faire d'Amsterdam une ville-musée. Aujourd'hui, elle donne du travail à 8,5 % de la population active du pays, dont près du tiers dans l'industrie, et réalise 9,7 % du produit national. L'une des caractéristiques de l'Histoire de la métropole a toujours été, justement, un équilibre subtil entre les activités liées au commerce, à l'industrie, à la banque, à l'université et à l'art — le tourisme s'y étant ajouté plus récemment.

Equilibre qui se perçoit presque physiquement, équilibre fragile aussi qui n'en rend que plus sensible la question de l'omniprésence de l'automobile dans la cité. Un projet de prohiber le centre aux voitures coupe en deux la communauté amstellodamoise : les uns jurent que ce serait la mort de la métropole ; les autres, rappelant qu'en 1608 cette interdiction existait — afin de ménager l'étayage des chaussées — et notant que la municipalité d'union de la gauche vient de procéder ainsi à Groningue, réclament cette mesure « sans laquelle une certaine qualité de plaisir de vivre propre à Amsterdam va disparaître définitivement ».

Les deux tiers de la cagnotte

Bourgmestre et échevins ne s'avancent sur ce terrain qu'avec précaution. Ils ont bien assez à faire avec les retombées, souvent négatives aujourd'hui, de la folle période de la cité à la fin des années soixante. « Amsterdam la permissive », les énormes fêtes hippies, les milliers de jeunes logeant au fond de leur duvet dans les squares, tout cela est loin. Reste pourtant un constant va-et-vient dans les petits hôtels, dans les « sleep-in » (bâtiments désaffectés transformés en dortoirs rudimentaires) où la drogue circule sans que la loi s'y oppose. La douce, du moins, le haschich, sur la circulation duquel les tolérants Hollandais ont toujours fermé les yeux... et les narines — « Want some hasch, man ? » vous demande-t-on bien haut en pleine rue devant le centre de jeunes Paradisio.

L'ennui, c'est que la douce a attiré la dure : l'héroïne a fait une arrivée en force il y a trois ans et semble aujourd'hui représenter un chiffre d'affaires de plusieurs millions de florins pour une clientèle évaluée à 7 000 intoxiqués. D'où le soulagement qu'a représenté pour la Ville la création par le Garde des Sceaux — car, aux Pays-Bas, la police relève du ministère de la Justice, non de celui de l'Intérieur ! — d'une brigade centrale de recherches spécialisée. Sinon, que pourrait bien faire un maire responsable de l'ordre dans cette grande métropole et qui ne dispose, pour cela, que de 2 700 agents ?

Mais telles sont les limites que rencontre assez vite le principe d'autonomie communale pourtant solidement établi dans ce plat pays qui est le leur. Limites financières, pour l'essentiel : traditionnellement, les maires ne lèvent que peu d'impôts locaux : guère plus de 5 à 10 % de leurs recettes. Un tiers de celles-ci en moyenne provient du Fonds des communes : cette institution — qui a son homologue à l'échelon intermédiaire entre commune et Etat, c'est-à-dire la province — est alimentée par une fraction importante du produit de la fiscalité nationale et réparti entre les 912 municipalités, qui en disposent librement. Le reste des ressources, ce sont les subventions spécialisées attribuées par les divers ministères pour tel ou tel projet proposé par les maires dans tel ou tel domaine.

Que cette dernière formule, assez dirigiste, constitue désormais presque les deux tiers de la cagnotte des communes, cela est souvent mal supporté. « Voilà qui vient renforcer la tendance croissante au centralisme! s'exclame Samkalden. C'est tout le contraire de l'autonomie communale ».

L'autonomie, vaste débat qui doit bien durer depuis la Constitution de 1848 cherchant à marier le principe unitaire de l'Etat né en 1813 et les pouvoirs des villes — hérités, eux, des magistratures urbaines de la vieille démocratie communale bourgeoise des siècles précédents. La définition de ces pouvoirs des municipalités étant désormais : compétence sur tout, à l'exception de ce qui n'a pas été réglementé par la loi nationale ou provinciale.

Si la réaction de Samkalden est si vive, c'est que l'idée d'autonomie est particulièrement forte à Amsterdam. Depuis toujours : au XVIIe siècle, la Ville avait même des ambassadeurs à l'étranger parallèlement à ceux du pouvoir central (à l'époque, la République des Provinces unies). Et la richesse de son hôtel de ville était, en ce sens, une telle provocation qu'en 1808 Louis-Napoléon s'en empara pour en faire son palais royal. Aujourd'hui encore, l'Amstellodamois brocarde volontiers « les gens de La Haye »...

« Roos in de vuist »

Ce n'est pas non plus un hasard que la critique vienne ainsi d'un élu socialiste : cette question de l'autonomie locale agite le P.v.d.a., déborde de sa revue spécialisée « Lokaal Bestuur» jusque dans les colonnes de « Roos in de vuist » (La rose au poing), le bimensuel du Parti — qui n'a plus de quotidien que régional, dans sa forteresse de Rotterdam (« Le peuple libre »). Voilà qui n'étonnera pas : écarté du pouvoir central pendant des décennies (jusqu'à 1939), le P.v.d.a. avait transformé cette très ancienne composante de la démocratie néerlandaise pour faire du pouvoir communal l'axe de sa stratégie politique. A la fin des années 60, les militants de la nouvelle génération engagèrent la relance de ces principes afin de bien établir que les socialistes pouvaient avoir une pratique municipale qui ne soit pas aux ordres de La Haye. Et, avec l'appui des études que leur fournit l'usine à matière grise du Bureau spécialisé de l'Institut W.b.s., ils sont en train maintenant de répandre un peu partout une idée qu'ils estiment simple : « L'autonomie est indissociable d'une distinction claire entre une administration municipale conservatrice et une gestion communale socialiste, la plus proche possible de la population — une forme d'autogestion, peut-être ».

Mais cela est une autre histoire : celle du grand débat à l'échelle d'un continent dans lequel les Néerlandais pensent qu'ils ont quelques petites choses à dire...

SERGE RICHARD

changer la vie culturelle

Cinéma

PASOLINI A AMIENS

La Maison de la Culture d'Amiens consacre un hommage à Pasolini, du 16 au 27 novembre, qui prend l'allure d'un véritable festival. Au programme : « Accatone » (1961), « Mamma Roma » (1962), « L'Evangile selon saint Matthieu » (1964), « Méchants oiseaux, petits oiseaux » (1966), « Œdipe roi » (1967), « Théorème » (1968), « Porcherie » (1969) et « Médée » (1969). Pier Paolo Pasolini est mort il y a un an, dans la nuit du 1er au 2 novembre 1975, assassiné par un adolescent près de la plage d'Ostie. Pourquoi l'enquête sur les circonstances de sa mort n'aboutit-elle pas ? L'homme mort serait-il aussi gênant que le cinéaste vivant ? De toute façon, il n'y aura pas de deuxième mort de Pasolini car, la preuve en est faite à Amiens, rien ne pourra tuer le cinéma de Pasolini.

Théâtre

QUINZAINE DU THEATRE « SEC »

Théâtre « sec » : au Québec l'expression désigne des spectacles d'intervention, courts, mobiles, sans décors ni costumes ni éclairage. Ainsi peuvent-ils être joués partout. Notamment dans les entreprises : n'est-ce pas un vieux rêve ? Un rêve que caressa le Groupe Octobre en plein Front Populaire, qui agita tous les animateurs du théâtre populaire de Jean Vilar à Ariane Mnouchkine, en passant par Peter Brook et Dario Fo. Le théâtre del'Unité entend faire réfléchir sur ce problème : comment mettre en place un théâtre « sec » en France ? Dans ce but il organise une « 1ère quinzaine du théâtre dans l'entreprise ». Au programme : du 22 novembre au 2 décembre, tous les soirs à 20 h 30, à la M.j.c.-Théâtre des 2 Portes (46 rue Louis Lumière, Paris 20e) « Lettres à mon fils » de Catherine de Seynes, par la Compagnie des Quatre chemins. Surtout, toujours à la M.j.c.-Théâtre des 2 Portes, le 3 décembre (de 18 h 30 à 24 h) et le 4 décembre (de 14 h à 24 h) un « Marathon du Théâtre Sec » ; c'est-à-dire des spectacles d'intervention, « d'agit-prop » et de tréteaux par : Azerthiope et le F.b.i., le Théâtre Goblune, les Comédiens Emigrés, la Compagnie du Lierre, le Théâtre Os, la Compagnie des Quatre chemins, le Théâtre en miettes, Tylenchus, le Théâtre de l'Unité, la Troupe 2 et le Théâtre de l'Olivier. Ce même 4 décembre, de 15 h 30 à 18 h, un colloque réunira syndicalistes et professionnels du spectacle sur le thème : « Le théâtre dans l'entreprise ». Faut-il rappeler que la question fut déjà soulevée par Maïakovski ?

GABIN LE MAGNIFIQUE



Quand les responsables du cinéma Olympic décidèrent de mettre sur pied une longue rétrospective sur Jean Gabin, ils ne savaient pas que le 15 novembre 1976, à 6 heures du matin à l'hôpital américain de Neuilly... Mais comment ce feu d'artifice intitulé : « Gabin le magnifique » pourrait-il prendre des allures de couronnes mortuaires ? Gabin est bien trop vivant à travers les 21 classiques du cinéma proposés par l'Olympic. Il y a là : « Zouzou » de Marc Allégret avec Viviane Romance ; « La bandera » de Julien Duvivier avec Anabella ; « Golgotha » avec Edwige Feuillère et Gabin dans le rôle de Ponce Pilate ; « Gueule d'amour » de Jean Grémillon ; « La belle équipe » et « Pépé le Moko », encore de Duvivier ; « La grande illusion » et « La bête humaine » de Jean Renoir ; « Quai des brumes » et « La Marie du port » de Marcel Carné ; un autre extraordinaire Grémillon : « Remorques ». La fin du programme est moins convaincante : « Martin Roumagnac » avec Marlène Dietrich retour d'Hollywood ; « La traversée de Paris » avec Bourvil et de Funès ; « L'air de Paris » avec Arletty et « En cas de malheur » un mauvais Autant-Lara avec Birgitte Bardot. Mais, avec le recul, on s'aperçoit que c'est Gabin qui a sauvé ces mauvaises pellicules du désastre total.

Avant-garde

3 JOURS AVEC LE COLLECTIF CHANGE

Qu'est-ce que le mouvement « Change » ? Qu'est-ce que le collectif « Change » ? Qu'est-ce que le transformationnisme ? Qu'est-ce que la narration nouvelle ? C'est pour répondre à ces questions que la Maison de la Culture à Amiens ouvre ses portes aux gens de « Change » les 23-24 et 25 novembre.

Parmi toutes les interventions de ces trois journées Emmanuele Riva lira « La région centrale » d'Eric Dumont ; Jean Pierre Faye, Jacques Roubaud et une dizaine de leurs amis diront leur « Manifeste parlé » ; des débats sont prévus sur « La peinture et le mouvement Change » et sur « La narration nouvelle » ; des poètes seront là, dont Bernard Noël ; la projection du film des travailleurs du Livre, « Libérez le Parisien », introduira un débat sur l'idéologie et la politique face à l'avant-garde. Ces journées explosives seront prolongées par une exposition qui présentera, jusqu'au 12 décembre, les œuvres de Fromanger, Getzler, Lancri, Matta, Meurice, Parisot, Planet et Titus Carmel.

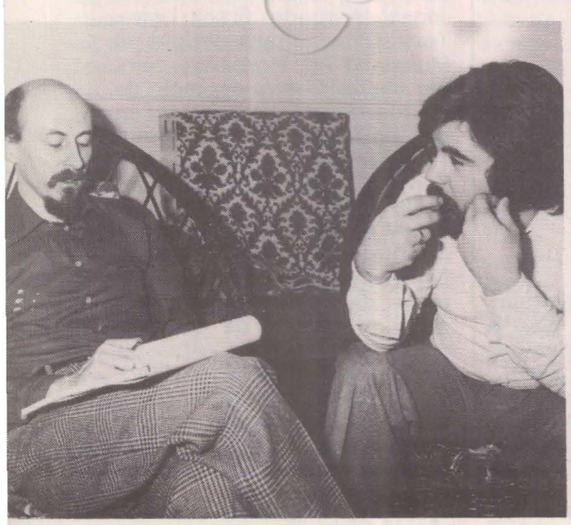
Jazz

A MASSY ET AILLEURS

On se souvient que l'an dernier la venue d'Archie Shepp avait donné un retentissement certain à une Journée internationale du Jazz de Massy. La Journée 76 de Massy rassemblera le 20 novembre : le duo guitare-saxo de Raymond Boni et Claude Bernard, les « Assum » Percussions, Nana Vasconcellos, Ayïb Dieng, Cheik Tidiane Fall, le quartet Philly Jo Jones, le quartet Frank Lowe, Tony Oxley, Frank Wright et Mohamed Ali. Novembre semble d'ailleurs être un mois de prédilection pour le jazz. Qu'on en juge. Steve Lacy est à Paris le 19, au Centre culturel du Marais. Bernard Lubat au Centre Américain de Paris le 23. Le Martial Solal Trio à la Maison de la Culture de Rennes le 24. Transit-Express le 22 au Théâtre Fontaine, dans une remarquable série quotidienne de concerts de 18 h 30. Barney Wilen au Théâtre de Nice le 25. Les Stars of Faith à Pontoise le 26 et Malakoff le 27. Le Free Jazz Workshop de Lyon au Centre américain de Paris le 30.

« 0,55 % DU BUDGET NATIONAL... LA FRANCE, TA CULTURE FOUT LE CAMP ! »

Entretien avec Dominique Quéhec, président de l'Association technique pour l'action culturelle (Atac) et directeur de la Maison de la culture d'Amiens



Sur un air connu on voudrait nous faire chanter : « Tout va très bien, Madame Françoise Giroud... » Eh bien, non, rien ne va. En avril dernier le Syndeac Syndicat national des directeurs des entreprises d'action culturelle, dénonçait « la désinvolture avec laquelle sont traitées les professions du spectacle et de l'action culturelle » et constatait « la même attitude vis-à-vis des autres secteurs de la vie culturelle : le livre, le cinéma, l'audiovisuel, la musique, les arts plastiques ». A cette époque le secrétaire d'Etat à la Culture était Michel Guy. Il se nomme maintenant Françoise Giroud. Et, comme dit la langue populaire, « plus ça change, plus c'est pareil ». Il suffit d'ouvrir les yeux. Les exemples sont multiples. Le cinéma est malade. La télévision ne propose pratiquement plus aucune création originale. Les éditeurs donnent dans le mercantilisme de bazar et la littérature est menacée de mort. Beaubourg, voulu par le Pouvoir, est maintenant désigné comme l'ennemi public numéro un. Les Maisons des jeunes et de la culture se lancent dans une campagne nationale contre l'austérité intitulée « Help », c'est-à-dire « au secours » ! La Fédération des Centres culturels communaux organise une journée d'action — cela se passait le 6 novembre dernier — pour réclamer « les moyens de vivre ». Les subventions des six « Centres dramatiques nationaux pour l'Enfance et la Jeunesse », créés il y a à peine quelques mois, sont gelés sine die. L'Association pour le Jeune Théâtre, rassemblant plus de 100 jeunes troupes, est obligée d'occuper le secrétariat d'Etat à la Culture — le 3 novembre dernier — pour se rappeler au bon souvenir d'un ministre qui ne tient pas les promesses de son prédécesseur. Du côtés des « nantis » (apparemment nantis), de ceux que Françoise Giroud appelle « le Jockey-club de la culture » (sic), ce n'est pas plus brillant : le Grenier de Toulouse s'est vu contraint de renoncer à un de ses spectacles et de licencier une dizaine de personnes ; de nombreuses équipes, faute d'argent, ont dû se mettre en veilleuse de septembre 1976 à janvier 1977 ; la Maison de la Culture de Créteil a été vidée de plus de la moitié de son personnel ; Robert Hossein, directeur du Théâtre populaire de Reims, et José Valverde, directeur du Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, ont donné leur démission pour protester contre le refus de l'Etat de prendre leur travail en considération. Le Théâtre de Nice est au bord de la faillite. Devant une telle situation Françoise Giroud fait des déclarations de salon aux journaux : « La France existe avant tout par sa culture ». Mais elle doit revenir à la dure réalité devant l'Assemblée quand elle défend son budget le 5 novembre : « Je me présente devant vous démunie et chargée de défendre un budget qui met en regard d'un besoin infini des ressources limitées ». Le bel aveu ! Le budget de la culture pour 1977 représente à peine 0,55 % du budget national. Si l'on suit le raisonnement de Françoise Giroud, la France ne doit pas exister beaucoup ! Avec des moyens aussi dérisoires des millions de Français vont encore se trouver exclus du cercle des loisirs et de la culture. A longue échéance, comme le soulignait le député socialiste Charles Josselin, rapporteur du budget de la culture devant l'Assemblée, « c'est tout l'avenir qui est ainsi compromis ». Bientôt la France se distinguera par son absence de culture.

Au sein même des professions culturelles on est parfaitement conscient de ce danger. A Françoise Giroud, Dominique Quéhec répond : « La France, ta culture fout le camp ». Il sait de quoi il parle. Depuis près de 20 ans, il vit l'aventure de l'Action culturelle. Il est sorti de l'Ecole nationale de Strasbourg. Il a travaillé avec les pionniers de la décentralisation dramatique : Hubert Gignoux et Jean Dasté. Il a été comédien et animateur. Il a travaillé dans l'Est et dans l'Ouest, en banlieue et en province, à Toulouse, à Saint-Etienne et à Goussainville. Metteur en scène de théâtre, il est aussi directeur de la Maison de la Culture d'Amiens. Il est surtout président de l'Atac, l'Association technique pour l'Action culturelle, qui regroupe les 134 plus importants établissements culturels du pays. Quand il parle, partant de son expérience personnelle, c'est l'inquiétude, la colère et les difficultés de tous les hommes de culture français qu'il met en avant.

J.-P. L.

« L'UNITE » : Pourquoi et comment devient-on directeur d'une Maison de la Culture ? Dans quel but ?

DOMINIQUE QUEHEC : L'action culturelle en est encore à sa période de défrichage. Il n'y a pas de « cursus honorum », pas de règle ni de filière précise pour devenir directeur d'une Maison de la Culture. Pour chaque directeur c'est un cas d'espèce, une aventure personnelle. La mienne, je crois, se comprend assez bien. Formé comme comédien, devenu animateur sur le terrain, metteur en scène, ayant vécu une période pionnière où le théâtre prévalait sur tout, je me suis un beau jour trouvé affronté à une réalité nouvelle : le théâtre de Goussainville, planté au cœur d'une commune dortoir, au beau milieu de la banlieue ouvrière. Là, pour mener un travail en profondeur, j'ai dû me colleter avec d'autres disciplines que le théâtre. Là je me suis posé la question : pourquoi le théâtre serait-il l'unique outil de l'action culturelle ? La réalité m'a obligé à m'interroger dans ce sens. Et à me rendre compte que tenir le seul discours théâtral à une population revenait à s'enfermer dans un ghetto, à se condamner à ne toucher que des couches réduites et privilégiées du public potentiel. Il fallait dépasser ce piétinement. Il fallait que le théâtre redevienne ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être : un carrefour, un lieu de rencontres entre des disciplines artistiques différentes. A ce stade de réflexion, les maisons de la culture m'ont intéressé. Non qu'elles soient une panacée ou un modèle définitif. Non que le projet de Malraux soit sans faille. Mais j'appréhende les M.c. comme des instruments où devraient pouvoir se faire la circulation et la confrontation de toutes les pratiques artistiques. Je n'entends pas par là une tour de Babel où toutes les spécialités seraient purement et simplement juxtaposées. J'entends un mélange explosif où, pour prendre un langage mathématique, le tout serait plus que l'ensemble des parties. Une M.c. devrait être un lieu d'osmose, de bouillonnement incessant, d'enrichissement permanent de tous les secteurs de la culture les uns par les autres. Dans quel but ? Dans le seul but de répondre aux besoins — étouffés ou exprimés — du public, c'est-à-dire de la population d'une cité ou d'un département. Expliciter ce but dans le détail revient à définir la mission des établissements culturels.

— Définissez donc. Quel serait le rôle d'une M.c. idéale, d'une M.c. sans problèmes financiers ?

— Les M.c. ont souvent été invectivées ou mythifiées. Terrorisme ou idéalisme, dans les deux cas cela relève d'une profonde méconnaissance de la réalité. Ce qui est assez normal : les M.c. sont en constante recherche, en constante évolution ; dans l'état ac-



tuel des choses elles en sont encore au stade expérimental. Cette métamorphose galopante gêne ceux qui aiment à simplifier en mettant des étiquettes définitives. De quelle étiquette affubler une M.c. ? Elle tient à la fois d'un théâtre, d'un musée, d'un atelier, d'une école, d'une université populaire et même d'une place publique. Selon les lieux, selon le contexte politique, selon les méthodes de ceux qui l'animent, tel ou tel aspect se trouve momentanément souligné.

Au début de leur existence les M.c. ont souvent été prises pour des théâtre municipaux bis ou des super-casinos subventionnés. D'où de graves malentendus et toutes sortes de pressions. Je suis arrivé à Amiens en 1971. La M.c. d'Amiens fête ses 10 ans en 1976. Avant mon arrivée, mon prédécesseur, Philippe Thiry, a dû se battre contre nombre d'ingérences et supporter que la maison soit le lieu de rendez-vous des « happy few » locaux qui venaient déguster des moments à eux seuls réservés — du moins le pensaient-ils. En 1971, à mon arrivée, une liste d'union de la gauche venait d'enlever la mairie d'Amiens. Pour les élus et pour moi la question s'est posée : que faire d'une M.c. ? A quoi sert une M.c ? Nous sommes tombés d'accord sur la première réponse à apporter : il fallait briser le cercle où la M.c. se trouvait enfermé. Cela tenait à des conditions historiques et sociales objectives, parfaitement analysables, des conditions créées par la classe dominante dans l'intention d'empêcher la majorité du peuple d'accéder aux richesses culturelles. Le rôle d'une M.c. m'apparaît clairement : un outil qui doit tenter de remédier à cet état de fait. La mission idéale d'une M.c. c'est cela : rendre la culture — patrimoine et créations contemporaines mêlés — à tous. Reste à trouver les méthodes de cette démarche ambitieuse.

— Oui, comment, avec seulement quelques établissements culturels disséminés à travers le territoire, mener à bien une tâche aussi ardue ? Comment remonter en quelques années le terrain perdu pendant des siècles ?

— Il n'existe évidemment pas de recettes toutes faites. Il y a seulement les leçons que l'on prend sur le terrain, les priorités qui s'imposent peu à peu et les conclusions qu'on en tire au fur et à mesure. Seule l'expérience est significative. Je ne peux parler sérieusement qu'à partir de mon aventure à Amiens. Pour briser l'isolement d'une M.c. il faut « déclencher quelque chose », c'est-à-dire sensibiliser les gens, les amener à des centres d'intérêt qu'ils n'avaient jamais entrevus. Pour ce faire il y a un moyen connu : mobiliser autour d'un événement de grande ampleur, grâce à un lent travail têtu de contacts, d'informations, de médiations. Mais c'est insuffisant : si l'on veut que le travail de la M.c. laisse des traces, il ne suffit pas de faire venir les gens « dans le temple », à l'intérieur des murs de la M.c. Il faut sortir des murs, il faut aller à la périphérie, rencontrer les gens dans leur quartier, dans leur commune, dans leur entreprise, dans leur école. De façon à tisser un faisceau de besoins et d'interrogations. A chacun de revendiquer et choisir une action spécifique. Une M.c., en fait, doit jouer un rôle d'impulseur, d'étincelle. Elle doit mettre le feu aux poudres, créer une dynamique. Puis s'effacer. Car elle n'a pas à se substituer à tous les organismes, tous les établissements, toutes les associations qui naissent de l'appel d'air qu'elle crée. Une M.c. doit révéler les besoins. Il ne lui appartient pas de les couvrir tous. Pour ce faire une M.c. en vient à mener des opérations de commando. Après son passage cela doit « fermenter ».

C'est ce que j'ai essayé de faire à Amiens, dans la mesure de nos moyens... Par exemple, pendant un mois, nous avons joué « L'Autruche et la Salomé » d'Anne Perry-Bouquet, mise en scène par Pierre-Etienne Heymann, dans le département de la Somme. Bien avant la représentation nous avions noué des liens avec les collectivités : le metteur en scène et les comédiens étaient allés parler du spectacle, lire la pièce. Le spectacle ne durait qu'une heure, mais la discussion qui suivait dépassait volontiers les deux heures. Autour du sujet de la pièce : la sélection scolaire. Ainsi l'action de la M.c. révélait les tensions et les conflits de la cité. Ainsi le « culturel » embrayait directement sur la vie quotidienne des gens. Autre exemple : nous avions passé des conventions annuelles avec certaines communes rurales du département. Contre un contrat disons de 10 000 F nous rendions un certain nombre de services : spectacles, animations, etc. Ces 10 000 F représentaient le prix coûtant exact, sans bénéfice, de l'opération. A chaque contrat signé, les frais généraux étaient couverts par la parité de l'Etat qui, de son côté, donnait 10 000 F de subvention. L'Etat a vite cessé cette pratique, nous avons dû arrêter notre travail avec les communes. C'est tout le problème : est-ce que l'Etat est prêt à financer un travail en profondeur des établissements culturels ? Nous connaissons la réponse actuelle : C'est non.

— Vous venez de citer des exemples d'animation. Mais la création ? C'est un débat important : la création a-t-elle une place dans l'action culturelle ? Si oui, doit-elle être prépondérante ?

— Animation et création doivent aller de front. A Amiens, j'ai essayé de donner plusieurs directions à l'animation. Les exemples que j'ai donnés précédemment en indiquent une : la décentralisation, l'intervention extra-muros. Il y en a trois autres : le travail en milieu scolaire, le travail en liaison avec l'Université et ce que j'appelle « les cycles ». L'intervention en milieu scolaire et universitaire est d'un double intérêt que tout le monde peut comprendre immédiatement : former un public nouveau, informé et exigeant ; permettre aux enfants des classes défavorisées d'échapper à l'ancestrale ségrégation culturelle. Le système des cycles est moins évident et moins pratiqué. Il consiste à faire vivre la ville et le public pendant un ou deux mois autour d'un thème

→

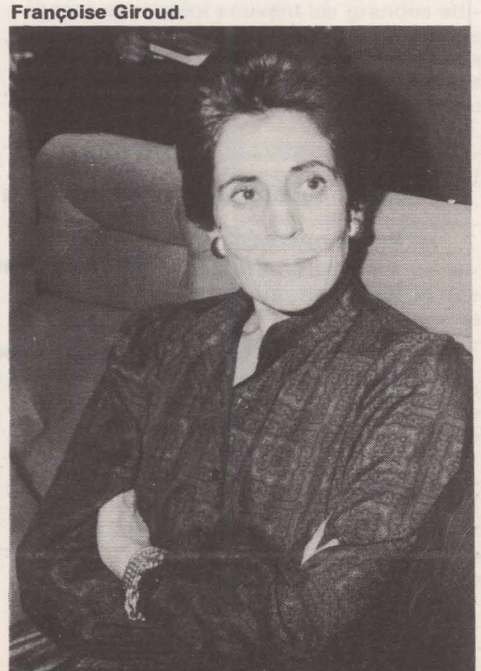


Expositions et débat à la Maison de la culture d'Amiens.





Françoise Giroud.



donné. C'est ainsi que nous avons mis en place les cycles suivants : les journées de l'information, les journées nationales du sport, l'Afrique, la folie, la jeunesse, etc. On traite du thème tous azimuts : à travers le théâtre, les expositions, le cinéma, la chanson, la musique et, surtout, un grand débat. Ce débat a l'avantage de faire se rencontrer spécialistes et grand public, loin de toute vulgarisation réductrice, d'obliger les deux parties à faire l'effort de communiquer et de se comprendre. Car une M.c. doit aussi être cela : un laboratoire de l'exercice des droits civiques. Cela aussi c'est la culture.

Mais que signifierait tout cet enrichissement hors de la plus claire marque de l'humain : la création. Il ne peut pas y avoir de M.c. sans création, sans créateurs. Il y faut des créateurs de toutes sortes, pas seulement des hommes de théâtre comme ce fut le cas au début. Il y faut des plasticiens, des musiciens, des écrivains, des hommes de l'image, etc. C'est ce que j'ai essayé de développer et de mettre en place systématiquement à Amiens.

Et c'est cela dont les pouvoirs publics ne veulent manifestement pas dans certains cas. On l'a bien senti quand ils ont commencé à nommer à la tête des M.c. non plus des créateurs mais des administrateurs-gestionnaires. Comment un animateur-coordinateur des activités d'une M.c. peut-il se « ressourcer », progresser, se remettre en question, s'il est coupé du moteur de l'action culturelle : la création ? S'il n'a pas dans son équipe des créateurs ?

Dans le temps où il s'est mis à nommer des administrateurs à la tête des M.c. le ministère a cessé d'augmenter les moyens financiers des établissements. Conséquences : face à l'érosion monétaire et à l'augmentation galopante des coûts, les budgets des M.c. sont de plus en plus consacrés à des charges fixes (entretien, fonctionnement, salaires) et la part de l'animation et de la création se rétrécit au fil des ans comme une peau de chagrin. Nomination de gestionnaires non créateurs et restrictions budgétaires relèvent d'une politique délibérée : faire des M.c. des plates-formes anonymes de diffusion, de grands distributeurs automatiques de produits culturels frelatés. Mener à son comble le paupérisme quand on sait que la création coûte cher, revient à étrangler de sang-froid les M.c. On peut dire que ce qui arrive aux M.c., tuées en plein vol, est le symbole de la politique menée par la Ve République après Malraux : une liquidation des acquis culturels qui mènera immanquablement au dépérissement total. La France, ta culture fout le camp !

— Vous voulez dire que même la personnalité de Françoise Giroud ne réussit pas à éclaircir l'horizon et à chasser les nuages ?

— Un changement de ministre intervient à un moment donné. Il serait inutile de se cristalliser sur sa personnalité, sur sa bonne ou sa mauvaise volonté. La situation culturelle d'un pays ne se juge pas à partir des intentions — bonnes ou mauvaises — du ministre de la Culture. Elle se juge à partir de chiffres qui révèlent des choix politiques et budgétaires.

Aujourd'hui, en France, le budget de la Culture est de 0,55 % du budget national. Même le ministre reconnaît que en dessous de 1 % on ne peut rien faire d'efficace. Les faits le prouvent : on nous promet un effort pour les M.c. en 1977 ; mais, à côté de cela, la pauvreté perdure, les blocages demeurent tant pour l'action culturelle en direction de l'enfance que pour les compagnies dramatiques ; mais nombre de créateurs virtuels de grande importance sont réduits au silence. Alors ?

Françoise Giroud a raison de dire que, pendant longtemps, la place culturelle de la France dans le monde a été un exemple. Mais ce n'est plus vrai. Au temps de la monarchie — régime politique pour lequel je n'éprouve aucune sympathie — à certaines époques, les souverains ont soutenu d'éminents créateurs. Ce n'est même plus vrai. L'actuel président de la République n'accorde même pas à la culture l'importance que lui accordait Louis XIV. Dans son livre « Démocratie française», il n'écrit pas le mot culture. Interrogée à ce sujet, Françoise Giroud a déclaré qu'elle le déplorait. Et nous donc ! Cela doit sous-entendre que la promise « société libérale avancée » entend avancer sans la culture... Dans ce cas ne soyons pas surpris qu'un député de la majorité présidentielle soit appelé à montrer du doigt l'état consternant de la télévision.

Il faut alerter l'opinion sur ce problème : en France la culture est considérée comme superflue alors qu'elle est nécessaire ! J'en veux pour preuve une récente étude de l'Unesco qui démontre, à l'échelle mondiale, qu'une régression culturelle est toujours annonciatrice d'un recul dans d'autres secteurs, dans le secteur scientifique notamment. Il faut que l'opinion le sache : un recul de la vie culturelle d'un pays est le signe d'un recul de société qui s'amorce. Est-ce ce que l'opinion souhaite ? La situation culturelle actuelle de la France est inacceptable. Pas un Français à qui on en expliquerait la gravité ne l'accepterait.

Je me souviens d'un candidat à la présidence de la République qui, en 1974, dans une lettre à l'Atac, assurait les professionnels de l'action culturelle qu'il voulait faire de la France un grand pays doté d'une grande politique culturelle. Le candidat est maintenant président. Il a manifestement oublié ses promesses...

Propos recueillis par
JEAN-PAUL LIEGEOIS

BULLETIN D'ABONNEMENT
A RETOURNER
41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

- ▶ abonnement d'un an (130 F) **avec en cadeau le livre de Piem** ☐
- ▶ abonnement de six mois (75 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Robert Butheau, Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi-Backmann, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : René Skoblinsky, 12 Cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

LES MEMOIRES D'UNE FEMME FIDELE

Simone Signoret est une femme fidèle. A l'égard des autres comme à l'égard de soi. Pour l'homme qu'elle aime tant qu'elle l'aime, pour les idées auxquelles elle croit tant qu'elle y croit.



Pourquoi et pour qui écrire des souvenirs ? Jadis, on parlait de « mémoires », y compris chez la comtesse de Ségur qui en prêta à un âne à la délicieuse purée de fraises et de crème que des enfants apprirent à connaître et à aimer par cette lecture. Les souvenirs font plus intimes, moins cérémonieux. Et puis, qui aurait l'idée d'écrire sur un monument funéraire, à la place de l'habituel in memoriam, un quelconque élément de la conjugaison de « subvenire », verbe latin transmuté en substantif ? Ce qui vient à l'esprit. Ou ce qui y revient, comme un goût, ou une odeur. un parfum ou un relent, selon le côté agréable ou désagréable de la chose. En tout cas, jamais cette recherche systématique et volontaire qui fait des mémoires tantôt une démonstration, tantôt un plaidoyer. Au contraire, un désir de spontanéité.

Donc, Simone Signoret vient de publier des souvenirs et non des mémoires. La mode n'en est pas récente, elle prend seulement un peu plus de vigueur dans la mesure où le grand désarroi de l'édition rend souvent plus commercialement acceptable le témoignage sous toutes ses formes que l'œuvre élaborée dans le cadre de règles que plus personne ne connaît. J'imagine — ce n'est pas dit — que quelqu'un a lancé un jour l'idée : tu devrais, Simone, ou vous devriez, Madame, raconter vos souvenirs. J'ai cru comprendre que cela ne s'était pas fait sans difficultés et que pour passer de l'enregistrement des bavardages au texte écrit, il fallut plus que de l'effort.

Le résultat est un assez gros bouquin qui se lit d'un trait. Parce que la personne concernée est un caractère. Mais on le savait déjà, ou bien on l'avait deviné. En avoir la confirmation n'ajoute rien à la gloire acquise de l'intéressée et la préserve seulement, pour partie, des bêtises qu'on écrira sur elle ultérieurement. En revanche, la fraîcheur, voilà ce qui compte et qui n'était pas évident chez une femme que les rôles à elle accordés, tant par son art que par ce que l'information voulait bien donner de sa vie, ne présentaient pas comme un modèle de limpidité.

Or la voilà qui apparaît bien dans sa peau, exprimant des sentiments naturels avec beaucoup de naturel, présente par une simplicité spontanée. Miracle du comédien qui n'est longtemps — et parfois à tout jamais — qu'une image et l'image s'anime enfin par elle-même pour elle-même ! Et qui le fait au-delà des détails biographiques, auxquels il ne faut d'ailleurs pas attacher plus d'importance qu'ils n'en ont, parce que, finalement, ils sont ceux de tout le monde.

Une petite fille unique de la petite bourgeoisie de l'Ouest parisien — l'Ouest est plus chic et les petites filles de la petite bourgeoisie font les actrices de cinéma et les révolutionnaires de Mai 68 — quoi de plus banal aujourd'hui ? On peut aborder la question avec des accents pseudo-tragiques et découvrir des déclassés. On peut accepter le fait, sans plus. Il reste un être humain, de sexe féminin, qui a dû se débrouiller dans la vie à la suite d'événements inscrits dans l'Histoire et qui, avant de devenir des sujets de thèse, ont été pour des dizaines de millions de gens l'obligatoire occasion de découvrir que l'essentiel était de savoir comment survivre. Simone Signoret appartient à cette génération qui a passé les plus belles années de sa vie — c'est ainsi qu'on décrit les vingt ans — pendant une Deuxième Guerre mondiale que les dix millions de morts de la première n'avaient pu éviter. De la petite fille unique et de la jeune femme confrontée avec l'Histoire est sorti un être généreux et c'est bien le plus grand bonheur qu'on puisse attendre du malheur.

J'aime l'anecdote qui a frappé la petite fille : celle d'une mère qui allait rendre une brosse à dents parce qu'elle découvrait l'inscription made in Japan et qu'il lui était insupportable d'assurer son hygiène avec la production d'un pays fasciste. Les petites choses expriment souvent les grandes attitudes, même si tout le monde n'a pas résisté à l'attirance des plages espagnoles sous Franco. J'aime aussi que, quelques années plus tard, la petite fille devenue adulte ait pu demander à son père — et obtenu de lui, alors qu'il était juif et combattant de la première heure de la France libre — le dépôt d'un recours en grâce en faveur de Luchaire, grand patron de la presse de la collaboration. J'aime parce que les deux faits me paraissent situer l'attitude constante de Simone Signoret : une grande rigueur et une grande humanité, à la base d'une espèce d'honnêteté intellectuelle, morale et affective assez peu commune.

Car la fraîcheur n'est pas mièvre. Elle ne s'accompagne pas des demi-mesures. Elle ne se complique pas de compromis, qu'ils soient ceux de la facilité ou ceux propres aux esprits torturés. Puisqu'il s'agit de souvenirs, la vie privée n'est pas absente : on voit comment Simone quitte Yves Allégret pour

→

A LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES DE PARIS, VOUS TROUVEREZ

150 modèles vitrés SUPERPOSABLES - JUXTAPOSABLES ACCORDABLES - ÉTROITS - LARGES • **100 combinaisons d'assemblage** PAR SIMPLE POSE ET SANS FIXATION

PRIX IMBATTABLES

— INSTALLEZ-VOUS ULTRA RAPIDEMENT —



STANDARD 5 RAYONS
Ht 144 - Larg. 78
Prof. 20



TOUS FORMATS
Ht 195 - Larg. 94
Prof. 30/20



GRANDE LARGEUR
Ht 195 - Larg. 154
Prof. 38/25



BIBLIOTHEQUE-SECRETAIRE
Ht 222 - Larg. 94
Prof. 30/20

BIBLIOTHEQUES STANDARD VITREES

7 HAUTEURS de 64 à 224 cm
4 LARGEURS : 64 - 78 - 94 - 126 cm
2 PROFONDEURS :

20 et **25** cm



Prof. utile 16,5 ou 21,5 cm
Hauteur utile entre les rayons 25 cm

BIBLIOTHEQUES GRANDE PROFONDEUR

Spécialement conçues pour servir de base à tous nos modèles standard ou pour très gros volumes, encyclopédies, livres d'art, disques, etc

5 HAUTEURS de 83 à 222 cm
4 LARGEURS : 64 - 78 - 94 - 126 cm
2 PROFONDEURS :

30 et **38** cm



Prof. utile : 26,5 ou 34,5 cm - Hauteur utile entre les rayons du bas : 36 cm - autres : 33

MODELE DE JUXTAPOSITION ET DE SUPERPOSITION



Comment SUPERPOSER :
Tous nos modèles de mêmes largeurs, de profondeurs et hauteurs différentes peuvent être posés l'un sur l'autre sans aucune fixation.

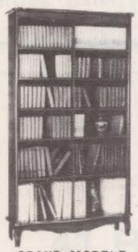
Comment JUXTAPOSER :
Tous nos modèles de mêmes profondeurs, mais de hauteurs et largeurs différentes peuvent être juxtaposés sans aucune fixation.

MODELES STANDARD : Etagères en multipli, montants en aggloméré bois, placage acajou traité ébénisterie, vernis cellulosique satiné, teinte acajou s'harmonisant avec tous les styles. Fonds contre-plaqué. Vitres coulissantes avec onglets, bords doucis. Stabilité garantie. Nombreux accessoires. — Sur demande, nos modèles standard peuvent être livrés en d'autres essences de bois : Afromasia, Chêne, Sapelli, Merisier, en teintes naturelles ou foncées. En bois brut à tapisser ou à peindre. En stratifié blanc (non vitrés). Montage facile.

SPÉCIALITÉ DE RUSTIQUES VITRÉES

SUPERPOSABLES

Teinte noyer. Frontons, dessus et socles débordants avec moulures de style en bois massif



GRAND MODELE RUSTIQUE
Ht 208 - Larg. 116
Prof. 33



BIBLIOTHEQUE RUSTIQ. TOUS FORMATS
Ht 205 - Larg. 94
Prof. 42/30

JUXTAPOSABLES



Comment juxtaposer tous nos modèles rustiques



JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES GRANDE PROFONDEUR
Ht 203 - Larg. de l'ensemble 242 - Prof. 42

MODÈLES CONTEMPORAINS

réalisés en PROFILE ALUMINIUM ANODISE BROSSE et en stratifié blanc ou noir assemblage très facile grâce au brevet français A.T.X.

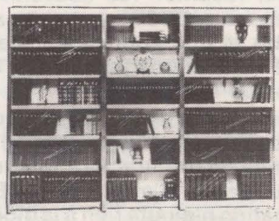
2 Hauteurs : 200 cm et 245 cm - 2 couleurs : blanc ou noir - juxtaposables



78 cm de large
cont. 130 vol. Club
ou 90 gros vol.
(modèle vitré)



94 cm de large
cont. 150 vol. Club
ou 105 gros vol.



Juxtaposition de modèles
" Profilé Alu "

Ces modèles sont livrés non vitrés, mais peuvent néanmoins, grâce au brevet A.T.X., être équipés de portes en verre ou en parsol bronzé de 6 mm d'épaisseur, qui coulissent dans des traverses spéciales pour être placées à n'importe quel endroit de la bibliothèque.

Visitez nos expositions

PARIS 75014 - 61, rue Froidevaux

Magasins ouverts tous les jours, même le samedi de 9 h à 19 h

Métro : Gaîté - Raspail - Edgar Quinet - Autobus : 28-38-58-68

***AMIENS,** 3, r. des Chaudronniers
BORDEAUX, 10, rue Bouffard
CLERMONT-FD, 22, rue Georges Clemenceau
***GRENOBLE,** 59, r. Saint-Laurent
***LILLE,** 88, rue Esquermoise
LYON, 9, rue de la République
***MARSEILLE,** 109, rue Paradis
***MONTPELLIER,** 8, rue Sérane
***NANTES,** 16, rue Gambetta
***NICE,** 8, rue de la Boucherie
****RENNES,** 18, quai Emile-Zola
***STRASBOURG,** 11, av. Général de Gaulle (Esplanade)
TOULOUSE, 2-3, quai de la Daurade
****TOURS,** 5, rue Henri Barbusse (près des Halles)

(* sauf le lundi matin ** sauf le lundi)

ATP 630

BON POUR UN CATALOGUE GRATUIT

Veuillez m'envoyer sans engagement votre CATALOGUE BIBLIOTHÈQUE VITRÉES *contenant tous détails, hauteur, largeur, profondeur, bois, contenance, prix, demande de devis, etc.*

UN 01

M _____

à _____

ou par téléphone 633.73.33

Répondeur automatique 24 h. sur 24

LES MEMOIRES D'UNE FEMME FIDELE

Yves Montand, pleurant — elle pleure beaucoup, sans honte — du mal qu'elle fait à l'homme qui continue à l'aimer sans pour autant paraître un seul instant être capable de renoncer au choix qu'elle vient de constater. Pas plus qu'elle n'hésite devant les moments où elle s'est sentie moche : il y a une histoire d'une « cousine de Bratislava » racontée avec une sorte d'humour grinçant cachant mal les larmes. Les héros d'Homère et ceux du romantisme avaient, eux aussi, souvent les yeux aveuglés du flot produit par leurs glandes lacrymales.

Au bout du compte, la petite fille, qui aurait pu rester dans le cocon, n'a pas été neutre. Jamais. Les tribulations du couple Signoret-Montand ont fait les bonheurs de la presse, plus par ses engagements politiques que par ses péripéties conjugales, « l'affaire » Marylin Monroe ayant fait assez rapidement long feu. Et les souvenirs de Simone Signoret sont largement dominés par l'aspect politique des choses.

C'est bien là où elle pouvait être attendue. Elle le sait, parce que sa fraîcheur n'est pas naïve. Avec son mari, elle fut des meilleurs compagnons de route du communisme alors qu'il était dominé par le stalinisme. Le paradoxe est que le communisme n'eut jamais autant de compagnons de route qu'à cette époque. Il faudra bien un jour chercher à mieux comprendre pourquoi. En tout cas, nous avons eu, depuis quelques années, de nombreux témoignages de militants communistes sur cette période. Ce sont des témoignages inégaux, notamment lorsque les intéressés ont conservé au moins du stalinisme cette manie de la certitude qui les rend aussi assurés de leur attitude actuelle qu'ils l'avaient été de celle d'hier. Mais dans la mesure où il n'est plus intolérable de dire aujourd'hui qu'entre l'hitlérisme et le stalinisme, s'il y avait différence de doctrines et de circonstances, il n'y eut pas différence de nature, le problème de l'adhésion inconditionnelle aux faits et à la justification qui en était donnée reste posé, notamment pour les intellectuels. Les souvenirs de Simone Signoret deviennent un nouveau témoignage qui a le mérite de ne pas trop ressembler à un plaidoyer, même lorsqu'elle raconte l'assez stupéfiant repas auquel elle participa avec Montand en 1956 à Moscou, à l'invitation de Khrouchtchev, qui lui affirma que seize millions de Soviétiques étaient morts dans les camps staliniens, ce qui, en quantité, battait largement les résultats des camps nazis.

On comprend que de telles révélations sont dures à avaler, même pour un compagnon de route. Qu'elles sont des leçons terribles. Qu'elles entraînent, dans une âme droite, des refus et des sévérités. Simone Signoret n'est pas tendre pour Louis Aragon, c'est le moins qu'on puisse en dire : on voit bien que, pour elle, il ne pouvait en être autrement.

J'ai parlé de Montand. Il faut bien en venir à lui, tout en prévenant : ce ne sont pas des souvenirs sur Montand que le lecteur trouvera dans ce livre. Mais il est toujours présent. Couple parfait, idéal ? Qu'est-ce que cela veut dire ? Comme elle le note elle-même, dans une formule d'une lucidité abrupte définissant mieux que tous les discours une des différences actuelles entre la condition féminine et la condition masculine, ils vivent ensemble lui son mûrissement, elle son vieillissement. Elle l'aime, elle le sait, c'est tout.

La fidélité. A l'égard des autres comme à l'égard de soi. Simone Signoret est une femme fidèle, pour l'homme qu'elle aime tant qu'elle l'aime, pour les idées auxquelles elle croit tant qu'elle y croit, pour la femme qu'elle est. Si elle cessait d'être fidèle, elle ne pourrait plus se supporter.

GEORGES FRAMERIES

Simone Signoret : « La nostalgie n'est plus ce qu'elle était », Editions du Seuil.

N.b. : Pour la petite histoire, le titre de ce livre a été, selon l'auteur, trouvé dans un immeuble new-yorkais, sous forme de graffiti. « Avec une certaine hypocrisie, écrit Simone Signoret, j'ai joué sur les mots mémoire et nostalgie ». C'est bien pourquoi le mot « souvenir » paraît plus juste, parce que exprimant encore plus profondément ce que notre mémoire a de subjectif et qui, par conséquent, ne se partage pas.

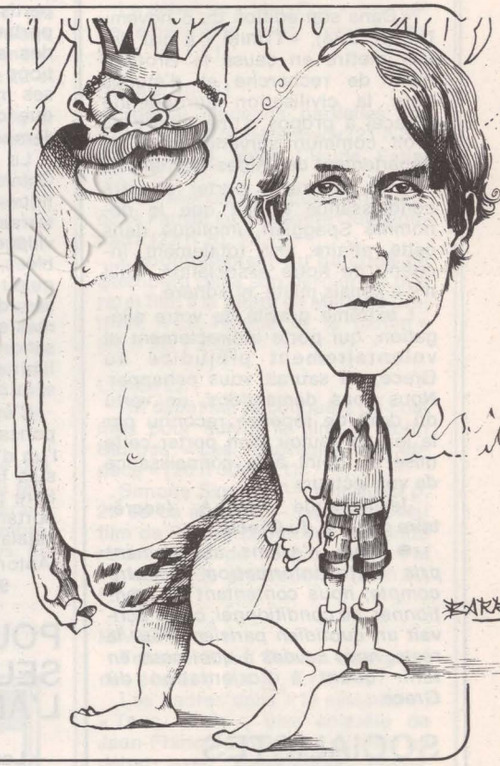
Goncourt
UN BON ELEVE

Les Goncourt ont couronné « Les flamboyants » de Patrick Grainville, présenté comme un jeune professeur de lettres. Profession tout à fait respectable, mais qui ne prédispose pas obligatoirement à la création littéraire. C'est bien pourquoi le lecteur qui a « bénéficié » lui aussi d'une formation « littéraire » aura tendance à se demander souvent où il avait déjà lu ça quelque part. Chez Flaubert ? Dans un sonnet de Hérédia ? Moréas avec nous...

Le modernisme de l'histoire est lui-même suspect. Le roi « fou » a trop d'aventures à la Dada (le chef de l'Etat ougandais, pas l'écrivain fondateur du dadaïsme). La grande presse a souvent été la source de l'inspiration romanesque, ce qui fait que la remarque n'est qu'une constatation. Mais quand même. ..

De toute façon, les Goncourt ont bien agi : il fallait enfin défendre le beau langage, après tant d'errements. Au nom de la réforme Haby et du combat contre le franglais. Queneau est mort, vive un classicisme qui ignore les crocheteurs des halles du XXe siècle. La mention portée sur le livret scolaire du professeur Grainville sera donc : élève appliqué.

G. F.



Pour offrir :

MICROSCOPES

*

Lunettes Astronomiques

*

JUMELLES

*

Longues-Vues

*

Ets CERF
20, Quai de la Mégisserie
PARIS (1er)
Tél. 233.54.42

Nos lecteurs ont la parole

A PROPOS DE SPAGGIARI

« Dans son édition du 5 novembre (n° 224), « l'Unité » a cru devoir mettre en cause le Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (Grece) à propos d'une affaire de droit commun survenue dans le département des Alpes-Maritimes.

Nous tenons à porter à votre connaissance le fait que le dénommé Spaggiari, impliqué dans cette affaire, est totalement inconnu de notre association, qu'il n'y a jamais milité, ni adhéré.

L'extrême gravité de votre allégation, qui porte indirectement et volontairement préjudice au Grece, ne saurait vous échapper. Nous vous demandons, en vertu du droit de réponse reconnu par la loi, de vouloir bien porter cette mise au point à la connaissance de vos lecteurs ».

Jean-Claude VALLA, (secrétaire général du Grece).

● *Nous n'avions aucunement pris cette information à notre compte, nous contentant de mentionner, au conditionnel, ce qu'écrivait un quotidien parisien. Pour le reste, nous savons à quoi nous en tenir quant à l'orientation du Grece...*

SOCIALISTES CATALANS

« Militante à la section du P.s. de Nozay (Essonne) et fille de militant socialiste catalan, j'ai lu avec intérêt l'article de « l'Unité » (n° 223) consacré aux socialistes espagnols et je tiens à apporter une rectification à l'article de Daniel Taber. Il est vrai, en effet, que les socialistes catalans sont regroupés dans un Conseil de forces politiques, qui englobe les grandes tendances de l'opposition.

Mais il est juste de préciser qu'avant la réunion du 30 octobre un premier Parti socialiste de Catalogne a vu le jour au mois de mai 1976, mise au point terminologique découlant de l'audience et de l'espace politique qu'occupait l'ex-Regroupement des forces démocratiques et socialistes de Catalogne. Celui-ci regroupait les diverses tendances socialistes — membres de la C.n.t, de l'Esquerra Republicana, des socialistes chrétiens, aussi — et était issu d'un mouvement né en France pendant les longues années d'exil, le Moviment socialista de Catalunya, dont une des grandes figures fut Manuel Serra i Moret.

Ce jeune P.s. de Catalogne se réclame des principes de l'Internationale socialiste au sein de laquelle il adhérerait, n'eût été le fait que celle-ci n'accepte que la représentation d'un seul P.s. par nation, ici le Psoe. En revanche, le tout récent P.s.c. de Raventos se réclame, lui, de la Fédération des partis socialistes. Il me paraît important de clarifier, dans l'esprit des socialistes français, des notions qui peuvent paraître confuses mais constituent le fait politique quotidien du combat vers la démocratie en Espagne...

Le premier Parti socialiste de Catalogne occupe un espace politique par sa présence, tant sur le terrain, au niveau des villes et des villages catalans par des assemblées, des meetings, des réunions, qu'au niveau national par ses prises de position fermes et réitérées sur l'autonomie et la fédéralisation de la Catalogne comme préliminaire à toute discussion, qu'il sera difficile de lui reprendre.

C'est en accord avec les responsables du P.s.c. et notamment l'un d'eux, Joseph Pallach, dont je suis la fille, que je tenais à vous faire part de cette rectification importante aux yeux des socialistes catalans ».

(Antonia GELLY, née PALLACH, 91620 Nozay-la-Ville-du-Bois).

POURQUOI SEULEMENT L'ANGLAIS ?

« Lecteurs assidus de « l'Unité , sympathisants de votre parti, nous avons recours à vous pour vous signaler certaines incohérences dans le système actuel et les conséquences pénibles qui en découlent pour des jeunes, d'autant plus ressenties en cette période de crise.

D'abord en ce qui concerne les programmes : dès le C.m.2, à l'école élémentaire, des circulaires ont été distribuées aux enfants (cela en 1967). Les parents étaient encouragés à réfléchir sur le choix des langues étrangères et à ne pas obligatoirement inscrire leurs enfants à l'anglais, dont les classes étaient surchargées : 40 ou 45 élèves, c'était courant. Un appel était fait en faveur de l'espagnol, aussi important, parlé par x millions d'habitants, aux Etats-Unis, en Amérique du sud, à l'Onu, etc. Des classes aux effectifs raisonnables permettraient de bons résultats.

Notre fils et d'autres jeunes ont parfaitement réussi.

Victimes de notre confiance, nous nous heurtons à un fameux obstacle: pour l'admission aux I.u.t., seule langue exigée : l'anglais. Bon prétexte pour éliminer au départ. Notes de mathématiques, de sciences, bonnes. Excellentes références du proviseur. Peu importe.

Pour d'autres concours à envisager : marine marchande par exemple, seule langue exigée : l'anglais.

En 1976, n'est-ce pas aberrant ? Dans le monde de la marine, de l'aviation, des sciences, du sport, etc. toutes les races se côtoient. Parler l'espagnol ou le russe plutôt que l'anglais diminue-t-il les qualités scientifiques, ?

(Marthe et Robert SANSON, 27400 Louviers)

POUR UNE RUBRIQUE D'ECHECS

« Je propose d'instaurer une rubrique Echecs dans « l'Unité ». Le jeu d'échecs a connu un épanouissement considérable dans les pays occidentaux à la suite du match au sommet Fischer-Spassky, en 1972. De nombreux journaux et périodiques ont une rubrique hebdomadaire consacrée aux échecs. En tant qu'abonné à « l'Unité », je me réjouis d'y trouver des articles ou des comptes rendus consacrés aux spectacles et aux variétés. Une rubrique d'échecs serait une bonne occasion d'élargir ce cadre.

Comme je suis militant au Parti socialiste depuis la rentrée, que je suis champion d'Alsace d'échecs en titre (l'Alsace est la deuxième région de France pour les échecs) et que je dispose d'une documentation échéquienne abondante, je pose ma candidature. Cette rubrique pourrait consister en une partie commentée, avec éventuellement des réflexions sur le style et la carrière des deux adversaires. »

(Nicolas NITSCH, 67000 Strasbourg)

● *Plusieurs suggestions analogues nous ont été faites concernant une éventuelle rubrique d'échecs ou de mots croisés. Nous posons la question à nos lecteurs. S'ils sont assez nombreux à nous répondre qu'ils souhaitent voir de telles rubriques dans l'« Unité », nous ferons en sorte de répondre à leur désir.*

LA PRESSE ETRANGLEE

« Vous avez raison de dénoncer les agissements de Hersant and Co. Je crois maintenant qu'il faut le contrer. C'est possible.

Le vide laissé par « Ce soir » et « Libération » (l'ancien) n'a jamais été comblé et depuis que « France-Soir » est résolument sous la botte...

Je suis certain que ce problème ne vous échappe pas, aussi je voudrais apporter ma pierre. On achète « France-Soir » pour les annonces (c'est mon cas) et je crois que beaucoup d'annonceurs reporteraient les annonces sur un quotidien à bon tirage vivant et populaire. Comment financer le départ d'un tel quotidien ? Souscription de soutien, abonnement, je ne suis pas au fait des problèmes de presse mais je suis prêt à participer. Je suis lecteur du « Monde », mais « le Monde » ne souffrirait pas de la présence d'un quotidien du soir qui, comme « France-Soir », paraît à 7 h du matin et change de gros titres dans le courant de la journée.

En attendant que M. Hersant prenne un bouillon avec « France-Soir » et aille planter ses choux ailleurs... »

(M. BLIN, 75018 Paris).

● *Effectivement, le problème ne nous échappe pas, mais nous profitons de l'occasion pour dire à tous ceux qui souhaitent le lancement d'un quotidien socialiste que le problème de son financement ne peut pas se résoudre par une souscription. Les conditions actuelles d'exploitation de la presse écrite en France sont telles qu'il faut au départ des sommes considérables (au moins un milliard d'anciens francs) pour avoir quelque chance de faire vivre un quotidien populaire. Plusieurs expériences ont été tentées, dont certaines avec de gros moyens. Elles ont jusqu'à présent toutes échoué. Ce qui ne veut pas dire que nous renoncions à l'idée.*



Voici le livre de Piem, préfacé par François Mitterrand qui vient de sortir aux éditions Arthaud et qui constitue le cadeau que nous adressons à tous nos nouveaux abonnés avant le 30 novembre. Disons à ce propos que le grand succès de notre campagne d'abonnements provoque à l'heure actuelle un embouteillage dans nos services administratifs. Nous demandons à nos nouveaux abonnés qui n'ont pas encore reçu le journal ni le livre-cadeau de bien vouloir nous en excuser et de patienter encore quelques jours.

Au risque de vous plaire



Théâtre

PARIS

*** Comédie française : « Lorenzaccio » d'Alfred de Musset. Mise en scène de Franco Zeffirelli.**

Un chef-d'œuvre du théâtre romantique.

Musset l'a commis à 23 ans. Mais personne ne l'a joué avant la fin du XIXe siècle. Claude Rich relève le défi après Gérard Philipe. Un grand spectacle où Zeffirelli n'a pas oublié d'être florentin.

*** Théâtre des Bouffes du Nord : « La Novia » par la Compagnie de la Mouche. Mise en scène de Bruno Boëglin.**

Un travail dédié ironiquement « à la mémoire du général Franco » avec pour point de départ « Nuit de guerre au Musée du Prado » de Rafaël Alberti. Un « démontage » du franquisme par un des plus importants metteurs en scène de la génération montante.

*** La Péniche (quai de Valmy) : « En attendant Godot » de Samuel Beckett. Mise en scène de Mireille Laroche.**

De merveilleux acteurs — Jean-Paul Farré et Jean-Jacques Moreau — tirent avec talent Beckett du côté du gros rire et de la vie joyeuse.

*** Théâtre de Dix-Heures : « La démocratie est avancée » et « Tu crois que c'est mieux ailleurs ». Spectacles écrits et mis en scène par Patrick Font et Philippe Val.**

Style « Charlie-Hebdo ». Mais en moins vulgaire. En plus élaboré. Pour dénoncer ce que Boris Vian appelait « la khonnerie ». Entendez celle, politique, des irresponsables, qui sont actuellement responsables du pouvoir.

*** Théâtre d'Orsay : « Equus » de Peter Shaffer. Mise en scène de John Dexter.**

Un succès londonien et new-yorkais, importé à Paris. Où François Périer, psychiatre, interroge un jeune homme traumatisé par des chevaux.

*** La Cour des Miracles : « La flemme » de Ricardo Talesnik. Mise en scène de Jean Bouchaud. Avec Avron et Evrard.**

Six révoltes d'un « col blanc ». Traitée sur le mode humoristique. Un divertissement venu d'Argentine.

*** Studio des Champs-Elysées : « Les dames du jeudi » de Loleh Bellon. Mise en scène d'Yves Bureau. Avec Suzanne Flon.**

Une comédienne s'est lancée dans l'écriture. Pour sa première pièce Loleh Bellon s'est offert un petit luxe : faire revenir Suzanne Flon sur une scène.

BANLIEUE

*** Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis : « Mère Courage » de Bertolt Brecht. Mise en scène de José Valverde.**

Ce spectacle fait discuter la critique et... fait courir le public. On n'avait pas vu cela depuis longtemps dans les salles de banlieue : un théâtre plein tous les soirs !

PROVINCE

*** Théâtre National de Strasbourg : « Chatterton » d'Alfred de Vigny. Mise en scène de Jean Jourdheuil. Décors de René Allio.**

Où une vieille dépouille se voit secouée par un vent de jeunesse. Où le débat entre culture et pouvoir se trouve crûment posé.

*** Théâtre Municipal d'Avignon : « Les drapiers jacobins » d'André Benedetto par la Compagnie des Carmes.**

Un spectacle créé l'été dernier à Montauban. Idées nouvelles et barils de poudre : nous voici dans les années décisives de la Révolution Française.

*** Maison de la Culture de Chalon-sur-Saône : « George Dandin » de Molière, par le Théâtre de Saône-et-Loire. Mise en scène de Jacques Bailliart.**

Une farce revue et corrigée où des créateurs de 1976 s'interrogent sur le rôle des créateurs dans la société où ils vivent.

*** Salle Roger-Salengro de Lille : « Martin Eden » d'après Jack London, par le Théâtre de la Salamandre.**

Un écrivain du froid — qui fut aussi un militant socialiste — transposé au théâtre. Pour la Salamandre « Martin Eden » est « le récit d'une réussite sociale qui est un échec individuel, idéologique et politique radical !

*** Cellier des chartrons de Bordeaux : « Hölderlin, exil à Bordeaux » par le Groupe 33.**

En 1802 le grand poète Hölderlin a séjourné à Bordeaux. Le groupe 33 a pris cet événement comme prétexte de départ à un spectacle qui se veut la « chronique d'une déchirure ».

*** Théâtre Daniel Sorano de Toulouse : « Mille francs de récompense » de Victor Hugo. Mise en scène de Jean Favarel.**

Hugo est en exil depuis plus de 14 ans quand, le 5 février 1886, il commence à écrire « Mille francs de récompense »... Et il va signer un terrible réquisitoire contre les contraintes et l'inhumanité de la législation pénale. Une pièce tout à fait actuelle.

OU SONT-ILS ?

* Félix Leclerc : au cinéma Montjoye, à Besançon, le 25 novembre, en prélude à un Festival « Chant libre-Printemps 77 ».

* Bernard Lavilliers : au Théâtre de la Ville du 23 au 27 novembre.

* Jean Sommer : à Bobino, en première partie de Georges Brassens.

* Robert Charlebois : au Palais des Congrès, porte Maillot, du 26 novembre au 8 décembre. Avant, il chante à Dijon le 19 novembre, Strasbourg le 20, Bruxelles le 22 et Douai le 23.

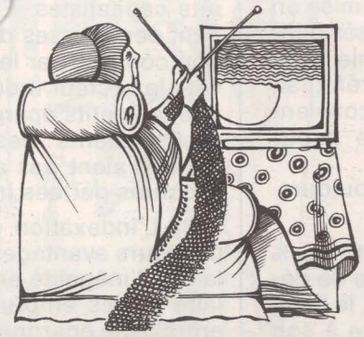
* Guy Bedos : au Théâtre de la Renaissance, avec ses nouveaux sketches.

* Roger Siffer : à la Cour des Miracles à partir du 23 novembre.

* Joan-Pau Verdier et Catherine Ribeiro : le 23 novembre au Stadium.

* Colette Magny, Toto Bissainthe, France Léo, Mara, Maripol, Béa Tristan, Claire, Catherine Derain : elles se succèdent dans un « Festival de la chanson de femme », au théâtre Mouffetard les 21 et 28 novembre, les 5 et 12 décembre.

* Djamel Allam : au Théâtre des Blancs-Manteaux (ex-Pizza du Marais), cet ex-chaudronnier algérien, donnera, du 1er au 30 novembre, des échos colorés de son pays. En langue kabyle.



Télévision

VENDREDI 19 NOVEMBRE

« Dommage qu'elle soit une putain », la pièce de John Ford dans la version vidéo tournée par Gérard Vergez au Théâtre des quartiers d'Ivry (20 h 30, T.f.1).

« Fidèle, infidèle ? » : une enquête sur le couple au magazine Vendredi (20 h 30, F.r.3).

Un quatuor bizarre : celui du film suisse de Michel Soutter, « L'escapade » (22 h 45, A2).

« Le miroir des autres » : portrait de Zouc — voir notre avant-dernier numéro (22 h 10, T.f.1).

SAMEDI 20

France-Eire de football (14 h 35, A2).

Le début de « Mac Coy », une série américaine avec Tony Curtis (21 h 30, T.f.1).

DIMANCHE 21

Spécial élections partielles sur A2, avec Pierre Bérégovoy (21 h 30) et sur T.f.1. avec Claude Estier (21 h 50).

« Le Monde » en question : Jacques Fauvet au magazine Questionnaire (22 h 20, T.f.1).

L'aboutissement du baroque de Sternberg dans son dernier (et très rare) film à la gloire de Marlène Dietrich, « La femme et le pantin » (22 h 30, F.r.3).

LUNDI 22

Un débat sur la conquête du cosmos pour suivre le film de John Sturges « Les naufragés de l'espace » (20 h 30, T.f.1).

Simone Signoret — voir aussi p. 27 de ce numéro — dans un beau film de Sidney Lumet sur le monde nauséabond de l'espionnage, « M 15 demande protection » (20 h 30, F.r.3).

MARDI 23

Tribune libre : l'Union des grandes écoles (19 h 40, F.r.3).

Les cadres dans « le système » : « Tous chefs », une enquête de Jean-François Delassus, suivie d'un débat avec René-Victor Pilhes, René Buhl (C.g.t.), Yvan Charpentié (C.g.c.) et le secrétaire d'Etat Lionel Stoleru (20 h 30, A2).

« Les géants de l'Ouest » : un gentil western d'Andrew McLaglen pastichant avec talent John Ford (20 h 30, F.r.3).

Très attendu : la 1ère partie de « Nés natifs de Vendée », une chronique-enquête de Jean-Claude Bringuier (21 h 25, T.f.1).

MERCREDI 24 **(sous réserve de grève)**

« L'homme de sable » : une dramatique avec Maurice Ronet sur le thème du créateur (ici, un architecte) d'après le prix Renaudot de l'an dernier (20 h 30, T.f.1).

Un film télé de Jean-Paul Le Chanois adaptant la merveilleuse histoire d'Armand Lanoux, « Le berger des abeilles » (20 h 30, F.r.3).

JEUDI 25

Tribune libre : la C.f.d.t. (19 h 40, F.r.3).

« Celui par qui le scandale arrive » : le plus dramatique et l'un des plus admirables films de Vincente Minnelli, dominé par Robert Mitchum (20 h 30, F.r.3).

Le pianiste Georges Cziffra en vedette du Grand Echiquier (20 h 30, A2).

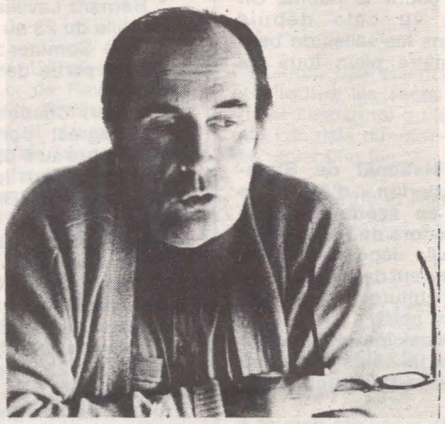
Le président de l'université d'Aix a « 60 minutes pour convaincre »... qu'il faut une sélection à l'Université ! (21 h 20, T.f.1).

A ne pas manquer

CALDER A CHAILLOT

Sandy le magicien. Calder le bâtisseur de planètes. Le colosse aux doigts de fée nous a quittés. Mais il ne nous a pas faussé compagnie. Il laisse à tous ses mobiles et ses stabiles. Ses machines colorées à faire rêver. Il laisse à ses amis ses inoubliables bougonnements d'ours tendre, ses bavardages dynamités par l'humour. Il laisse la vie de son œuvre. Une œuvre à son image : monumentale et agile. Pour ceux qui n'auraient jamais croisé Sandy ou prêté attention à une de ses sculptures, il n'est pas trop tard : les 19 et 20 novembre, à 15 h 30, la Téléthèque de Chaillot programme « Calder, le mécanicien de l'espace », un film de Jean-Marie Drot.

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

MERCREDI 17 NOVEMBRE

Une drôle de petite guerre s'est engagée ces derniers temps. Elle a pour objet « la défense du patrimoine » et pour arme l'indexation de l'épargne. Ceux qui la mènent sont d'un côté le Parti socialiste et de l'autre le chef de l'Etat. On se souvient peut-être que, candidat à la présidence de la République, j'ai proposé l'indexation dès le début de ma campagne, au mois d'avril 1974. J'étais en cela fidèle aux engagements du programme commun. Mais, pour aborder l'affaire par ses aspects concrets, j'ai précisé qu'élu j'inviterais le gouvernement à créer un livret A de Caisse d'épargne, un par famille, lié au mouvement des prix, et à lancer un emprunt, également indexé, de 10 milliards (l'évolution malheureuse de notre situation économique m'a conduit par la suite, en 1976, à estimer le montant de cet emprunt à 20 milliards afin d'assurer la relance des investissements industriels). L'indexation en général (et celle du livret A en particulier) a été vivement contestée par mon concurrent d'alors. Valéry Giscard d'Estaing jugeait l'initiative inflationniste, démagogique et irréalisable, condamnait « la mise en œuvre de mécanismes généralisés d'indexation qui priverait l'économie française de toute souplesse » et se réfugiait dans des formules du type « il convient de mieux rémunérer l'épargne populaire », sans autre précision.

Quelles étaient, quelles sont toujours mes raisons ?

1) La hausse des prix a atteint 15,5 % en 1974, 10 % en 1975 et risque de dépasser 11 % en 1976. En regard, le livret A de Caisse d'épargne rapporte à son propriétaire un intérêt (détaxé jusqu'à 32 500 francs) de 6,5 %. L'épargne se dévalorise donc rapidement. Une note du commissariat au Plan évalue cette perte à 55 milliards pour 1975, soit plus de 100 milliards depuis l'élection présidentielle. Il est un mythe selon lequel les Français seraient des emprunteurs et, de ce fait, profiteraient de l'inflation. Détruisons-le : 15 % des ménages seulement ont des dettes supérieures à leur épargne. Et répétons que l'inflation agit comme un impôt, un impôt insidieux dont le rendement, supérieur à l'impôt sur le revenu, frappe les plus pauvres puisque l'intérêt de l'argent placé en Caisse d'épargne est aussitôt mangé par les prix, tandis que l'intérêt de l'argent placé chez un notaire atteint au moins 14 %. Plus encore, la perte du pouvoir d'achat de l'épargne populaire dépasse la hausse du pouvoir d'achat des salariés. On voit par là que l'inflation reprend aux salariés ce qu'ils ont gagné par leur travail et par leurs luttes.

2) La perte du pouvoir d'achat de l'épargne n'est pas une mauvaise affaire pour tout le monde. L'un des effets directs de l'inflation est de réaliser un transfert de fortune au profit des intérêts capitalistes. En l'occurrence, l'argent des Caisses d'épargne se dirige à bon compte, par le canal des banques, vers le secteur industriel, de telle sorte que les petits épargnants paient les investissements des entreprises, bien qu'ils n'aient pas accès aux bénéfices procurés par ces investissements.

3) L'indexation du livret A présente plusieurs avantages. Celui de réduire à la fois l'inégalité entre l'épargne populaire et ses emprunteurs et l'inégalité entre cette épargne et toute autre forme de placement. Celui de ranimer la consommation des ménages par une épargne moindre, mais mieux rémunérée. Celui de stabiliser le financement des investissements en augmentant la part de l'épargne à long terme.

C'est pourquoi, nonobstant les objections que m'opposait Valéry Giscard d'Estaing, mon projet de 1974 concourait éminemment au redressement de notre économie. Le ralliement tardif du président de la République à ce projet ne répare pas le dommage causé à l'épargne par de trop longues tergiversations. Mais il a le mérite de revenir sur une erreur de jugement (et de donner raison aux thèses socialistes sur la défense du patrimoine quand elle est légitime).

Et la petite guerre ? Depuis bientôt trois ans, soit dans mes articles, soit dans mes conférences de presse, soit dans mes interventions radiotélévisées, je ne cesse pas de réclamer la création du livret indexé. A l'Elysée, on se tait. Et soudain l'infanterie s'ébranle. En réponse à un auditeur de R.t.l., le 20 octobre, le président de la République, qui parle de son livre, annonce qu'il va s'intéresser aux petits épargnants. A Antenne 2, le 10 novembre, je rappelle ma propre initiative et j'insiste sur l'urgence d'une décision. Le 12 novembre, le Parti socialiste lance une campagne nationale sur l'indexation du livret A. A l'Elysée, on s'alarme. Avant-hier, je signe le texte de l'affiche que nos militants diffuseront. Hier soir, la presse révèle que M. Giscard d'Estaing adresse à M. Barre, ce jour même, une lettre par laquelle il l'invite à étudier l'institution « d'un instrument d'épargne simple et spécialisé qui, en contrepartie d'un taux d'intérêt limité et d'une stabilité effective des dépôts, assure aux petits épargnants la sécurité de leurs avoirs ». Formule obscure pour une étude qui n'entrera dans la réalité qu'en janvier 1978. Deux mois avant les élections législatives.

Mais, après l'infanterie, l'artillerie. Ce matin, la revue de presse et les commentaires de France-Inter tirent à gros boulets de propagande, enterrent le projet socialiste et donnent au nouveau-né le nom de sa marraine de guerre : livret Giscard.

Je n'ai pas de jalousie d'auteur. A chacun ses œuvres. Mais j'apprécierais qu'on rendît à César... par exemple en restituant à la gauche la régulation des naissances, l'âge civil à 18 ans, le divorce par consentement mutuel et beaucoup d'autres choses encore, y compris l'indexation de l'épargne populaire, et en rendant au gouvernement de la droite son maladroit impôt sur les plus-values et sa stupide taxe professionnelle.

Quelques réflexions encore. D'abord, je me réjouis de l'attention toute nouvelle que porte aux épargnants le chef de l'Etat. Encore faut-il savoir que toute mesure de ce genre doit s'inscrire dans un plan d'ensemble. Or, ce plan est absent ou n'apparaît que faiblement dans les esquisses de Raymond Barre. Ensuite, pourquoi attendre 1978 ? La décision prise peut être appliquée avant la fin de la présente année. La façon solennelle dont Valéry Giscard d'Estaing a saisi le Premier ministre, qui saisira à son tour ses services, qui saisiront à leur tour leurs experts, ressemble davantage à une opération publicitaire qu'à une stratégie économique d'envergure. Enfin, je remercie le président de la République de reconnaître et de souligner, par les emprunts trop rares qu'il y fait, la crédibilité du programme de la gauche.

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325